



Jacques Chirac
le diplomate vu par
la presse étrangère

DONALD TRUMP
RIEN NE VA PLUS



**Courrier
international**

N° 1509 du 3 au 9 octobre 2019
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Afrique CFA 3,40 € CFA
Algérie 5,30 € DA Allemagne 5,40 €
Andorre 5 € Autriche 5,40 €
Canada 7,75 \$ CAN DOM 15 €
Espagne 5,20 € G-B 4,60 €
Grèce 5,20 € Italie 5,20 € Japon 850 ¥
Liban 9 000 LBP Maroc 41 DH
Pays-Bas 5,20 € Portugal cont. 5,20 €
Suisse 6,70 CHF TOM 850 XPF
Tunisie 7,20 DT

PORTUGAL LE NOUVEL ELDORADO

*C'est le pays de tous les possibles.
Investisseurs, touristes et expatriés
affluent en masse. La gauche,
au pouvoir, résiste, les populistes
ne passent pas.*



M 03183 - 1509 - F: 4,50 €



Occupez-vous de vos affaires.

Nouvelle Passat. On ne vous arrête plus.

Parfois, la vie est tellement remplie qu'on aurait bien besoin d'un assistant. Équipée des technologies IQ.DRIVE, la Nouvelle Passat endosse heureusement ce rôle grâce au 'Travel Assist' qui vous assure une conduite semi-autonome. Parce que même quand on pense à tout, un peu d'aide, ça ne se refuse pas.



Cycles mixtes de la gamme Nouvelle Passat : consommations (l/100km) et rejets de CO₂ (g/km) : données non disponibles au 20/09/2019. Véhicule en cours d'homologation. Renseignez-vous auprès de votre Partenaire Volkswagen. Les outils d'aide à la conduite ne dispensent pas le conducteur d'être vigilant. Volkswagen recommande **Castrol EDGE Professional** - Volkswagen Group France - s.a. - R.C.S. Soissons 832 277 370



BELVEDERE

VODKA



MHD SAS, 105 Bvd de la Mission Marchand, 92400 Courbevoie - B 337 080 055 RCS Nanterre

Le Belvedere est un palais symbolique de Pologne, berceau de Belvedere vodka. Ce sont le terroir polonais et le seigle de Dankowskie qui donnent à notre vodka son goût et son caractère uniques.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Le pays de tous les possibles p.34

Dimanche 6 octobre, les Portugais éliront leurs députés et, sauf surprise majeure, le Premier ministre sortant, António Costa, pourrait obtenir la majorité absolue. Cela peut paraître anecdotique, mais dans une Europe ébranlée par la poussée des nationalismes, fragilisée par les attermoissements sur le Brexit, le Portugal, hermétique aux populismes, passe soudain pour un havre de stabilité. Un laboratoire en termes de société – les politiques innovantes menées ces dernières années en matière de drogue sont observées par le monde entier –, un pays en

pleine effervescence culturelle, qui semble avoir une relation pacifiée avec ses anciennes colonies, et qui attire non seulement les touristes, les expats et les artistes, mais aussi, de plus en plus, les investisseurs. Pour le quotidien espagnol *El País*, l'exécutif socialiste portugais vient même de signer "la plus grande réussite de la gauche européenne de ces dernières années". Un enthousiasme à tempérer au vu des dernières grèves de transporteurs de carburant, qui ont semé la pagaille dans le pays, ou de celle des infirmiers, en février. Il n'y a pas de miracle économique, mais l'embellie est réelle. Le Portugal reste incontestablement attractif et, à la rédaction de *Courrier international* (dont l'édition portugaise, mensuelle, est publiée à Lisbonne), nous sommes nombreux à apprécier une certaine douceur de vivre portugaise. La semaine dernière, nous avons donc choisi de nous arrêter sur ce pays si proche de nous et qui



pourrait nous inspirer sur tant de plans. Dans le même temps, Donald Trump a dû faire face à une procédure d'impeachment, Jacques Chirac est mort et Boris Johnson n'en finit plus de patauger dans le Brexit. Nous avons largement rendu compte de ces trois informations sur notre site, nous les évoquons (pour deux d'entre elles) aussi dans ces pages (les déboires de Trump p. 14, Chirac p. 22), mais nous avons malgré tout décidé de maintenir la une sur

le Portugal. C'est aussi une façon de nous différencier. Dans cette période anxiogène, le Portugal apparaît comme un bol d'air frais bienvenu – même s'il ne s'agit pas de croire que tout est plus facile là-bas. En pleine campagne électorale, un petit village du nord du Portugal se bat contre l'établissement d'un site d'extraction de lithium dans une réserve naturelle classée à l'Unesco. Le sous-sol du pays regorge de ce minéral essentiel

pour les batteries, ses réserves seraient les plus importantes d'Europe et pourraient rapporter des milliards à l'État. Le gouvernement socialiste l'a bien compris, qui souhaite accorder des licences d'exploitation au plus vite. Les écologistes s'y opposent. Dimanche, le vote donnera une idée du rapport de forces dans la bataille pour le "pétrole blanc", qui divise le pays. Bonne lecture !

P.-S. : Preuve de notre attachement au Portugal, *Courrier international* est partenaire du festival Les Muses héliconiennes et s'associe à la soirée électro du vendredi 1^{er} novembre à La Maroquinerie, à Paris. L'invité de la soirée ? Le label Enchufada, avec deux concerts à la clé : le premier, du Cap-Verdien Dino D'Santiago, et le second de Branko (l'un des fondateurs de Buraka Som Sistema).

En couverture : le pont du 25-Avril, à Lisbonne. Photo d'Idriss Bigou-Gilles/Hans Lucas. Jacques Chirac : dessin de Glez, Burkina Faso. Donald Trump : dessin de Ramsés, Cuba.



Sommaire

GASTRONOMIE p.56

Les nouveaux hérétiques

Aux États-Unis et ailleurs, de jeunes chefs réinventent la cuisine nippone, bousculant les notions de tradition et d'authenticité, raconte *The New York Times Style Magazine*.

L'ENTRETIEN p.60

Birgit Breuel, celle qui privatisa la RDA

L'ex-directrice de la Treuhand, l'organe de privatisation des entreprises est-allemandes, revient pour la *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung* sur cette mission majeure dans le processus de réunification, qui a fait d'elle la femme la plus haïe d'Allemagne.

360°

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

ABC Madrid, quotidien. *Corriere della Sera* Milan, quotidien. *The Daily Telegraph* Londres, quotidien. *Diário de Notícias* Lisbonne, quotidien. *Financial Times* Londres, quotidien. *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung* Francfort, hebdomadaire. *Index.hu* (index.hu) Budapest, en ligne. *Los Angeles Times* Los Angeles, quotidien. *Mada Masr* (madamasr.com) Le Caire, en ligne. *Middle East Eye* (middleeasteye.net) Londres, en ligne. *The New York Times* New York, quotidien. *The New York Times Style Magazine* New York, mensuel. *L'Orient-Le Jour* Beyrouth, quotidien. *El País* Madrid, quotidien. *Público* Lisbonne, quotidien. *Der Standard* Vienne, quotidien. *Tempo* Jakarta, hebdomadaire. *Undark* (undark.org) Cambridge (Massachusetts), en ligne. *The Wall Street Journal* New York, quotidien. *Die Welt* Berlin, quotidien.

ÉTATS-UNIS p.14

Trump ou le grand cirque de la destitution

La procédure d'impeachment va maintenant capter toute l'attention du pays, et les véritables problèmes des Américains risquent de passer au second plan, redoute la presse américaine.

FRANCE p.22

Chirac, l'homme qui a dit non à l'Amérique

À l'annonce de sa mort, la presse étrangère reconnaît à quel point Jacques Chirac maîtrisait l'art de la diplomatie. Pour beaucoup, il restera dans les mémoires comme celui qui a osé s'opposer à la guerre en Irak.





SOMMAIRE

7 jours dans le monde
10. Migrants. La honte de l'Europe
12. Controverse. Espagne : faut-il exhumer le cadavre de Franco ?

D'un continent à l'autre
14. États-Unis. Trump ou le grand cirque de la destitution
18. Autriche. Sebastian Kurz et les Verts, duo gagnant
21. Tunisie. À quoi rêvent les jeunes ?
22. France. Jacques Chirac, l'homme qui a dit non à l'Amérique
26. À Rouen, l'incendie s'est éteint, mais pas la peur
28. Indonésie. La tentation autoritaire de Jokowi
30. Égypte. Mohamed Ali, l'opposant qui secouent le régime

À la une

34. Portugal, le nouvel eldorado

Transversales

48. Économie. Adam Neumann, la chute d'un patron mégalo
50. Sciences. Le casse-tête du dingo
51. Signaux. Quel espace pour les détenus ?

360°

52. Portfolio. Tripoli, jour de guerre ordinaire
56. Gastronomie. Les nouveaux héritages
58. Tendances. Heureux hasards
60. Entretien. Birgit Breuel : "J'ai toujours voulu défendre les intérêts des Allemands de l'Est"
63. Histoire. Szeged sauvée des eaux



SUR NOTRE SITE

L'horoscope de Rob Breznsky

Le signe de la semaine

Balance (23 septembre-22 octobre). Chaque année, à l'approche de mon anniversaire, je me réserve une journée pour dresser un bilan de ma vie. Je commence par méditer sur les derniers événements en date, puis je me repasse avec délectation tout mon passé, comme un film dont je suis le héros. Afin de remplir les inévitables blancs, je laisse mon moi profond s'attarder sur les moments qu'il juge les plus intéressants. Et je remercie chaque instant qui remonte à ma mémoire pour ce qu'il m'a appris, pour la façon dont il a contribué à faire de moi celui que je suis aujourd'hui. Pour aborder ta nouvelle année, Balance, je t'invite à tenter ce type de rituel contemplatif.

Également sur notre site

Actu. Hong Kong, l'escalade inévitable ? Un mouvement de protestation suivi par la presse internationale.

En vidéo. Sur les traces des assassins de Khashoggi – l'enquête du *New York Times* sur la mort du journaliste et dissident saoudien.

Série. Le Moyen-Orient autrement : "Égypte : ce bikini qui donne des insomnies", "Israël : bienvenue au sex-shop casher", "Irak : Kerbala danse et change", notre série à la découverte d'un autre Moyen-Orient.



DESSIN DE MIKEL CASAL. ESPAGNE. POUR COURRIER INTERNATIONAL

DÉCOUVREZ NOTRE HORS-SÉRIE



Les richesses, les ressources, les libertés sont mal partagées.

36 cartes et infographies pour mieux comprendre ces fractures mondiales

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : Arnaud Aubron
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal octobre 2019. Commission paritaire n° 0722c82101.
 ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 6-8, rue Jean-Antoine-de-Baïf, 75212 Paris Cedex 13 Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) **Rédactrice en chef** Hamdam Mostafavi (17 33) **Rédactrice en chef adjointe** Virginie Lepetit (16 12) **Rédacteur en chef adjoint** Raymond Clarinard (16 77) **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31) **Conception graphique** Javier Errea Comunicación

ÉDITION Virginie Lepetit (chef d'édition, 1612), Fatima Rizki (1730) **7 JOURS DANS LE MONDE** Paul Gristot (chef de rubrique, 17 48) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Danièle Renon (chef de service adjointe, Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 22), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Jean-Hébert Armengaud (Espagne 16 57), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Carole Lyon (Italie, Belgique 17 36), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Vincent Barros (Portugal), Corentin Pennargue (chef de rubrique, France, 16 93), Alexandre Lévy (Bulgarie), Solveig Gram Jensen (Danemark, Norvège, Suède), Alexia Kefalas (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Romain Su (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **AMÉRIQUES** Bérandère Cognat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Sabine Grandadam (chef de service, Amérique latine, 16 97), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Ysana Takino (Japon, 16 38), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Guillaume Delacroix (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) **MOYEN-ORIENT** Marc Saghie (chef de service, 16 69), Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Sébastien Hervieu (chef de rubrique, 16 29), Hoda Saliby (chef de rubrique, Maghreb, 16 35), Sidy Yansané (Afrique de l'Ouest et Afrique centrale), Adrien Barbier (Afrique australe et Afrique de l'Est) **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Catherine Guichard (Économie, 16 04), Carole Lembezat (chef de rubrique, Courrier Sciences, 16 15), Virginie Lepetit (Signaux) **MAGAZINE 360°** Marie Bélœil (chef des informations, 17 32), Claire Pomarès (16 74), Delphine Veaudor (16 76), Mélanie Liffschitz (Histoire, 16 96)

SITE INTERNET Carolin Lohrenz (chef des informations, 19 77), Claire Pomarès (chef de service adjointe), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Gristot (Actualité), Gabriel Hassan (rédacteur multimédia, 16 32), Carole Lyon (rédactrice multimédia, 17 36), Hoda Saliby (rédactrice multimédia, 16 35), Laura Geisswiler (vidéo, 16 65), Paul-Boris Bouzin (développement web) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Françoise Escande-Bogino (japonais, anglais), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Aurore Delvigne, Françoise Hérold, Julie Martin **PÔLE VISUEL** Sophie-Anne Delhomme (responsable), **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **ICONGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE** Bernadette Dremière (chef de studio, 16 67), Alice Andersen, Catherine Doutey, Gilles de Obaldia, Denis Scudeller **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (16 70) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (16 66) **INFORMATIQUE** Denis Scudeller (16 84)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE :** Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Paul Blondé, Jean-Baptiste Bor, Mélanie Chenouard, Nicolas Coisplet, Antoine Cuny-Le Callet, Guillaume Deneufbourg, Geneviève Deschamps, Maddalena De Vio, Audrey Fisé, Hugo Florent, François Gerles, Mona Heydari Targhi, Masatoshi Inoue, Beniamino Morante, Adrien Palluet, Polina Petrouchina, François Peyroux, Anne Romefort, Valentin Scholz, Isabelle Taudière, Jean-François Tubiana-Potiez, Louise Vallée

PUBLICITÉ M Publicité, 80, boulevard Blanqui, 75013 Paris, tél. : 01 57 28 20 20 **Directrice générale** Laurence Bonicalzi Bridier **Directeur délégué** David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) **Directeur de la publicité** David Delannoy (ddela.nnoy@regieobs.fr, 30 23) **Directeurs de clientèle** Marjorie Couderc (marjorie.couderc@mpublicite.fr, 37 97) Sébastien Herreros (sherreros@regieobs.fr, 30 54) **Assistante commerciale** Carole Franchini (carole.franchini@mpublicite.fr, 38 68) **Partenariat et publicité culturelle** Guillaume Drouillet (guillaume.drouillet@mpublicite.fr, 10 29) **Régions** Éric Langevin (eric.langevin@mpublicite.fr, 38 04) **Direction commerciale online/opérations spéciales** Vincent Salini (vincent.salini@mpublicite.fr, 37 00) **Agence Courrier** Patricia Fernández Pérez (responsable, 17 37), Jessica Robineau (16 08) Dially Konate (17 38)

GESTION ADMINISTRATION Bénédicte Menault-Lenne (responsable, 16 13), Emilien Hiron (gestion) **Droits** Eleonora Pizzi (16 52) **Comptabilité** 01 48 88 45 51 **Directeur de la diffusion et de la production** Hervé Bonnaud **Responsable des ventes France et International** Sabine Gude **Responsable commerciale internationale** Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) **Chef de produits** Charlotte Guyot (01 57 28 33 99) **Communication et promotion** Brigitte Billard, Christiane Montillet **MARKETING** Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 01 47 **Service clients Abonnements** Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex **Tél.** 03 21 13 04 31 **Fax** 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) **Courriel** abo@courrierinternational.com **Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine :** 119 €. Autres destinations : http://boutique.courrierinternational.com

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marconi, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier : Allemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations : P/Tot = 0,001 kg/tonne de papier



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
 Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- ☐ 1 AN (52 numéros) au prix de 119 € au lieu de 218,80 €*
☐ 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 149 € au lieu de 269,80 €*

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CP VILLE

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

https://boutique.courrierinternational.com

ou téléphonez au 03-21-13-04-31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles ou écrivez à notre Délégué à la protection des données - 80, bd Auguste-Blanqui - 75017 Paris Cedex 13 dpo@groupelemonde.fr

Vous acceptez que vos données de contact soient partagées par Courrier International avec sa sélection de partenaires français afin de recevoir des informations sur leurs actions et/ou leurs offres de produits et services. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces sociétés, merci de cocher la case ci-contre

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

LOR

L'EXCELLENCE EN GRAINS

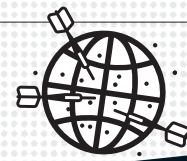


JACOBS DOUWE EGBERTS FR SAS - 30 bis rue de Paradis, 75010 Paris, France - 810 029 413 RCS Paris - SAS au capital de 16.594.157,70 euros.



SANS DOUTE LE MEILLEUR CAFÉ DU MONDE





7 jours dans le monde

Hong Kong à feu et à sang

La police procède à une arrestation dans le quartier de Sha Tin, le 1^{er} octobre, à Hong Kong. La ville a connu une flambée de violence le jour du 70^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, célébré en grande pompe à Pékin par Xi Jinping. Le président chinois n'a pourtant pas manqué de réaffirmer que le principe "Un pays, deux systèmes", qui régit Hong Kong, serait respecté.

Les manifestants entendaient toutefois explicitement gâcher la fête de Xi Jinping en se rassemblant pour une "journée de deuil" en signe d'opposition à l'emprise de Pékin. Leur manifestation, interdite, a vite tourné aux affrontements, raconte l'**Apple Daily**.

Une cinquantaine de personnes ont été blessées, dont un lycéen de 18 ans touché à la poitrine par une balle tirée à bout portant par un policier, dans le quartier de Tsuen Wan.

Photo Isaac Lawrence/AFP



SUR NOTRE SITE

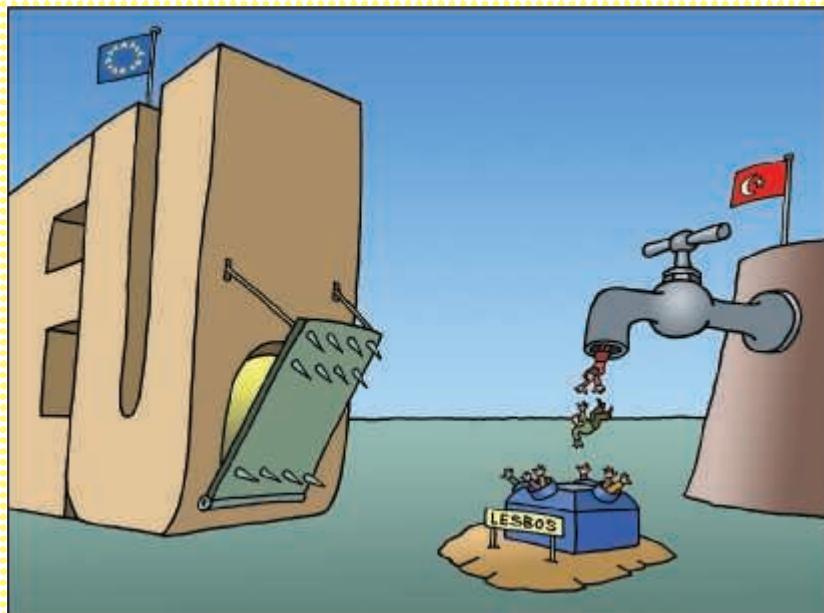
courrierinternational.com

Retrouvez tous les vendredis notre diaporama "Une semaine d'actu en photos". Et dans notre édition imprimée, chaque jeudi, la photo d'actualité la plus forte.

7 jours dans le monde

Migrants. La honte de l'Europe !

La mort le 29 septembre de deux migrants sur l'île de Lesbos, en Grèce, met en évidence l'absence tragique de politique migratoire des Européens. Pour les États membres, seule compte la baisse des arrivées sur leur territoire.



— Die Welt Berlin

En novembre 2017, je me suis rendu dans le camp de réfugiés de Moria – complètement saturé – sur l'île de Lesbos. Il y régnait un froid glacial, il pleuvait des trombes d'eau, des hommes et des femmes étaient étendus sur des matelas détrempés sous des tentes non étanches. Un jeune Irakien se réchauffait les mains auprès d'un feu. Ses vêtements étaient humides, il avait les pieds nus. Ils étaient près de 7 000 réfugiés comme lui à Moria.

J'ai écrit un long reportage sur la situation dans ce camp, convaincu que les choses changeraient bientôt, que l'Union européenne (UE) ne resterait pas indifférente aux souffrances de ces gens, qu'elle n'abandonnerait pas la Grèce avec ce problème. Même si les pays européens durcissaient leur politique d'immigration, les valeurs dites occidentales et l'exigence d'humanité pousseraient l'UE à intervenir.

Deux ans plus tard, un constat s'impose : les dirigeants européens continuent d'ignorer la situation sur l'île de Lesbos et dans les îles voisines de la mer Égée ; le sort des migrants ne s'améliore pas, il s'aggrave. Avec une capacité d'accueil de 3 000 personnes, le camp de Moria était déjà saturé à la fin de l'année 2017, aujourd'hui on estime qu'ils sont

près de 12 000 à vivre dans son enceinte et dans les environs. Et le nombre de nouveaux arrivés, débarquant de bateaux en provenance de Turquie, est reparti à la hausse.

Dimanche [29 septembre], la situation a viré à la tragédie. Un incendie s'est déclaré, coûtant la vie à une femme et à son enfant, d'après les premières déclarations des réfugiés. La police est ensuite intervenue et a lancé des gaz lacrymogènes contre les migrants en colère. Manos Logothetis, responsable du gouvernement grec pour l'accueil des migrants, a parlé d'un "terrible et malheureux incident".

Sauf que cette tragédie ne devait rien au hasard. Quand des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants de cultures différentes vivent parqués dans des conditions aussi indignes et inhumaines, comment s'étonner qu'une catastrophe arrive ? Il est honteux que l'UE n'ait rien fait pour éviter cette tragédie.

Améliorer la situation des réfugiés en mer Égée et assumer une responsabilité collective en tant qu'Européens n'a rien d'une tâche impossible. Sauf qu'il n'y a pas de volonté politique. Seule compte la diminution du nombre de réfugiés. Le reste peut bien passer à la trappe.

— Tim Röhn

Publié le 30 septembre

À la une



LA GRÈCE DURCIT LE TON

"Réfugiés en passe d'être renvoyés", dénonce en une le 1^{er} octobre **Efimerida Ton Syntakton**, qui n'hésite pas à parler de "méthodes à la Salvini". La raison ? Athènes envisage un durcissement de sa politique pour dissuader les migrants de poser le pied en Grèce. La Grèce abrite aujourd'hui 70 000 réfugiés, principalement syriens, dont plus de 12 000 dans le seul camp de Moria – le plus grand d'Europe – sur l'île de Lesbos. "Face à l'afflux massif d'arrivées ces dernières semaines, le gouvernement de droite de Kyriakos Mitsotakis a décidé de renforcer les patrouilles en mer pour traquer les barques en provenance de la Turquie voisine, mais aussi de renvoyer quelque 10 000 réfugiés d'ici à 2020", décrit le journal de gauche.

Un projet de loi en ce sens doit être déposé au Parlement en ce début de mois d'octobre. Le texte prévoit aussi un encadrement plus strict de la procédure de demande d'asile dans le but de débouter un maximum de réfugiés. "Ces décisions, dogmatiquement sévères, prises hâtivement, sans regarder de près les statistiques, montrent que le gouvernement panique", assène **Efimerida Ton Syntakton**. "Le communiqué du gouvernement précise que le problème à présent est un problème migratoire et pas de réfugiés, or la plupart des arrivants sont originaires d'Afghanistan et fuient leur pays en guerre. Ce sont donc des réfugiés. Mais le gouvernement ne semble pas s'en soucier."



↓ Dessin d'Arend, Pays-Bas.



Des visas de tourisme

Arabie Saoudite — "C'est officiel", écrit **Gulf News**, "l'Arabie Saoudite est ouverte aux touristes du monde entier" : le royaume a annoncé le 27 septembre qu'il allait délivrer pour la première fois des visas de tourisme et appelé les entreprises étrangères à investir dans un secteur qui, espère-t-il, représentera 10 % du produit intérieur brut d'ici à 2030. Il s'agit d'"un changement historique qui marque une étape importante" du programme de réforme Vision 2030 du prince héritier Mohammed ben Salmane, commente le journal émirati.

Le dialogue de l'espoir



Cameroun

— C'est par un appel à la tolérance en anglais et en français que **L'Essentiel du Cameroun** a

marqué l'ouverture, le 30 septembre, du "grand dialogue national" lancé par le président Paul Biya. L'objectif ? Tenter de mettre fin au conflit dans l'ouest du pays entre Yaoundé et des séparatistes anglophones qui s'estiment lésés par rapport aux francophones. Mais en l'absence des dirigeants indépendantistes, ce "dialogue", qui doit durer cinq jours, a peu de chances d'aboutir. Combats et exactions ont fait quelque 3 000 victimes en trois ans.

Abstention record

Afghanistan — L'élection présidentielle "a réveillé une peur profonde" au sein d'une population qui "paie depuis plus de quarante ans de son sang les violences qui secouent le pays", a écrit **The Diplomat** à l'occasion du premier tour, le 28 septembre. Le taux de

↓ Dessin de **Falco**,
Cuba.

participation n'a en effet atteint qu'environ 20 %. Outre la violence imputable aux talibans durant la campagne, il y a également eu "des problèmes de fraude" qui font planer un doute sur la transparence démocratique, affirme le journal pakistanais **Dawn**. La compétition "s'est résu- mée à un duel" entre le président sortant, Ashraf Ghani, et celui qui gouverne à ses côtés depuis 2014, Abdullah Abdullah. Les résultats du premier tour seront connus le 7 novembre.

Gandhi, toujours présent



Inde — Au moment où l'Inde célèbre le 150^e anniversaire de la naissance de Gandhi (le 2 octobre), "il convient de rappeler l'ampleur, trop souvent ignorée, de ses réalisations", estime **India Today**, qui consacre sa couverture à l'apôtre de la non-violence sous le titre : "Pourquoi Gandhi compte toujours". "Il a été le premier Indien à placer l'Inde sur une carte du monde et le seul à être connu dans le monde entier", rappelle l'hebdomadaire. Gandhi "compte toujours" parce qu'il est "un exemple pour notre planète déchirée par les inégalités et l'injustice".

En prison pour avoir avorté

Maroc — C'est "un jour noir pour les libertés au Maroc", dénonce **Le Desk** après la condamnation à un an de prison ferme

le 30 septembre de la journaliste Hajar Raissouni. Poursuivie pour "avortement illégal" et "relations sexuelles hors mariage", elle avait été arrêtée le 30 août. Rifaat Al-Amin, son compagnon soudanais, a écopé de la même peine. Le gynécologue de la jeune femme de 28 ans a quant à lui été condamné à deux ans de prison suivis d'une interdiction d'exercer pendant deux années supplémentaires.

Volkswagen dans le box des accusés

Allemagne — "Ce n'est pas souvent que tous les regards se tournent vers Brunswick", ironisait la **Süddeutsche Zeitung** au moment où s'ouvrait le 30 septembre, dans cette ville de Basse-Saxe, le procès du "dieselgate". Près de 470 000 plaignants se sont rassemblés dans une action collective pour demander des dommages et intérêts à Volkswagen. En cause : les moteurs Diesel de leurs véhicules, que le constructeur avait truqués afin de falsifier le niveau d'émissions de gaz polluants. L'affaire a déjà coûté près de 30 milliards d'euros à l'industriel en frais d'avocats, accords à l'amiable (aux États-Unis et en Australie) et procès.



23,4

C'EST, EN MILLIONS DE FRANCS SUISSES, le montant recueilli à l'issue de la vente aux enchères le 29 septembre de 25 "hypercars" équato-guinéennes confisquées par la justice genevoise dans le cadre d'une procédure pour biens mal acquis. Soit près de 22 millions d'euros qui seront reversés à une œuvre de charité. Clou de la vente, une Lamborghini Veneno Roadster 2014 a trouvé preneur pour 7,2 millions de francs suisses (6,64 millions d'euros). "Pour ces belles carrosseries, c'est la fin d'un long chapitre", relève **La Tribune de Genève**, précisant que toutes ont appartenu à Teodorin Obiang, fils du président de Guinée équatoriale et lui-même vice-président, un féru de véhicules de luxe.

MONDIAUX D'ATHLÉTISME

Quand le sport "vend son âme" au Qatar

Chaleur et stades vides dominant ces championnats organisés à Doha. Un avant-goût terrifiant pour les compétitions à venir dans cette partie du monde, estime le *Daily Telegraph*.

—The Daily Telegraph, Londres

Le son et lumière qui a précédé les deux finales du 100 mètres [le 28 septembre] était impressionnant : la piste était illuminée, les projecteurs braqués successivement sur chaque athlète tandis que leurs noms s'affichaient le long de la ligne d'arrivée. Certes, l'affaire a un peu traîné en longueur, mais c'est exactement de ça que l'athlétisme a besoin – plus de battage, de mise en scène, d'enthousiasme et de ferveur. Dans l'obscurité, peu importait où se déroulaient les épreuves. L'élite du sport était sur le point de s'affronter, les yeux du monde étaient braqués sur elle. C'était l'heure du grand spectacle.

Jusqu'à ce que les gradins soient éclairés.

Il serait faux de dire qu'il n'y a pas eu d'ambiance durant les premiers jours de ces championnats du monde d'athlétisme.

Plus de 40 % des marathoniennes ont dû abandonner en raison de la chaleur.

Dans un pays où presque personne n'a coutume de venir assister à des événements sportifs en direct, des centaines de travailleurs immigrés africains amenés en bus dans l'enceinte climatisée du stade international Khalifa ont chanté, dansé et applaudi avec un empressement remarquable.

La finale du 10 000 mètres féminin, dominée par les Kényanes et les Éthiopiennes, a eu lieu dans une joyeuse cacophonie. Mais l'ennui, avec un public majoritairement africain, c'est que quelques minutes plus tard, pour la finale du 100 mètres masculin, beaucoup de spectateurs étaient repartis, ayant déjà vu leurs héros. Le sprint est loin de passionner tout le monde.

Et ainsi Christian Coleman a-t-il foncé vers la médaille d'or, alors que la controverse faisait rage au sujet de contrôles antidopage manqués [il est passé à deux doigts d'une suspension], dans un stade où une grande partie des sièges étaient recouverts de bannières, les premiers rangs étant à

moitié vides, dans un silence pesant. Shelly-Ann Fraser-Pryce et Dina Asher-Smith [médailles d'or et d'argent du 100 mètres féminin] ont effectué leurs tours d'honneur devant des tribunes désertes. Bienvenue dans le sport au Qatar.

Difficile de ne pas éprouver de la sympathie pour Sebastian Coe, le président de l'Association internationale des fédérations d'athlétisme (IAAF), à qui l'on demande régulièrement de justifier la décision d'organiser ces championnats du monde à Doha, décision prise sous une présidence précédente

visée par de multiples accusations de corruption. En réaction, Coe a mis l'accent sur la nécessité de mieux faire connaître le sport en l'exportant vers de nouveaux pays. Il est probable que cette déclaration sera péniblement reprise à l'envi si le Qatar, après avoir obtenu d'orchestrer la Coupe du monde de football 2022, réussit à décrocher les Jeux olympiques.

Même sans tenir compte de l'attitude lamentable du pays dans le domaine des droits de l'homme et dans le traitement de divers segments de la société – ce qu'on ne peut de toute façon pas ignorer –, ces championnats du monde constituent un terrifiant avant-goût de ce que deviendra le sport s'il continue à vendre son âme au Moyen-Orient, où les fans sont rares et où le climat est incompatible avec les performances de haut niveau.

Un athlète a déjà dépeint la compétition comme un "désastre". Une autre, qui a survécu à l'horrible marathon féminin nocturne, que plus de 40 % des concurrentes n'ont pu terminer, a dénoncé le "manque de respect" pour les sportifs. Le 29 septembre, sans doute lassée de la couverture négative des épreuves au Qatar, la responsable de la communication de l'IAAF a supplié les médias "de susciter un peu l'intérêt des gens", en dressant la liste des fabuleux exploits accomplis sur la piste et ailleurs ces derniers jours. Elle a raison. Il y a de formidables athlètes qui ont fait des choses extraordinaires à Doha. Mais ils méritent mieux que d'être ici.

—Ben Bloom

Publié le 29 septembre



OPINION

CONTROVERSE



Espagne : faut-il exhumer le cadavre de Franco ?

Le Tribunal suprême espagnol a rejeté le 24 septembre le recours de la famille, qui s'oppose à la décision du gouvernement socialiste d'exhumer les restes du Caudillo du gigantesque mausolée du Valle de los Caídos, où il a été enterré en 1975.

OUI

La fin d'une anomalie

—El País Madrid

Le verdict des membres du Tribunal suprême a été unanime. Il autorise le gouvernement à exhumer la dépouille mortelle de Francisco Franco de la basilique de Cuelgamuros, située à l'intérieur du mausolée du Valle de los Caídos – “la vallée de ceux qui sont tombés” –, pour l'inhumer au cimetière du Pardo-Mingorrubio, où repose déjà l'épouse du Caudillo, à une quinzaine de kilomètres du centre de la capitale. Cette décision semble enfin annoncer l'épilogue d'une anomalie impensable dans une démocratie : avoir laissé pendant plus de quarante ans un dictateur reposer dans le monument qu'il avait lui-même conçu à la gloire de son régime. La construction du Valle de los Caídos est marquée par une longue histoire de terribles brimades et d'humiliations infligées aux prisonniers, en majorité républicains, contraints de travailler à son édification – ce qui rendait d'autant plus insupportable la présence en ce lieu de la dépouille de l'instigateur du coup d'État qui, en 1936, a voulu mettre à bas une démocratie et n'y est parvenu qu'après avoir mené trois années de guerre civile avec le soutien massif de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ces deux pays se sont scrupuleusement abstenus d'ériger le moindre monument susceptible de glorifier les dirigeants qui incarnaient leurs programmes totalitaires, Hitler et Mussolini. L'Espagne, elle, ne s'est pas encombrée de telles précautions. Franco est mort dans son lit, en novembre 1975, et, à l'avènement de la démocratie, les partis politiques, incapables de mettre un terme à cette aberration, se

sont étrangement contentés de repousser indéfiniment le problème. Les formations de droite, en particulier, n'ont pas su saisir l'occasion qui leur était offerte de prendre la tête d'une initiative qui leur aurait clairement permis de se distancier d'un régime totalitaire resté dans les mémoires pour la violence inouïe de la répression de ses opposants. C'est le gouvernement socialiste de Pedro Sánchez qui pourrait maintenant mettre un point final à cette histoire ponctuée d'épisodes pour le moins grotesques, démarche à laquelle auraient dû s'associer toutes les forces politiques démocratiques.

La belle unanimité avec laquelle les magistrats du Tribunal suprême ont rejeté tous les recours présentés par la famille Franco – elle refusait non seulement que les restes du dictateur soient exhumés, mais aussi qu'ils soient ensevelis à Mingorrubio – révèle combien la

L'affaire n'est cependant pas gagnée, puisque la famille entend déposer un recours devant le Tribunal constitutionnel.

polémique sur le transfert était artificielle. Dans leur verdict, ils ont également refusé à la famille de transférer le cadavre du Caudillo dans une crypte de la cathédrale de l'Almudena à Madrid, appuyant ainsi le principe selon lequel “l'intérêt général” l'emporte sur le droit particulier de la famille à enterrer le dictateur en plein cœur de la capitale. L'affaire n'est cependant pas gagnée, puisque la famille entend déposer un recours devant le Tribunal constitutionnel. Mais cette grave aberration appartiendra bientôt à l'histoire. Il restera le monument, et pour lui donner un nouveau sens, l'ensemble des forces démocratiques et des organisations mémorielles et historiques de la société civile devront travailler main dans la main. —

Publié le 25 septembre

NON

C'est de l'électorisme

—ABC Madrid

Le visage de Carmen Calvo, généralement crispé d'un rictus d'aigreur progressiste, était on ne peut plus éloquent. La vice-présidente du gouvernement socialiste faisait la tournée des plateaux des chaînes de télévision complaisantes – autant dire toutes – avec un sourire rayonnant. Son euphorie était telle que l'on aurait dit que le club sportif Egabrense [qui joue en départementale cordouane andalouse], l'équipe de foot de sa bonne ville de Cabra, 20 000 habitants, venait de remporter la Ligue des champions. Notre président, parti avec son épouse pour une virée de quatre jours à New York pendant une pause du changement climatique, s'accordait une parenthèse dans son implacable combat contre le réchauffement de la planète pour saluer la nouvelle dans les termes les plus solennels : “C'est une grande victoire pour la démocratie.”

Non, Sánchez, non. La grande victoire pour la démocratie, c'était en 1978, avec le référendum sur la nouvelle Constitution, démocratique. À l'époque, les deux clans, qui s'étaient cruellement déchirés pendant la guerre civile, étaient convenus de se pardonner et de passer l'éponge sur les atroces humiliations du passé pour inaugurer ensemble une ère nouvelle de liberté et de concorde. Et comme il se devait, Franco est alors devenu un sujet d'étude pour les historiens. Depuis, il était resté cantonné à l'histoire, tombé dans un demi-oubli jusqu'à l'arrivée de José Luis Rodríguez Zapatero [chef du gouvernement socialiste de 2004 à 2011]. Celui-ci, qui n'a pas son pareil pour réveiller les vieux démons, s'est alors fixé, pour des raisons toutes personnelles – son

grand-père, républicain, a été fusillé lors de la guerre civile –, un défi impossible : venger la défaite républicaine dans une guerre civile remontant à plus de soixante ans. Pour ce faire, il a lancé une loi “mémorielle” aussi manichéenne qu'intransigeante, n'autorisant qu'une lecture de l'histoire à sens unique et sans nuances : tous les franquistes étaient des criminels sanguinaires et tout ce qu'a fait Franco a été exécutable ; tous les républicains, les rouges du Front populaire, et les anarchistes étaient de fabuleux idéalistes, portés par les objectifs les plus nobles, et la République fut une démocratie parfaite, qui aurait marché comme sur des roulettes si elle n'avait pas été trahie par quatre généraux déloyaux.

Pedro Sánchez, qui se révèle être un Zapatero bis mais sans les sourires courtois, vient de donner un nouveau tour de vis à la loi sur la mémoire historique, si bien que ce que je vais résumer ci-après finira par constituer un délit. La République était devenue un régime totalement inepte, incapable de faire appliquer ses propres règles et de maintenir l'ordre public. Franco a évité à l'Espagne de vivre une révolution communiste et de tomber sous le joug d'une dictature rouge. Il a certes dû, pour cela, conduire une répression féroce et brutale au début des années 1940, et il s'est proclamé dictateur à vie, incapable de son vivant de céder un pouce de terrain aux libertés. La dernière phase de son régime a toutefois été une période d'ouverture, au cours de laquelle il a renoncé à son idéal idiot d'autarcie et pris des initiatives économiques courageuses qui ont permis à la croissance espagnole de décoller. De plus, le régime franquiste comportait incontestablement un volet social, mettant l'accent sur la protection des travailleurs. Voilà ce qu'il est désormais interdit de dire. Franco quittera donc le Valle de los Caídos où il repose depuis quarante-quatre ans et où il n'avait jamais demandé à être enterré. Sánchez s'amuse à jouer avec de vieux ossements électoraux.

—Luis Ventoso

Publié le 25 septembre



PARIS 89 FM

LAURENT BERTHAULT, FRÉDÉRIQUE LEBEL, CATHERINE ROLLAND

ACCENTS D'EUROPE

DU LUNDI AU VENDREDI 18H40

En partenariat avec
Courrier international





GREECE
A 365 DAY DESTINATION



d'un continent à l'autre. amériques

Europe	18
Afrique	21
France	22
Asie	28
Moyen-Orient...	30



États-Unis. Trump ou le grand cirque de la destitution



FOCUS

Maintenant qu'une procédure d'impeachment est officiellement déclenchée, toute l'attention du pays va se concentrer sur le spectacle offert par le locataire de la Maison-Blanche et les véritables problèmes des Américains risquent de passer au second plan.



CAGLE CARTOONS

—The New York Times
New York

Le président Trump mérite d'être destitué. Pourtant, cette perspective me terrifie et, vous aussi, vous devriez être terrifiés.

Non qu'il ne faille pas en passer par là. On est en droit d'affirmer que c'est la seule chose à faire, du moins pour qui veut défendre la Constitution, et au nom de la probité la plus élémentaire.

Du jour où Trump a assumé la présidence, il l'a avilie – par des déclarations que jamais un président ne devrait prononcer (ou tweeter) ; par ses mensonges incessants ; par son comportement puéril, voire instable ; par ses terribles conflits d'intérêts ; par son incapacité à diriger ; par l'avidité de son ego insatiable ; et par des relations avec l'étranger qui compromettent les valeurs, l'indépendance et les intérêts de l'Amérique. Tout élu du Congrès qui a des principes se devait de lui dire que trop, c'est trop.

Mais il est impossible de savoir ce qui va se passer maintenant qu'une procédure de destitution est officiellement déclenchée. Impossible.

Dans les semaines qui viennent, vous allez souvent entendre parler du président démocrate Bill Clinton, mais il est un peu ridicule de faire référence à la procédure de destitution dont ce dernier a fait l'objet en 1998. C'était un tout autre président, accusé de délits bien différents, et à une tout autre époque. Du reste, les analystes politiques qui l'évoquent

ne s'entendent pas sur les leçons à en tirer.

Tous les scénarios sont possibles, dont celui qui verrait la destitution être profitable à Trump au point d'accroître ses chances d'être réélu, parce qu'il va se présenter en martyr et échapper à une condamnation au Sénat, ce qu'il considérerait comme la preuve de son innocence, tandis que sa base, mobilisée, se ruera sur les urnes comme jamais encore auparavant.

Et un second mandat de Trump ne serait pas juste le contrecoup malheureusement peu souhaitable de ce baroud d'honneur. Ce serait un désastre.

Dangereux clivage. Or, s'il est difficile d'évaluer quel va être l'impact d'une procédure de destitution sur la présidentielle de novembre 2020, l'effet qu'elle aura sur nous en tant que nation est presque une certitude. Le dangereux clivage politique de notre société divisée entre les deux partis [républicain et démocrate] ira en s'aggravant, les adversaires camperont encore plus obstinément sur leurs positions, s'entêtant de plus en plus dans la vision qu'ils veulent avoir du monde, le président – qui ne se soucie que de lui-même – martelant toujours plus que la vérité est subjective et que l'on peut en faire ce qu'on veut.

Tous les scénarios sont possibles, dont celui qui verrait la destitution être profitable à Trump.

Chronologie

LA "SAGA UKRAINIENNE" EN NEUF DATES

25 juillet — Lors d'un appel téléphonique, le président Trump demande à son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky une "faveur" et d'enquêter sur l'ancien vice-président Joe Biden et sa famille.

12 août — La plainte du lanceur d'alerte contre Trump est enregistrée

par l'inspecteur général des services de renseignement Michael Atkinson.

9 septembre — Le Congrès est notifié de l'existence d'une plainte.

18 septembre — Le *Washington Post* révèle que la plainte du lanceur d'alerte porte sur une conversation entre Trump et un dirigeant étranger.

24 septembre — Nancy Pelosi, la présidente démocrate de la Chambre des

✍ "Cette fois, je suis sûr de l'avoir !" Sur le journal : Affaire ukrainienne. Dessin de Rick McKee, Counterpoint, États-Unis

C'est une réalité à laquelle il faut se préparer. Alors que nous avons désespérément besoin de retrouver un terrain d'entente, nous n'allons que creuser un peu plus le fossé qui nous sépare. Pour ressouder ensuite notre pays, ce n'est pas un politicien de génie qu'il nous faudra, mais un faiseur de miracles. Aucun des candidats démocrates à la présidence n'a la carrure nécessaire.

Vous devriez être terrifiés par la procédure de destitution, car elle va constamment nous contraindre à ne plus nous concentrer que sur le mépris de Trump pour la loi, sur ses sinistres, ses délires et ses tweets débiles.

Ce qui lui sera profitable à court terme – au détriment de tous les Américains –, car tant que l'essence de l'oxygène de Washington sera consumé par les sinistres pantalonades de ce bonimenteur, il n'en restera jamais assez pour résoudre les problèmes bien réels de notre pays ni pour analyser de plus près à quel point il est fondamentalement incapable d'y répondre.

Confusion. Où est le plan de rénovation de nos infrastructures, dont la mise en œuvre a vingt-cinq ans de retard ? Où sont les solutions pour réparer notre système de santé, dont les problèmes sont loin de se limiter aux dizaines de millions d'Américains sans assurance-maladie ? Et notre système éducatif, dans tout ça ? Ces dossiers, qui sont déjà au second plan, vont d'autant plus être relégués à la marge.

Pendant les primaires démocrates et lors du scrutin de

novembre 2020, le cinéma de Trump éclipsera tout le reste. Le fossé entre Washington et de nombreux Américains – qui ne croient plus les hommes et les femmes politiques capables d'améliorer leur vie, ne serait-ce qu'un peu – se creusera encore plus.

Et la confusion ambiante risque de renforcer ce phénomène. Si vous êtes bien disposé à l'égard de Trump, sensible au fait qu'il est soi-disant persécuté, alors vous avez été attentif au travail méticuleux et interminable du procureur spécial

Pendant les primaires et lors du scrutin de novembre 2020, le cinéma de Trump éclipsera tout le reste.

Robert Mueller [chargé de l'enquête sur l'ingérence russe en 2016], vous avez remarqué la série sans fin d'auditions au Congrès [notamment de témoins clés comme Michael Cohen (l'ex-avocat de Trump), William Barr (le ministre de la Justice) et Corey Lewandowski (ex-directeur de campagne de Trump)], et vous pensiez que la Commission judiciaire de la Chambre des représentants avait déjà ouvert une enquête en vue d'entamer une procédure de destitution. Dans ce cas, les dernières nouvelles ne vous semblent ni plus ni moins que le train-train quotidien à Washington.

Si, en revanche, vous êtes absolument choqué et complètement épuisé par les agissements de Trump, alors vous êtes tenté de

vous réjouir d'une destitution – justice enfin rendue et libération tant espérée –, mais vous oubliez que ce n'est qu'un prélude au vrai spectacle : le procès qui se tiendra au Sénat. La chambre haute du Congrès est sous le contrôle des républicains, qui, dans le contexte actuel, ne voudront pas plus condamner Trump qu'ils ne soutiendront l'impôt sur la fortune proposé par [la candidate démocrate] Elizabeth Warren. Les sympathisants de Trump seront donc furieux qu'il ait subi une procédure alambiquée dont on pouvait anticiper le dénouement. Pendant ce temps, l'exaspération des détracteurs de Trump sera multipliée. En voilà un bon moyen d'encourager la réconciliation !

Et n'oublions pas Trump lui-même. À quel point se sentira-t-il vulnérable au fil de cette longue procédure de destitution ? Que sera-t-il prêt à faire pour démontrer sa force, évacuer sa colère ou détourner l'attention du grand public ? Il n'a aucun scrupule. Il est capable de tout.

Nul doute qu'il sera prêt à faire son maximum pour persuader les Américains que les démocrates sont malfaisants. Nul doute que sa stratégie consistera à calomnier les personnes, les procédures et les institutions en affirmant qu'il faut s'en méfier comme de la peste. Si s'accrocher au pouvoir signifie régner sur des décombres, qu'il en soit ainsi. Trump n'est redevable qu'à Trump, et il ne se privera pas de proclamer que ces décombres sont de la poudre d'or.

— Frank Bruni

Publié le 25 septembre

représentants, annonce l'ouverture d'une enquête en vue de la destitution de Donald Trump.

25 septembre — La Maison-Blanche publie le compte rendu de l'appel entre Trump et Zelensky.

26 septembre — La plainte du lanceur d'alerte est rendue publique par la Chambre des représentants.

27 septembre — Kurt Volker, l'émissaire américain pour l'Ukraine, démissionne.

La Chambre des représentants envoie ses premières injonctions : le secrétaire d'État Mike Pompeo est sommé de livrer des documents sur l'Ukraine, et cinq diplomates sont convoqués pour faire une déposition, dont Volker.

29 septembre — Adam Schiff, le président de la commission du renseignement de la Chambre des représentants, annonce que le lanceur d'alerte va témoigner.



DANS NOS ARCHIVES

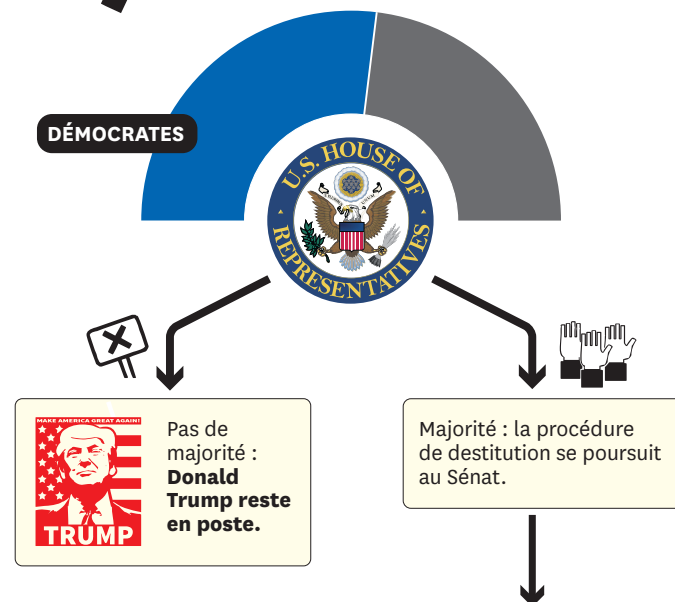
courrierinternational.com

"Les 40 péchés capitaux de Trump". Quand un chroniqueur dresse la liste de toutes les outrances du locataire de la Maison-Blanche.

Impeachment, mode d'emploi

1 LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS enquête et vote la mise en accusation

Le vote se fait à la majorité simple. Les démocrates occupent 235 sièges sur 435.

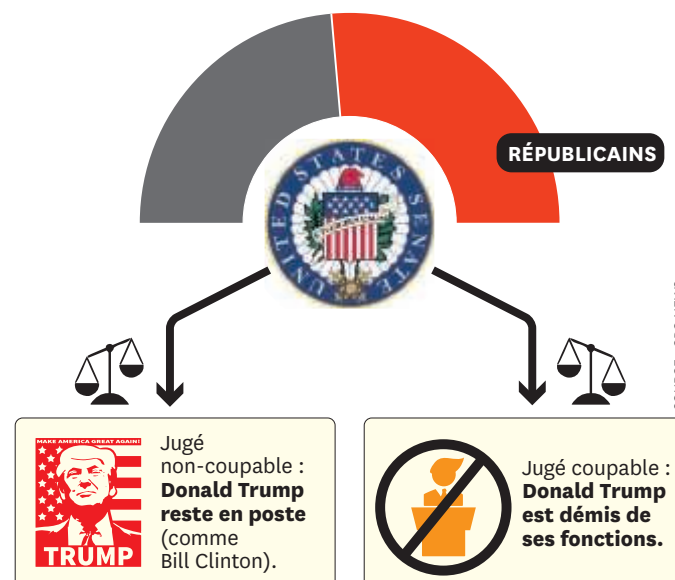


2 LE SÉNAT organise le procès du président

Sous la présidence de John Roberts, président de la Cour suprême des États-Unis

Les sénateurs officient comme membres du jury. Le président est représenté par ses propres avocats.

Le président doit être jugé coupable par deux tiers des sénateurs. Les républicains contrôlent 53 sièges à la Chambre haute, ce qui signifie que les démocrates auront besoin du soutien de 20 républicains et de deux sénateurs indépendants.





Colère noire dans le Bureau ovale

Depuis le lancement, par les démocrates, de l'enquête en vue de sa destitution, Trump multiplie les déclarations excessives et irresponsables sur Twitter.

—Los Angeles Times
(extraits) Los Angeles

Adepte décomplexé de la riposte coup de poing, Donald Trump n'est pas réputé pour son sang-froid et son amabilité quand il est sous pression. Le week-end dernier, il s'est déchaîné sur Twitter avec d'interminables et innombrables posts visant la procédure de destitution qui le vise, qu'il déclare non seulement imméritée mais aussi infondée. L'homme est naturellement en droit de se défendre. Mais la rhétorique employée était si excessive, et dans certains cas si irresponsable, que c'en était gênant. Voilà encore un nouvel épisode dans lequel il ne faut prendre Trump ni au mot ni au sérieux.

Deux personnes en particulier étaient visées dans ses tweets : le lanceur d'alerte, dont l'identité n'a pas encore été révélée, et dont la plainte au sujet de l'appel téléphonique passé par Trump le 25 juillet au président ukrainien Volodymyr Zelensky a ouvert un énième chapitre dans cette saga de fous, et le président démocrate de la commission sur le renseignement de la Chambre des représentants, Adam Schiff, qui dirige l'un des volets de l'enquête sur les accusations portées par le lanceur d'alerte.

“La plainte de ce lanceur d'alerte bidon ne tient pas, a tweeté Trump le 30 septembre, elle porte d'abord sur l'appel au président ukrainien, que j'ai immédiatement, au nom de la transparence, rendu public pour que tout le monde et le Congrès en soient informés. Le lanceur d'alerte ne savait presque rien, son récit INDIRECT de cet appel est un faux !”

Le même jour, il s'en est pris au président de la commission sur le renseignement de la Chambre des représentants en tonnant : *“Le député Adam Schiff n'avait pas le droit de faire cette FAUSSE déclaration honteuse, de faire croire que c'était ce que j'avais dit lors de mon échange avec le président ukrainien, ni de le*

lire tout haut devant le Congrès et le peuple américain. Cela n'avait AUCUN rapport avec ce que j'avais dit au téléphone. Faut-il l'arrêter pour trahison ?”

Avant d'ajouter, toujours sur Twitter, en lettres capitales : **“QUI A CHANGÉ LES RÈGLES SUR LES LANCEURS D'ALERTE JUSTE AVANT CE SIGNALEMENT MENSONGER DU LANCEUR D'ALERTE ? FAITES LE MÊNAGE !”**

Ce dernier tweet faisait référence à cet argument, avancé par la chaîne de télévision Fox News et d'autres alliés de Trump pendant le week-end, selon lequel la procédure de signalement avait été mystérieusement modifiée afin de supprimer l'obligation pour le lanceur d'alerte d'être le témoin direct d'une conduite répréhensible. Or c'est faux, les lanceurs

Destituer le président serait certes un bouleversement, mais de là à entraîner une guerre civile...

d'alerte ont toujours eu le droit de rapporter des oui-dire. Et ce bien avant l'appel de Trump à Zelensky.

Mais Trump est encore plus inquiétant quand il tweete le point de vue délirant de quelqu'un d'autre sur la situation. Dans une série de trois tweets, il a repris les propos du révérend Robert Jeffress, un pasteur évangélique (et chroniqueur sur Fox News) qui a déclaré qu'en cas de destitution de Trump *“cela entraînera une guerre civile et une sécession dont notre pays ne se remettra pas”*.

Destituer le président serait certes un grand bouleversement, mais de là à entraîner une nouvelle guerre civile... Franchement ! Pour que Trump soit démis de ses fonctions, il faudrait qu'au moins 20 sénateurs sur les 53 sénateurs républicains que compte le Sénat décident qu'il doit partir, à



supposer que tous les sénateurs démocrates et les indépendants soient d'accord. En d'autres termes, chasser le président du pouvoir supposerait un fort consensus des deux partis, fondé sur des preuves établissant qu'il s'est rendu coupable d'abus de pouvoir.

Une fois de plus, Trump a montré à quel point sa conception de la présidence revenait à dire : *“L'État c'est moi.”* Mais il n'incarne pas le pays, et ce qui est bon pour les États-Unis ne l'est pas forcément pour lui. Et réciproquement. Ses propos du week-end montrent qu'il n'admet pas cette vérité.

Récemment, l'un des arguments favoris des républicains consiste à dire que les démocrates de la Chambre des représentants feraient mieux de s'occuper davantage de ce qui concerne le peuple au lieu de perdre leur temps sur une enquête pour destitution que plus de la moitié des Américains désapprouvent.

Les républicains partent du principe que le Sénat, aux mains des républicains, et le chef de la majorité à la chambre haute, Mitch McConnell, veulent légiférer. Or ce n'est pas le cas, comme ils l'ont montré pendant les neuf premiers mois de l'année. En effet, la Chambre des représentants a adopté des projets de loi sur un certain nombre de questions essentielles, notamment l'immigration, la santé, la défense du système électoral contre les ingérences, ou encore la transparence des autorités, et ils ont tous été rejetés par le Sénat.

Mais les républicains font peu de cas d'un problème plus grave, à savoir l'attitude de Trump dans toute cette affaire. Car ses réactions de défense prennent une tournure irresponsable, et tout le monde devrait s'en inquiéter.

—Jon Healey

Publié le 30 octobre

✎ Dessin de Darío Castillejos, Mexique.

Vu d'UKraine. Un pays réduit au rang de république bananière

L'affaire “ukrainienne” embarrasse autant Kiev que la Maison-Blanche et sape l'autorité du jeune président Volodymyr Zelensky.

●●● Pour le président ukrainien, les révélations sur sa conversation téléphonique du 25 juillet avec Donald Trump ne pouvaient tomber à un pire moment. Il était en effet à la veille de rencontrer son homologue américain aux États-Unis, une visite d'État dont il comptait tirer profit sur le plan médiatique.

La rencontre a bien eu lieu, le 26 septembre, rappelle le quotidien **Gazeta**.

“La conférence de presse a débuté sur le ton de la plaisanterie. [...] ‘C’est mieux que l’on nous voie sur des écrans que de parler au téléphone’, a lâché Zelensky.” Ce dernier affirme que son déplacement a été *“un succès et espère que le ‘bruit’ autour de l’Ukraine va bientôt cesser”*. Un optimisme que les médias ukrainiens peinent à partager. La plupart des journaux du pays s'inquiètent de deux choses. D'une part, la nécessité de savoir si Trump a effectivement suspendu la livraison

d'équipements militaires à Kiev afin d'obtenir ce qu'il voulait et, d'autre part, l'attitude à la fois désinvolte et autoritaire de Zelensky. L'Ukraine, en guerre contre les séparatistes du Donbass, largement soutenus et encadrés par l'armée russe, a désespérément besoin de l'appui de l'Occident pour équiper ses forces sur le front. Longtemps, cette aide s'est limitée à du matériel non létal, comme des casques, des gilets pare-éclats, des chaussures de marche ou des radars. Mais en avril 2018, Washington a pour la première fois fourni des missiles antichars Javelin à l'armée ukrainienne, laquelle attend encore des fusils de précision, des équipements de visée nocturne et des lance-roquettes. La suspension

de cette aide cruciale pourrait avoir à terme des conséquences sur la situation militaire dans le Donbass. Quant au jeune président ukrainien (âgé de 41 ans), élu en mai avec plus de 73 % des voix au second tour et dont le parti, Serviteur du peuple, domine le Parlement, son comportement en agace plus d'un. Dans la transcription de la conversation téléphonique, il aurait assuré à Trump que *“le procureur sera à 100 % un homme à moi, mon candidat, il sera soutenu par le Parlement et il ouvrira une nouvelle enquête [sur Biden père et fils] en septembre”*, souligne sur son site l'hebdomadaire **Dzerkalo Tyjnia**, avant d'ajouter : *“L'entourage de Trump s'intéresse depuis longtemps au travail du procureur général [d'Ukraine] sur le dossier Burisma, société dont Hunter Biden, le fils de Joe, était membre du conseil d'administration.”*

Depuis, Zelensky s'est récrié, tout en se disant *“convaincu que les conversations téléphoniques entre chefs d'État ne devraient pas être rendues publiques”*, rapporte le quotidien **Oukraïna Moloda**, qui déplore que *“l'Ukraine se retrouve impliquée dans la lutte pour le pouvoir”* aux États-Unis. Et c'est justement cela qui suscite le plus de vagues en Ukraine, l'idée que le pays soit prêt à sacrifier son indépendance au nom de sa lutte contre l'ennemi de l'Est et au profit d'intérêts personnels. Comme l'exprime l'éditorialiste de l'hebdomadaire Oukraïnsky Tyjden, qui redoute que l'Ukraine ne se transforme ainsi en *“république bananière”*, avec *“toutes les conséquences destructrices associées à ce triste statut sur le plan social, politique et économique”*.

Pour longtemps,
le pont de Rion-Antirion,
qui franchit le détroit
de Corinthe, restera
un exploit d'ingénieur financé
grâce à une concession.

Pour ses utilisateurs,
il est un simplificateur
du quotidien et un
accélérateur d'activité.

faire
œuvre
utile.





europe

✓ Les électeurs : “Et maintenant, faites du bon boulot !” Les vainqueurs : Sebastian Kurz, Werner Kogler, Beate Meinl-Reisinger. À l'arrière-plan : le FPÖ (extrême droite) et le SPÖ (Parti social-démocrate). Dessin d'Oliver Schopf paru dans Der Standard, Vienne.

Autriche. Sebastian Kurz et les Verts, duo gagnant

L'ex-chancelier conservateur a triomphé aux législatives du 29 septembre et les écologistes font un retour en force au Parlement. Vont-ils gouverner ensemble ?



—Der Standard Vienne

La partie la plus intéressante de cette élection vient de commencer. Après une campagne rude qui, certes, a mis au jour les mœurs dévoyées de certains pans de notre paysage politique, mais qui fut pauvre en idées neuves sur les problèmes réellement cruciaux de notre époque. Dans les semaines qui viennent, il va se décider si l'Autriche trouve un gouvernement apte à bien diriger le pays dans la période de turbulences qui s'annonce. Telle est l'épreuve qu'affronte Sebastian Kurz [ÖVP, parti conservateur]. Le vainqueur triomphal du scrutin [à

38 %, selon les résultats provisoires] a été récompensé par les électeurs pour le travail réalisé dans une période économique favorable.

Petites gens. Mais en Allemagne, pays dont l'Autriche est fortement dépendante, la conjoncture tend à fléchir. La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine commence à se faire sentir. La crise du réchauffement climatique exige des décisions rapides. Dans ce contexte, l'Autriche a besoin d'un gouvernement stable.

Le partenaire le plus proche politiquement de Kurz serait le FPÖ [Parti de la liberté, extrême

droite]. Mais il vient de subir une véritable débâcle. En chutant à 16 ou 17 %, il perd près de 10 points par rapport à 2017. Le scandale des dépenses personnelles aux frais du parti et des contribuables de Heinz-Christian Strache [l'ancien chef du FPÖ et vice-chancelier, acculé à la démission en mai dernier après “l'affaire d'Ibiza” révélant des mœurs politiques incompatibles avec l'État de droit] a fait déborder le vase dans l'électorat des

En gouvernant avec les Verts, Kurz améliorerait son image à l'étranger.

petites gens. Kurz peut-il s'entendre de nouveau avec ce parti comme si de rien n'était ? Après avoir lui-même constaté l'inaptitude du FPÖ à gouverner ? Alors que plane une menace de scission imminente ? Avec des “incidents isolés” à répétition de la part des éléments les plus radicaux du FPÖ ? Avec le danger d'une nouvelle rupture prématurée de la coalition – et un nouvel échec insupportable pour Kurz ? Mais, déjà, des voix s'élèvent au sein du FPÖ pour affirmer que la place du parti est dans l'opposition.

Une nouveauté. Il est certain que la réédition de la coalition ÖVP-FPÖ ne serait pas une réponse d'homme d'État aux défis des années à venir. Il se peut cependant que Kurz laisse cette option ouverte – tout en commençant par étudier les alternatives possibles. Une coalition avec le Parti social-démocrate (SPÖ) ? Difficile tant les positions divergent, mais aussi parce que l'impact du piètre résultat du SPÖ, à moins de 22 % des suffrages, reste encore une inconnue. Un gouvernement minoritaire de l'ÖVP ? Difficile d'être livré au libre jeu des forces siégeant au Parlement. Un gouvernement avec les libéraux (Neos) ? Il n'aurait pas de majorité, malgré la poussée de ces derniers dans les urnes avec près de 8 %.

Reste donc une coalition à deux : l'alliance des conservateurs et des Verts – qui font un retour triomphal au Parlement avec environ 14 % des suffrages, soit plus que ce que prédisaient les sondages. Ce serait le gouvernement des deux grands vainqueurs du 29 septembre. Ce serait une nouveauté pour l'Autriche. Avec deux points forts : le climat et l'économie, deux domaines pas vraiment négligeables en cette époque. Kurz pourrait ainsi être perçu comme l'homme du changement et, à l'étranger, son image de dirigeant partenaire de l'extrême droite s'estomperait.

Mais les Verts, qui s'appuient sur une base sûre d'elle et de son bon droit, ne seraient pas un partenaire plus facile que le FPÖ. Sans compter que leur position sur la politique migratoire est aux antipodes de celle de Kurz, favorable à une politique très restrictive.

Les partis ne se sont fait aucun cadeau pendant la campagne. Mais l'enjeu n'est plus une affaire de quelques points dans les urnes. L'enjeu, c'est l'Autriche. Le SPÖ et les Verts doivent donc savoir oublier les coups bas pour étudier s'ils peuvent coopérer avec l'ÖVP. Et, surtout, la décision est dans le camp de Sebastian Kurz. Les semaines qui viennent vont montrer s'il est non seulement un candidat qui sait gagner dans les urnes, mais aussi s'il a la trempe d'un chef d'État.

—Martin Kotynek

Publié le 29 septembre

À la une



LE RETOUR DU CHANCELIER

Le quotidien de centre droit Kurier pointe l'élan retrouvé de Sebastian Kurz, au soir du 29 septembre, et énumère les temps forts de l'élection : une avance considérable des conservateurs (ÖVP) sur la gauche sociale-démocrate (SPÖ), un renvoi de l'extrême droite (FPÖ) dans l'opposition et la perspective d'une coalition “K & K” si Werner Kogler, le chef de file des Verts, devient le vice-chancelier du futur gouvernement Kurz.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Christine Ockrent

SAMEDI 11H00-12H

franceculture.fr/
@franceculture

En partenariat avec

Courrier international



L'esprit d'ouverture.

faire œuvre utile.



© Adagp, Paris 2019 / MACARY – ZUBLENA & RESEMBAL – COSTANTINI, Architectes

Pour longtemps,
le Stade de France restera
l'enceinte emblématique
aux 80 000 places
que la France attendait.

Pour des millions
de spectateurs, c'est l'occasion
de partager ensemble
les plus grandes émotions.

Le Monde FESTIVAL

imagine / 4-7 octobre 2019

RENAUD VAN RUYMBEKE - PABLO SERVIGNE

RUSSELL **BELINDA CANNONE**
BERTRAND BELIN

BANKS CYNTHIA FLEURY
JEAN CLAUDE AMEISEN

AGNÈS BUZYN **EVE ENSLER**

MICHEL BARNIER - CHANTAL LOÏAL - CÉDRIC VILLANI

LAURENCE **MAME-FATOU NIANG**
DELPHINE DE VIGAN

BOONE ENKI BILAL

FARY - MAÏA MAZAURETTE - JEAN-MICHEL BLANQUER

JOSÉ MONTALVO

AURÉLIE FILIPPETTI - DOMINIQUE PERRAULT - CÉLINE SCIAMMA

Opéra Bastille - Théâtre des Bouffes du Nord - Cinéma Beau Regard

Programme et inscription sur **festival.lemonde.fr**



YVES ROCHER

BEAU REGARD



Théâtre
des
Bouffes
du Nord

moov'in.paris
by Renault



afrique

Tunisie. À quoi rêvent les jeunes?

Au premier tour de la présidentielle, le vote des jeunes Tunisiens a révélé un rejet de la politique politicienne. Pour eux, l'enjeu c'est l'économie. Quel sera leur choix aux législatives du 6 octobre ?

—Middle East Eye Londres

Le 15 septembre [premier tour de la présidentielle], le président de la commission électorale, Nabil Baffoun, a lancé un appel de dernière minute à l'adresse des jeunes électeurs. *"Jeunesse de Tunisie, vous avez encore une heure pour aller voter"*, a-t-il clamé peu avant la fermeture des bureaux de vote. *"Nous devons sortir de chez nous pour voter; c'est un droit que nous avons gagné au sacrifice de la vie de citoyens lors de la révolution de 2011."*

Pour beaucoup de jeunes électeurs, c'est la révolution — avec le manque de progrès et le sentiment de désillusion qui l'ont suivie — qui les a dissuadés de se rendre aux urnes. *"Je ne vais pas voter. La révolution tunisienne a été la plus grosse erreur de l'histoire"*, confiait Ali Rihani, 20 ans, dans un taxi collectif reliant Tunis à Ben Arous, une banlieue de la capitale.

Mais pour d'autres c'est précisément cette déception qui les a poussés à voter pour Kaïs Saïed, un professeur de droit de 61 ans sans expérience politique, qui n'a quasiment pas mené campagne. *"Kaïs Saïed est un homme intègre, indépendant et digne de confiance"*, estime Abdelhedi Hamzoui, 28 ans. *"Nous avons besoin de quelqu'un qui soit au-dessus de la politique politicienne."*

Le 17 septembre, la commission électorale a confirmé que Kaïs Saïed et Nabil Karoui, le magnat des médias qui a fait campagne depuis la prison où il est détenu [depuis le 23 août] pour blanchiment d'argent, s'affronteront au second tour de la présidentielle, prévu le 13 octobre. [Au premier tour, ils ont obtenu respectivement

19 % et 14,9 % des voix.] La jeunesse tunisienne a, semble-t-il, apporté un appui important à Saïed. Selon un sondage réalisé par Sigma Conseil, 37 % des électeurs de 18 à 25 ans et 20,3 % des 26-45 ans ont voté pour lui, alors que les électeurs plus âgés lui ont préféré Karoui.

"Kaïs Saïed est le candidat des étudiants", a déclaré la porte-parole de Karoui, Hatem Mliki. *"Il a l'image du professeur préféré. Sans être nécessairement plus conservateurs, les électeurs de 18 à 25 ans ont une position différente de celle de leurs parents vis-à-vis de l'État; ils ne le voient pas comme un État fonctionnel"*, a-t-elle ajouté.

Yassine Masri, une journaliste de 26 ans, considère que Saïed doit sa victoire au "système". Selon elle, un plus grand nombre d'étudiants auraient voté pour Mohamed Abbou [il a obtenu 3,8 % des voix], le candidat de gauche, si les partisans du président déchu Zine El-Abidine ben Ali n'avaient pas mené une campagne de dernière minute contre lui. *"La veille de*

L'identité est devenue un facteur de motivation beaucoup moins important.

l'élection, ils ont lancé une vaste campagne de diffamation sur Facebook contre Mohamed Abbou, le candidat de gauche qui lutte contre la corruption politique. Sa popularité croissante chez les jeunes les a terrifiés", dit-elle.

Selon Safouane Trabelsi, cofondateur et responsable du département de recherche du mouvement zich Tounsi ["Vis tunisien"], qui

présente des candidats aux élections législatives [du 6 octobre], Saïed incarne l'inquiétude inspirée aux jeunes par le statu quo. *"Les jeunes pensent qu'on ne peut plus se permettre d'accepter une corruption politique endémique et les privilèges des responsables politiques en place"*, souligne-t-il. *"Kaïs Saïed représente ce qu'il y a de meilleur dans les deux univers : c'est un novice en politique et un professeur de droit chevronné, défenseur des valeurs traditionnelles."*

Dorra Rahoui, une étudiante de 19 ans, explique qu'elle a dressé la liste de ses trois candidats favoris — Mohamed Abbou, Abdelfattah Mourou, candidat du parti démocrate musulman Ennahda [il a obtenu 13,1 % des voix], et Kaïs Saïed — avant de l'affiner. *"J'ai retenu Saïed"*, poursuit-elle en attendant le train reliant Ben Arous à Tunis. *"J'étudie dans sa faculté. Il est neutre, indépendant et plus fiable que les autres."*

Mais Saïed n'a pas été le seul à bénéficier des suffrages des jeunes. Selon Trabelsi, l'élection a brisé le moule et on peut constater que l'identité est devenue un facteur de motivation beaucoup moins important pour les jeunes que l'économie en panne. *"Les clivages classiques entre religieux et laïcs, gauche et droite ou progressistes et conservateurs se sont estompés"*, observe-t-il. *"L'économie est le plus gros enjeu. Les jeunes ne veulent plus entendre parler de querelles politiques alors que la situation économique*

se dégrade." C'est notamment le cas de Yousra Habouria, une électrice de 25 ans. *"Je suis croyante, mais j'ai choisi le candidat le plus cultivé et instruit : Mohamed Abbou."*

Hamza Oueni, 30 ans, a voté pour Youssef Chahed [il a obtenu 7,4 % des voix], l'actuel Premier ministre, car c'est le plus jeune candidat (44 ans), mais il n'est pas très enthousiaste : *"Je n'attends pas grand-chose de lui, le rôle du président est purement symbolique."*

"Le pays doit aller de l'avant et être moderniste".

Sandra Maarf,
28 ANS, INGÉNIEURE

Farah Louati, 20 ans, a apporté son soutien au candidat de gauche Mongi Rahoui [il a obtenu 0,8 % des voix]. *"Il est jeune, mais il a de l'expérience et il défend les libertés individuelles et l'égalité sociale."*

Enfin, Sandra Maarf, une ingénieure de 28 ans drapée dans un drapeau tunisien devant le bureau de vote de Ben Arous, se dit plus concernée par la situation économique du pays. *"Par amour pour mon pays, j'ai voté pour le candidat le plus dynamique et le plus jeune. Je veux quelqu'un qui investisse dans l'informatique et la numérisation. Le pays doit aller de l'avant et être moderniste"*, dit-elle. *"Pour qui j'ai voté? Je préfère garder ça pour moi."*

—Faïrouz ben Salah
Publié le 18 septembre

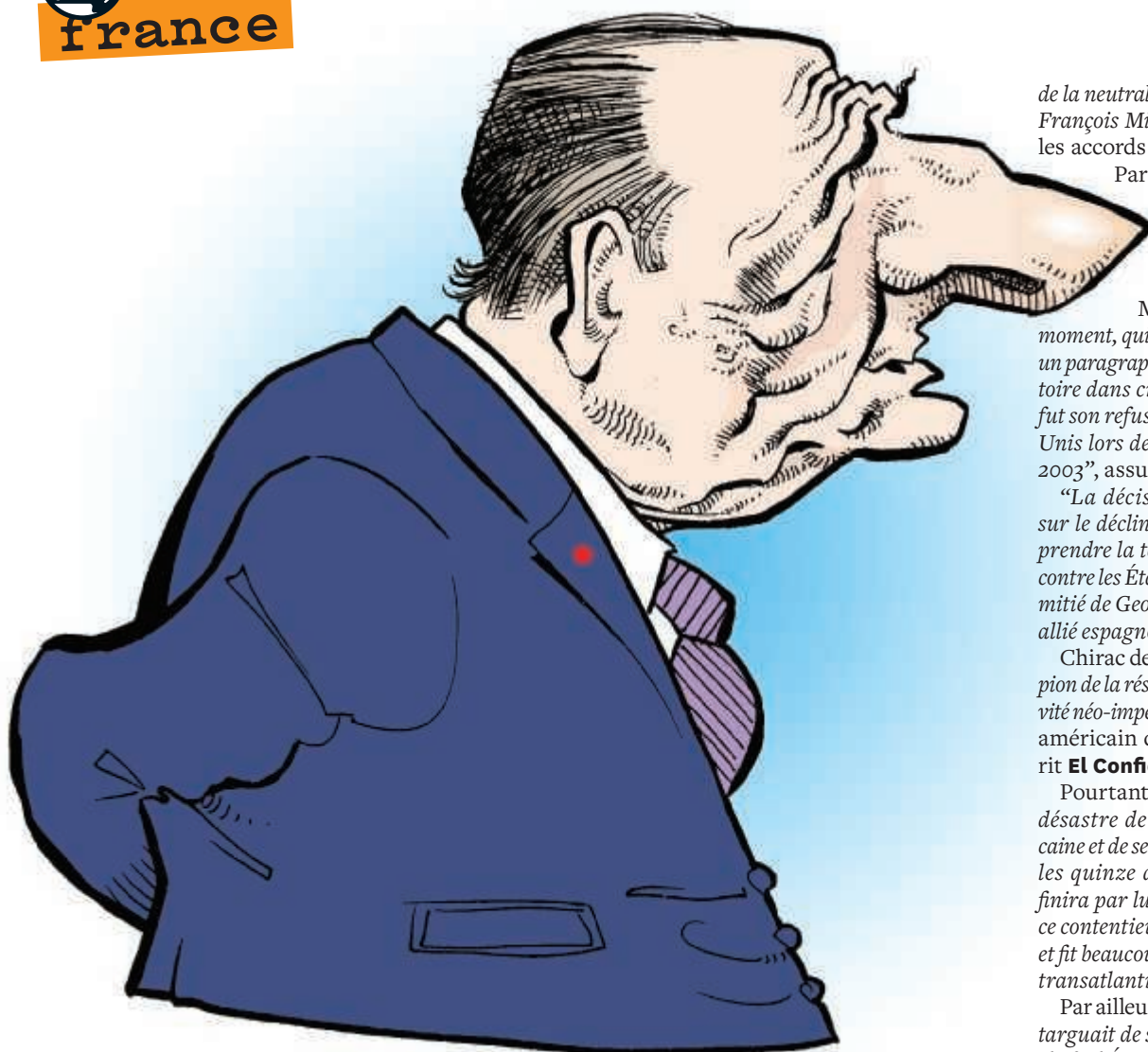
Contexte

●●● Depuis le 15 septembre, les résultats du premier tour de la présidentielle occupent les politiques et les citoyens. *"Ce focus sur l'élection présidentielle est en train de prendre le pas sur les élections législatives [du 6 octobre] qui risquent de passer par pertes et profits"*, déplore **Réalités** dans un éditorial. La profusion de listes et de candidats pourrait aussi expliquer cette indifférence pour un scrutin *"pourtant essentiel pour l'avenir de notre pays et nos grands choix de société"*, souligne l'hebdomadaire tunisien. Les plus de 7 millions d'électeurs inscrits devront choisir entre *"pas moins de 1503 listes et 15 737 candidats qui sont en compétition pour 217 postes"*. Cette abondance entre les listes des partis, les listes indépendantes et les coalitions avec parfois des programmes relativement proches rend le choix difficile, y compris pour les initiés.





france



Jacques Chirac. L'homme qui a dit non à l'Amérique

Les souvenirs du président français traversent les continents. À l'annonce de sa mort, la presse étrangère reconnaît à quel point Jacques Chirac maîtrisait l'art de la diplomatie. Pour beaucoup, il restera dans les mémoires comme celui qui a osé s'opposer à la guerre en Irak.

Habile tacticien, l'ancien président français a toujours été à l'aise sur la scène internationale", juge **Le Temps**. C'était même, pour le quotidien suisse, "un fin diplomate".

D'une part, du point de vue européen, estime le **New York Times**, "Jacques Chirac était un fervent partisan de l'unité européenne". Mais pas n'importe quelle Europe ! En 2000, "il a dit rêver 'non d'États-Unis d'Europe, mais d'une Europe unie

des États'". Le journal américain affirme ainsi : "En tant que président, Chirac s'est éloigné de la vision gaullienne d'une France autosuffisante. Au lieu de cela, il a appelé de ses vœux une nouvelle Europe fédérale, où l'Union européenne aurait assumé de plus en plus de pouvoirs jusqu'à éroder au fil du temps la souveraineté des États membres."

D'ailleurs, "il a entamé son mandat avec l'intention d'améliorer l'image de la France et de

renforcer sa position de puissance mondiale", complète le NYT.

En 1995, dix semaines seulement après son élection, Jacques Chirac fait face à une crise importante avec le conflit en Bosnie-Herzégovine. Son rôle dans l'intervention militaire des Nations unies, décisive sur le terrain, fait dire au journal croate **Jutarnji List** qu'il s'agit d'un "tournant copernicien de la politique de la France à l'égard de la guerre en ex-Yougoslavie. Une rupture avec la doctrine

de la neutralité et de la passivité de François Mitterrand." Plus tard, les accords de Dayton, signés à Paris et qui mettent fin à la guerre, "scellent la stature internationale de Jacques Chirac".

Mais "son grand moment, qui lui vaudra sans doute un paragraphe dans les livres d'histoire dans cinquante ou cent ans, fut son refus de soutenir les États-Unis lors de la guerre en Irak en 2003", assure **El País**.

"La décision d'une puissance sur le déclin comme la France de prendre la tête du front européen contre les États-Unis lui valut l'inimitié de George W. Bush et de son allié espagnol José María Aznar."

Chirac devient alors "le champion de la résistance face à l'agressivité néo-impérialiste" du président américain de l'époque, renchérit **El Confidencial**.

Pourtant, concède **El País**, "le désastre de l'occupation américaine et de ses conséquences durant les quinze années qui suivirent finira par lui donner raison dans ce contentieux qui divisa l'Europe et fit beaucoup de mal à la relation transatlantique".

Par ailleurs, Jacques Chirac "se targuait de ses liens avec d'autres chefs d'État, présentant Saddam Hussein et le dirigeant chinois Deng Xiaoping comme ses amis", affirme le **New York Times**. "Il était également fier de souligner son affection pour les États-Unis."

Pour le journal canadien **La Presse**, c'était aussi un "grand ami du Québec" qui a œuvré à "relancer l'élan des relations franco-québécoises".

Enfin, **L'Orient-Le Jour** tient à rappeler que l'ancien président a "marqué le monde arabe comme aucun autre dirigeant occidental depuis des décennies". En témoignent ses diverses visites et ses nombreux amis : Saddam Hussein, Hosni Moubarak, Hassan II, Abdelaziz Bouteflika, Abdallah II de Jordanie, le roi Fahd d'Arabie Saoudite et bien sûr Rafic Hariri, énumère le quotidien libanais.

Finalement, souligne le **Tagesspiegel**, "durant ses douze années passées à l'Élysée, Chirac [aura] accordé la préséance à la scène internationale plutôt qu'à la situation intérieure en France".

— **Courrier international**
Publié le 27 septembre

✓ Dessin de Glez paru dans **Journal du jeudi**, Ouagadougou.

À la une



"CHIRAC, UNE HISTOIRE DE FRANCE", titre le journal suisse **Le Temps**.



"MONSIEUR FRANCE", inscrit sobrement sur sa une le quotidien allemand **Süddeutsche Zeitung**.



"L'AMI DES JOURS DIFFICILES", indique **L'Orient-Le Jour**, au Liban.

L'ami du Liban

Jacques Chirac entretenait des liens étroits avec le Liban, rappelle *L'Orient-Le Jour*. Ce quotidien se souvient particulièrement de l'amitié qui liait l'ex-président français à Rafic Hariri.

—L'Orient-Le Jour Beyrouth

Qui se souvient du 25 janvier 2007? Ce jour-là au Liban, le camp de la contre-révolution du Cèdre, mené par le Hezbollah et récemment rejoint par un transfuge de l'autre bord, le Courant patriotique libre, tente son premier coup de force contre le gouvernement Fouad Siniora.

La politique d'indépendance de ce dernier vis-à-vis de Damas et ses efforts pour obtenir de l'ONU la création d'un tribunal international afin de juger les assassins de Rafic Hariri en sont les principales cibles. Au même moment, à Paris, Jacques Chirac, encore président pour quelques mois, fait défiler devant lui ministres et représentants des puissances riches, n'hésitant pas à tancer sévèrement ceux qui, parmi eux, à l'instar du Koweïtien, du Japonais ou du Néerlandais, se montrent chiches dans leurs promesses d'aide financière en faveur du Liban. Le délégué koweïtien vient de terminer son discours par le traditionnel "Que la paix de Dieu

Beaucoup ne retiendront que le récit d'une amitié entre deux hommes, Chirac et Hariri.

soit avec vous", sans annoncer d'engagement financier précis. Jacques Chirac lui dit alors : "C'est vrai, il faut que la paix de Dieu soit avec nous, mais je n'ai pas bien compris à combien s'élève le montant..."

Connue sous le nom de "Paris III", cette conférence fut l'un des derniers actes d'un grand homme d'État au bénéfice d'un petit pays - une "poussière d'empire", persifleront des détracteurs - dont il porta des années durant la cause à bout de bras.

Ce parrainage prendra une telle ampleur qu'à la fin d'aucuns en arriveront à stigmatiser chez lui une "obsession" libanaise, seule susceptible, avec quelques rares autres thèmes, de le sortir de ses somnolences de plus en plus fréquentes lors des ultimes rencontres internationales.

Chirac parti, la politique française à l'égard du Liban - et de tout ce qui l'entoure - s'engagera, en effet, dans un rapide processus de "rééquilibrage". Des années plus tard - et plus de 300 000 morts en Syrie -, il ne restera pourtant plus grand-chose de la nouvelle doctrine. Et le pays du Cèdre n'y aura gagné que des broutilles, comme l'établissement de relations diplomatiques avec le régime de Damas sous le parrainage de Nicolas Sarkozy.

Au Liban, les coups de force se multiplient, quand ce ne sont pas les blocages et les impasses. Littéralement assailli, le fragile édifice dont la construction est entamée le 14 mars 2005 finira par prendre l'eau. Pour l'homme d'État dont on pleure [ce 26 septembre] la disparition, ce sera une double mort, tant sa contribution à cet édifice libanais fut décisive, peut-être la plus décisive de toutes.

Beaucoup n'en retiendront, il est vrai, que le récit d'une amitié entre deux hommes, Jacques Chirac et Rafic Hariri, qu'ils pimenteront d'accusations - non étayées bien sûr - à propos de transactions financières destinées à appuyer les campagnes électorales du premier. Mais qui donc a besoin de preuves?

L'idée même que le président d'une nation comme la France puisse être lié d'amitié à un milliardaire arabe ne suffit-elle pas déjà à déclencher la machine à suspicion? Sans doute, d'autant qu'en face les opposants, les parties lésées ne se comptent pas et qu'ils feront tout pour que les soupçons se propagent.

Nul ne peut ignorer l'impact qu'eurent les rapports personnels dans les prises de décision de Jacques Chirac au sujet du Liban et de la Syrie tout au long de ses douze années de présidence (1995-2007). N'en retenir qu'une chronique d'argent et de pouvoir entre puissants de ce monde, c'est vouloir jeter le discrédit sur la portée réelle de son action et, bien entendu, sur ses fruits.

Qu'ils se fondent sur un simple courant qui passe ou bien sur d'importants intérêts personnels communs, jamais des liens amicaux entre dirigeants ne pourront façonner des relations stratégiques entre États. Tout au plus serviront-ils à huiler la machine.

Chirac aide Hariri à préparer, dès 1995, l'émancipation progressive du Liban.

Pour Jacques Chirac, et ce sera progressivement le cas pour les États-Unis après le séisme du 11 septembre 2001, Rafic Hariri incarnait, plus que tout autre leader du monde musulman, un sunnisme modéré, libéral, ouvert et dynamique, capable à la fois de faire face à l'OPA iranienne sur le monde arabe et de lutter efficacement contre le djihadisme sunnite. Et avant cela, dans les années 1990, il représentait déjà une jeune génération de leaders en mesure, pour la première fois, de conduire le monde arabe vers une paix globale au Proche-Orient.

C'est dans cette perspective, et bien entendu dans celle de préparer l'émancipation progressive du Liban, que Chirac aide Hariri dès 1995 à mettre en œuvre sa politique consistant à sortir "amicalement" le régime syrien de son carcan militaro-idéologique, pour l'amener à s'ouvrir sur le monde, se déradicaliser et, à terme, relâcher la pression sur le pays du Cèdre.

Cette politique donne des fruits dans un premier temps, comme l'entrée de la Syrie dans le processus de Barcelone (feu l'Euromed) à l'automne de 1995, aux côtés du Liban, des États de l'Union européenne, d'Israël et de nombreux autres pays arabes, à l'exception de → 24

COMMANDEZ DÈS MAINTENANT



Agenda 2019-2020

La rédaction de *Courrier international* a imaginé pour vous un agenda original !

- Format : 145 mm x 210 mm
- Une double page par semaine
- Couverture rigide
- Ruban marque page

9,90 €
Frais de port offerts

Grand Atlas 2020

Un ouvrage indispensable pour comprendre le monde.
- Plus de 100 cartes inédites et mises à jour ;
- Un tour d'horizon complet des grands enjeux internationaux.

- Format : 203 mm x 296 mm
- 144 pages.

19,90 €
Frais de port offerts



BON DE COMMANDE

A retourner accompagné de votre règlement à :

Courrier international - Service VPC - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Agenda 2019-2020	9,90 €	x	exemplaire(s)	=	€
Grand Atlas 2020	19,90 €	x	exemplaire(s)	=	€
Frais de port offerts					0 €
Total				=	€

Mes coordonnées :

VCO19BA1509

☐ Monsieur ☐ Madame
NOM
PRÉNOM
ADRESSE
CP [] [] [] [] VILLE

Je règle par chèque à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, téléphonez au service Clients au 03-21-13-04-31 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h)

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2019.
*Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
RCS Paris 344 761 861 000 48. En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation Client et d'actions marketing sur ses produits et services. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre Délégué à la protection des données - 80, bd Auguste-Blanqui - 75707 Paris cedex 13.

Vous acceptez que vos données de contact soient partagées par *Courrier International* avec sa sélection de partenaires français afin de recevoir des informations sur leurs actions et/ou leurs offres de produits et services. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces sociétés, merci de cocher la case ci-contre. ☐

23 ← L'Algérie, déchirée par la guerre civile, et de la Jamahiriya libyenne de Muammar Kadhafi.

Le message de Chirac à Hafez puis à Bachar El-Assad sera constamment le suivant : faites votre ouverture et nous vous aiderons. Hélas, la nature du régime syrien, qui se révèle incapable de se réformer en profondeur, prendra le dessus.

En 2002-2003, à l'heure où le ressentiment antisyrrien commence à prendre forme à

Après l'épisode de la guerre en Irak, le Liban est l'un des thèmes réconciliant Paris et Washington.

Washington, la mise en échec par Damas et ses alliés au Liban de la conférence de Paris II et les humiliations que les dirigeants syriens infligent au Premier ministre libanais à cette occasion seront la goutte d'eau qui fera déborder le vase. Jacques Chirac avait mis tout son poids dans la balance pour obtenir l'aval de donateurs réticents, en échange d'une promesse de réformes structurelles au Liban.

Mais à l'époque, ces réformes, incluant des privatisations, heurtaient de front les intérêts des Syriens et de certains de leurs protégés.

Le divorce est consommé. Dès lors, ce sera l'épreuve de force, et le président français s'y investira à fond. En juin 2004, aux célébrations du 60^e anniversaire du débarquement en Normandie, le Liban est l'un des principaux thèmes qui réconcilient Paris

et Washington, après l'épisode orageux de la guerre américaine contre l'Irak de Saddam Hussein. Jacques Chirac et George W. Bush y arrêtent leur plan de contre-attaque face aux velléités de Damas d'imposer une prorogation du mandat du président [Libanais pro-syrien] Émile Lahoud. Ce sera, trois mois plus tard, la résolution 1559 du Conseil de sécurité [qui stipule le respect de la souveraineté et de l'indépendance politique du Liban, le retrait de toutes les troupes étrangères de son sol et une élection présidentielle libre et équitable], véritable "bébé" de Chirac. Pour la tutelle syrienne [sur le Liban], c'est le début de la fin.

On connaît la suite : l'attentat contre [le député libanais antisyrrien] Marwan Hamadé, la sortie de Hariri [la chute du gouvernement Hariri], le 14 février 2005 [l'assassinat de Hariri], le 14 mars [des centaines de milliers de Libanais dans la rue pour réclamer le départ des troupes syriennes], puis le 26 avril, jour du retrait des troupes syriennes. Et le reste...

Que des années plus tard les Libanais aient fini par perdre la boussole et manquer l'occasion qui s'était présentée à eux ne change rien à l'affaire : point n'est besoin de lire l'histoire entre les lignes pour savoir ce que le Liban doit à Jacques Chirac.

— Elie Fayad

Publié le
26 septembre

→ Dessin de Glez paru
dans le Journal du Jeudi,
Ouagadougou.

Un souvenir contrasté

En apprenant la disparition de Jacques Chirac, la plupart des chefs d'État africains ont exprimé leur tristesse. Mais la presse est plus divisée vis-à-vis de la politique africaine qu'a menée l'ancien président.

Le "départ d'un ami du village africain", pour **Aujourd'hui au Faso**, "Notre ami qui n'aimait pas nos 'bruits' ni nos 'odeurs'" pour **L'Observateur Paalga** : les titres des deux quotidiens du Burkina Faso illustrent bien l'héritage contrasté laissé par Jacques Chirac sur le continent.

Aujourd'hui au Faso estime qu'"il fut le plus africain des présidents français". En référence aux contradictions de Chirac, le journal burkinabé rappelle que "paternalisme, condescendance et

relativisme démocratique ont nimbé également cette relation œdipienne Chirac-Afrique, qui a estimé le multipartisme comme un luxe pour l'Afrique".

L'Observateur Paalga renchérit sur cette conception chiraquienne de la relation avec le continent. Une conception héritée de son mentor Jacques Foccart, architecte de la Françafrique sous la présidence du général de Gaulle. "Voilà pour le côté sombre des relations de Jacques Chirac avec l'Afrique : il a contribué à nourrir la nébuleuse Françafrique par ses amitiés coupables avec certains dirigeants du continent", écrit le journal burkinabé. Et là où on s'attendait à ce que la France tape du poing sur la table pour le retour à l'ordre, Jacques Chirac a laissé faire."

L'Observateur se remémore également la relation fusionnelle que l'ex-numéro un français entretenait avec le continent, et qui lui a valu le surnom de "Chirac l'Africain" : "À chacune de ses visites en Afrique, de Tunis à Dakar en passant par Ouagadougou, Jacques Chirac aimait prendre des bains de foule, reconnaît L'Observateur Paalga. En vérité, Jacques Chirac aimait l'Afrique, les Africains et leurs cultures. La création par ses bons soins du musée du quai Branly pour les arts mineurs à Paris est là pour le prouver."

La presse africaine n'oublie pas non plus que la crise ivoirienne à partir de 2002 reste la grande déception de Jacques Chirac. Très proche de Félix Houphouët-Boigny, premier président de la Côte d'Ivoire indépendante et baron de l'Afrique de l'Ouest, le leader français aura par la suite des rapports extrêmement tendus avec son successeur et opposant historique Laurent Gbagbo, jugé par la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité. Cette inimitié enflammera le sentiment antifrancais dans le pays des "Éléphants" (équipe nationale de football de Côte d'Ivoire).

"Il a contribué à nourrir la nébuleuse Françafrique par ses amitiés coupables."

L'Observateur Paalga,
JOURNAL BURKINABÉ

Le Quotidien d'Abidjan, proche du parti politique de Gbagbo, affiche en une un titre explicite : "Les crimes odieux de Chirac en Côte d'Ivoire". Le journal ivoirien définit Chirac comme celui "qui n'a jamais voulu laisser Laurent Gbagbo gouverner la Côte d'Ivoire [...] avant de lui coller une rébellion qui a coupé le pays en deux de 2002 à 2011". Malgré tout, les relations entre le président défunt et le continent relèvent plus de l'amour que de la haine, estime Aujourd'hui au Faso : "Jacques Chirac restera, pour les Africains, ce locataire de l'Élysée qui eut des allures de monarque africain. Chirac l'Africain restera l'ami, le 'grand président de par la taille' mais aussi par l'esprit africain."

— Courrier international
Publié le 27 septembre



Passion nippone

● Pour Wataru Sawamura, l'ancien correspondant de l'**Asahi Shimbun** à Paris, Jacques Chirac "incarnait l'époque heureuse que l'Europe a connue de la deuxième moitié du xx^e siècle, après la fin de la guerre froide, au début du xxi^e siècle". Surtout, "il ne considérait pas la civilisation occidentale comme le modèle absolu et prônait des valeurs multilatéralistes".

L'ancien président entretenait une vraie passion pour le Japon et sa

culture, "plus qu'un intérêt", estime le journaliste. Chirac était réputé pour être l'un des dirigeants les plus japonophiles. D'ailleurs, l'un de ses "plus grands regrets était de ne pas maîtriser la langue japonaise", confiait-il à l'**Asahi Shimbun** lors d'un entretien. L'ancien président de la République s'intéressait aux arts et littératures classiques depuis sa jeunesse. En témoignent de nombreux voyages dans l'archipel :



Vu du
Japon

plus de quarante au total, tant à titre officiel que privé.

Mais c'est surtout son amour pour le sumo, sport national du Japon, qui était particulier. "L'une des tâches quotidiennes de l'ambassade de France à Tokyo [sous sa présidence] était de lui communiquer les résultats des tournois de sumo", fait remarquer le **Mainichi Shimbun**. Un tournoi de sumo avait été organisé à son initiative en 1986 à Bercy alors qu'il était

maire de Paris, et un autre en 1995 sous sa présidence.

En 2000, Jacques Chirac avait créé la coupe du président de la République française, prestigieuse récompense remise lors de tournois professionnels de sumo au Japon. Un trophée rebaptisé "coupe de l'amitié franco-japonaise" en 2008. Ce qui pousse le journal à reconnaître que "la passion de [l'ancien président] pour le sumo a contribué au développement des échanges culturels entre les deux pays".



Faut-il se perdre pour se trouver ?

#SayYesToTheWorld*

*Dites oui au monde



Lufthansa

✍ Dessin de Sondron
paru dans L'Avenir, Namur.

VU D'ITALIE

À Rouen, l'incendie s'est éteint, mais pas la peur

Après le feu qui a touché l'usine chimique Lubrizol, classée Seveso, la population s'inquiète des conséquences. Dans son reportage, le *Corriere della Sera* déplore le manque de réaction des autorités.



—Corriere della Sera Milan

Nous voulons la vérité!” scandait un groupe de citoyens devant la préfecture de Rouen. L'incendie spectaculaire de l'usine chimique Lubrizol est maintenant éteint depuis plusieurs jours, et le nuage noir qui a envahi le ciel sur des dizaines de kilomètres au-dessus de la Normandie et jusqu'en Belgique s'est dispersé. Reste la peur des habitants, qui écoutent les propos rassurants des autorités : “Il n'y a aucun danger, les analyses de la qualité de l'air sont normales.” Pourtant, les habitants continuent de sentir une odeur nauséabonde, voient des flaques d'eau de pluie noires, et il ne leur a pas échappé que les gendarmes étaient équipés de masques à gaz. “S'il n'y a pas de danger, pourquoi eux ont des masques et pas nous?”

L'incident s'est produit dans la nuit du mercredi 25 au jeudi 26 septembre à 2 h 40, dans l'entrepôt de stockage d'additifs pour lubrifiants de l'usine chimique américaine Lubrizol, classée Seveso

“seuil haut” – c'est-à-dire soumise par la directive européenne à des mesures de sécurité particulières (la classification Seveso fait référence à la catastrophe de l'usine chimique Icmesa survenue en 1976 à Seveso, dans le secteur de Brianza [en Lombardie]).

L'usine Lubrizol de Rouen se trouve sur la rive gauche de la Seine, à trois kilomètres à peine du centre historique de la ville. Plus de 200 pompiers et 50 camions hydrauliques sont intervenus dans la nuit. À la mi-journée, l'incendie était circonscrit et définitivement éteint vendredi matin. Mais entre-temps il a libéré un énorme

panache de fumée, et une pluie de suies noires est retombée sur les maisons et les champs cultivés. Les écoles de Rouen et de onze communes voisines ont été fermées, une dizaine de personnes présentant des nausées et des difficultés respiratoires ont été prises en charge, tandis que le préfet [de Seine-Maritime] continuait de répéter : “Il n'y a aucune raison de céder à la panique, le nuage n'est pas toxique.”

Puis, jeudi midi, alors que le ciel de Rouen était encore obscurci, à Paris, on annonçait le décès du président Jacques Chirac. Une information qui, théoriquement, n'avait

rien à voir avec l'accident. Mais en fait, l'attention de la classe politique et des médias s'est presque aussitôt entièrement reportée sur la disparition de l'ancien chef de l'État. Le gouvernement s'est répandu en hommages à ce personnage si proche de la France profonde ; la radio, la télévision et les sites Internet multipliaient les témoignages, portraits et anecdotes sur le défunt président. On ne parlait plus de Rouen, aucun ministre n'a fait le déplacement.

Toxicité. Il a fallu attendre vendredi soir pour que, après les polémiques et les protestations, trois représentants de l'exécutif se rendent enfin sur les lieux, pour reconnaître que Rouen était “clairement pollué par les suies”. “Nous demandons aux gens de les nettoyer en prenant des précautions, notamment en mettant des gants”, a déclaré la ministre de la Santé Agnès Buzyn, ajoutant : “Ça n'est jamais bon pour la population de toucher ce genre de produits.”

Contrairement à ce que prétendait le préfet, la situation n'était donc pas sans danger. “L'inquiétude est légitime”, souligne Annie Thébaud-Mony, chercheuse à l'Inserm. “Le préfet ne ment pas quand il dit qu'il n'y a pas de toxicité aiguë du nuage, mais il ne peut écarter la toxicité à long terme. Les suies retombées au sol sont des produits toxiques dangereux”, potentiellement cancérigènes, même en cas d'exposition de courte durée. Vendredi 27 septembre, les autorités ont appelé à ne pas ramasser les légumes dans les champs et les potagers “contaminés” par les suies.

Le député d'opposition Éric Coquerel (La France insoumise) réclamait une enquête parlementaire, rappelant qu'il était “impossible de faire confiance aux autorités qui ont réussi à dire que le nuage de Tchernobyl ne nous concernait pas puisqu'il s'était arrêté à la frontière allemande”. La lenteur du gouvernement à réagir a alimenté la psychose et beaucoup ont quitté la ville pour le week-end. Un “groupe de soutien et d'hébergement” a été ouvert, proposant des milliers d'offres de logement dans toute la France pour les familles qui préférèrent attendre les résultats des analyses loin de Rouen.

[Samedi 28 septembre, l'enquête judiciaire pour “destructions involontaires par l'effet d'une explosion ou d'un incendie”

Revue de presse

Le souvenir traumatisant d'AZF

●●● “Ce n'est pas la première fois que [cette] usine chimique fait la une des journaux”, indique le journal local allemand **Saarbrücker Zeitung**.

En 2013 déjà une fuite de gaz avait eu lieu à Lubrizol, provoquant un nuage de fumée allant jusqu'à Paris et même au-delà de la Manche, dans le sud de l'Angleterre. “Après ce premier accident, la direction de Lubrizol avait été exhortée par les autorités à être plus prudente”, note la **Neue Zürcher Zeitung**. Et le tribunal de Rouen avait condamné l'usine à 4 000 euros d'amende, constatant “une série d'insuffisances dans la maîtrise des risques de la part de la société”. Un an après, “un autre accident industriel” était à déplorer, précise la **Saarbrücker Zeitung**. “Deux mille litres d'huile minérale avaient été déversés” dans le réseau d'évacuation des eaux pluviales. Mais ce nouvel épisode fait surtout remonter “un autre souvenir traumatisant”, juge le quotidien suisse **NZZ**. Celui “de la catastrophe de 2001 à Toulouse”. Une violente explosion de l'usine AZF, également classée Seveso, avait tué 31 personnes et en avait blessé 2 500 autres.

a été élargie à une “mise en danger d'autrui”, et au moins cinq personnes ont porté plainte contre X, à la suite de vomissements et de malaises survenus après l'incendie. Et ce malgré la publication d'analyses assurant un “état habituel de la qualité de l'air sur le plan sanitaire”]

—Stefano Montefiori
Publié le 28 septembre

1312

SITES SONT CLASSÉS SEVESO EN FRANCE, dont 705 “seuil haut”. Ce protocole européen recense les sites industriels pour lesquels un accident pourrait entraîner de graves conséquences sur la population, mais surtout sur l'environnement. De fait, ils sont soumis à une réglementation très stricte en matière de sécurité.



Où aimeriez-vous arrêter le temps ?

#SayYesToTheWorld*

*Dites oui au monde

Lufthansa



asie

Indonésie. La tentation autoritaire de Jokowi

La jeunesse manifeste sa colère contre une série de réformes, dont l'une affaiblissant la lutte anticorruption. Pour ce journal, il y a à la tête du pays une remise en cause des fondamentaux de la démocratie indonésienne.



—Tempo Jakarta

Le président Joko Widodo [dit Jokowi] devrait prendre conscience du fait que les manifestations étudiantes et lycéennes ne sont pas, cette fois-ci, un phénomène ordinaire. La vague de protestations [ininterrompues depuis le 19 septembre] qui agite Jakarta et d'autres villes est une gifle violente infligée au président et au Parlement. Ce mouvement envoie un message clair : les élites au pouvoir ne peuvent pas diriger le pays au gré de leurs caprices et au mépris de l'intérêt public.

La génération des milléniaux [nés dans les années 2000], qu'on croyait apathique, s'avère très concernée par les affaires du pays. Étudiants et lycéens protestent, entre autres, contre la réforme du Code pénal qui, dans sa nouvelle mouture, s'immiscerait beaucoup trop, à leurs yeux, dans la vie privée et morale des citoyens. [Elle prévoit l'interdiction et la condamnation de relations sexuelles hors mariage; un chef de village pourrait dénoncer les contrevenants pour "protéger le voisinage de la contamination par les mœurs occidentales qui bafouent les valeurs indonésiennes"]. Une

question qui touche les préoccupations de cette génération. Les manifestants s'insurgent également contre une autre initiative controversée, à savoir la révision de la loi sur la Commission pour l'éradication de la corruption [dont les pouvoirs sont affaiblis].

Bien que ces manifestations revêtent une apparence innocente, avec des banderoles aux mots pleins d'humour, le gouvernement se trompe grandement en sous-estimant les aspirations de cette jeunesse. Les 15-24 ans représentent le groupe le plus important dans la pyramide des âges de l'Indonésie, soit 40 millions de personnes. Le gouvernement se fourvoie aussi en répondant aux manifestations par la répression. Cela ne fait qu'attiser la colère de la population. La tragédie de Kendari [capitale de la province de Célèbes du Sud-Est] n'aurait pas dû se produire. Immawan Randi, un étudiant de l'université Halu Oleo, est mort par balles au cours d'une manifestation devant le Parlement régional de Célèbes-Centre, le 26 septembre [on ignore encore l'origine des tirs]. Son camarade, Yusuf Kardawi est également décédé, succombant à ses blessures le lendemain. Dans la capitale, un étudiant de l'université

Al-Azhar Indonesia, Faisal Amir, a été grièvement blessé [organisateur des manifestations, il a été retrouvé sans connaissance] près du Parlement le 24 septembre.

Le gouvernement doit au plus vite enquêter sur cette triple tragédie. La police doit aussi identifier les manifestants payés pour perturber l'action des étudiants. Ils sont souvent à l'origine des émeutes. Les tentatives de sape

Les manifestants rappellent à l'ordre les politiques qui favorisent les élites.

des manifestations étudiantes avec des méthodes si abjectes nous rappellent celles utilisées durant l'Ordre nouveau [la dictature du général Suharto (1966-1998)]. Jokowi devrait comprendre qu'une approche sécuritaire ne sera pas efficace pour calmer la fureur de la population. De même, les étudiants ne peuvent pas être forcés à rester sagement assis dans leur campus sans réfléchir aux affaires du pays. Le président n'avait pas à ordonner au ministre de la Recherche, des Technologies et de l'Éducation supérieure, Mohamad Nasir, le 26 septembre,

d'étouffer les manifestations dans les universités.

La racine du problème se situe au cœur du pouvoir. Le gouvernement de Jokowi est, semble-t-il, devenu trop arrogant depuis qu'il a réussi à consolider son assise politique après l'élection présidentielle [d'avril dernier]. Jokowi a réussi à rallier son adversaire, le candidat malheureux Prabowo Subianto. [Prabowo a fait publiquement la paix avec Jokowi. Son parti pourrait rejoindre la coalition de Jokowi]. Tous les partis politiques se sont rués pour se rapprocher du gouvernement. Plus un seul ne déclare être dans l'opposition.

Une telle situation permet à Jokowi de montrer un tel dédain. Le gouvernement commence à renier l'héritage de la Reformasi [nom donné à la démocratisation de l'Indonésie depuis la chute de la dictature en 1998] au prétexte de relancer investissements et développement. Ainsi, le président a donné sa bénédiction pour la révision de la loi sur la Commission pour l'éradication de la corruption, ce qui revient de fait à une mise à mort de cette institution [indépendante et très populaire, voir encadré]. Avec la multiplication des manifestations partout dans le pays, il semble que Jokowi pourrait changer d'attitude. Un décret présidentiel pourrait annuler ce texte déjà approuvé par le Parlement. Mais le président pèse encore le pour et le contre.

Selon le gouvernement, l'existence de la Commission pour l'éradication de la corruption entraverait les investissements. C'est une pure fiction. La logique voudrait plutôt que la lutte contre la corruption réduise les sommes exorbitantes liées au développement des infrastructures et préserve ainsi le budget de l'État. L'affaiblissement de cette institution risque de permettre aux politiciens et à l'élite de pratiquer librement la corruption et de recevoir toujours plus de pots-de-vin. Et le prétexte peu élégant avancé par le gouvernement a été aisément démasqué par les citoyens.

D'autres projets de lois en cours protègent bien davantage les intérêts du pouvoir que ceux des citoyens. C'est le cas avec l'article du Code pénal sur l'insulte qui vise à préserver la "dignité" du président et du vice-président. Ou de la loi qui accorde aux corrupteurs

✎ Dessin de Pavel Constantin, Roumanie.

Trop libre

●●● La Commission d'éradication de la corruption (KPK) a été créée en 2002 à l'initiative et sous la présidence de Megawati Sukarnoputri. Elle "a pour but d'accroître l'efficacité des efforts déployés pour éliminer la corruption". La KPK est indépendante et libre de l'influence de tout pouvoir dans l'exercice de ses fonctions. Depuis sa création, elle a procédé à l'arrestation et à la condamnation de plus d'un millier de personnes, dont 255 membres du Parlement national et des assemblées régionales, 110 gouverneurs ou élus locaux, plus d'une vingtaine de ministres, et de puissants hommes d'affaires. Les gouvernements successifs n'ont pas cessé de réduire ses pouvoirs, jugés trop importants. Mais elle jouit d'une grande popularité. La loi contestée qui réduit ses prérogatives a été examinée en septembre 2019 en seulement douze jours, à huis clos, sans que la KPK ni les citoyens ne soient consultés. Ce texte place la Commission sous la tutelle du gouvernement. Une véritable mise à mort, selon les experts et les activistes.

le droit à des remises de peine et à des sorties occasionnelles de prison. La loi foncière favorise les intérêts des hommes d'affaires : l'obtention de concessions sur les terres de l'État est facilitée, et la période d'exploitation étendue.

Élu directement par le peuple [au suffrage universel], le président Jokowi ne devrait pas promulguer des lois qui favorisent exclusivement l'élite politique. Les manifestations actuelles des milléniaux rappellent à l'ordre les politiques qui favorisent les élites et méprisent les intérêts du plus grand nombre.—

Publié le 30 septembre



Loïc Raison

CIDRIER DE CARACTÈRE



BRUT DE
DÉGUSTATION

QUAND LE CIDRE SUBLIME VOS METS

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ.



CAPTURES YOUTUBE

Égypte. Mohamed Ali, l'opposant qui secoue le régime

L'homme qui diffuse des vidéos dénonçant la corruption du régime et enflamme la rue est loin d'être un militant vertueux. Ce site égyptien dresse de lui un portrait à charge.

—Mada Masr (extraits) Le Caire

Jusqu'au 2 septembre dernier, tout ce qu'on savait de Mohamed Ali était qu'il avait essayé d'être comédien. Ses traits pouvaient faire penser à ceux des vedettes du cinéma égyptien, mais il avait beau en emprunter les postures, il n'était pas fait pour les premiers rôles.

Jouant à quitte ou double, il a alors décidé de produire son propre film. Cela lui a valu une perte sèche de 27 millions de livres [1,5 million d'euros]. Il a permis aux chaînes de télévision de le diffuser gratuitement, et le moins qu'on puisse dire est qu'il n'a pas marqué les esprits.

Mais tout a changé le 2 septembre. Soudainement, son nom était sur toutes

les lèvres. Et cela sans qu'il ait eu besoin de déboursier des millions. Sans même le recours à un caméraman professionnel. Il lui a suffi de parler par Facetime et de poster des vidéos sur son compte Facebook. Une vidéo dans laquelle il réclame son fric à l'État égyptien : 220 millions de livres [12 millions d'euros]. Il les réclame non pas en tant qu'acteur, mais en tant qu'entrepreneur du BTP.

D'autres vidéos ont suivi, nommées "Révélations sur la corruption dans les hautes sphères de l'armée" ou "Révélations sur la corruption à la tête de l'État". Il y parle de l'étalage de richesses dont il a été témoin quand il fréquentait des cercles du pouvoir. C'était avant son exil en Espagne, quand il était en affaires avec l'armée égyptienne.

Quadragénaire, il sait poser devant la caméra. Il se présente comme un mélange de justicier et de coq de basse-cour, de gosse de la rue et de businessman madré. Il roule des mécaniques, se pavane comme un petit jeune qui sort de la salle de muscu, mauvais garçon vantard, et s'il le faut il cogne. Il joue son rôle à la perfection, mieux que dans ses films. Et comme pour souligner la gravité de ses paroles, il souffle la fumée de ses cigarettes vers la caméra. Effet garanti.

Dans la première vidéo, il portait une chemise noire, ouverte sur sa poitrine velue, et s'était paré de tous les accessoires et attributs de la virilité qu'affectionnent les jeunes Égyptiens de 20 ans. Y compris le paquet de cigarettes ou le trousseau de clés qu'il jette devant lui sur la table basse avant de parler, comme un jeune client qui s'installe au café avant de commander sa chicha.

Beaucoup de gens ont été interloqués. Il ne correspond pas à la figure du héros classique qui peuple le petit et le grand écran égyptien : pauvre mais honnête, démuné mais avec le sens du vrai et du juste, modeste mais qui dit ses quatre vérités au riche oppresseur. Mohamed Ali n'est même pas pauvre. Il est riche. Très riche même. Et il ne cache nullement son goût pour l'argent.

Tous les accessoires et attributs de la virilité qu'affectionnent les jeunes Égyptiens de 20 ans.

Il se fait prendre en photo à côté de sa Ferrari, tient à informer son public qu'il a acheté une villa et aussi qu'il en a vendu une à Mohamed Ramadan, chanteur et acteur à succès, pour un prix inférieur à sa valeur "parce que c'est un ami"...

"Je veux mon argent". Pendant quinze ans il a travaillé pour l'armée égyptienne. Il s'est enrichi. Puis un jour il s'est fait pincer. Alors, il est parti, mais il veut qu'on solde les comptes. C'est-à-dire récupérer son fric. C'est la seule chose qui compte.

Mohamed Ali ne correspond ni au profil du bon garçon du peuple, pauvre mais honnête, ni au profil du fils de bonne famille éduqué et fin esprit qui guide le peuple pour se dresser face à l'oppression. Il est l'émancipation d'une nouvelle réalité sociale. Sous le régime de Gamal Abdel Nasser [1954-1970], le cinéma égyptien a produit des centaines de films qui mettaient en valeur des héros pauvres mais dignes. Cela servait le régime pour détourner les contradictions de classe. Rien de tel ne subsiste chez Mohamed Ali. Chez lui, la lutte tourne autour de l'argent, point à la ligne. Ce qu'il dit, c'est : "Je veux mon argent !" Son discours sous-entend qu'on a bien le droit d'être riche, et que se résigner à sa condition sociale n'est pas une option.

Dans les feuilletons égyptiens traditionnels, l'opposition était entre le pauvre mais honnête d'un côté et le riche corrompu de l'autre. La dramaturgie consistait à ce que la morale triomphe, symboliquement. C'était au pauvre de restaurer l'équilibre

DÉCOUVREZ PLUS: LUXOR

avec la compagnie aérienne qui dessert
le plus grand nombre de pays au monde



TURKISH AIRLINES

EGYPTE

de la société en acceptant son statut social comme une fatalité. La rhétorique de l'honneur était liée à l'idée de la résignation.

Dans les années 1970-1980, en pleine vague d'Infitah [libéralisation de l'économie commencée sous la présidence d'Anouar El-Sadate], la même logique atteignait son paroxysme : toute tentative d'améliorer ses conditions de vie se soldait par une perte morale, entraînant à son tour l'échec scolaire, l'abandon des études ou la perte de l'emploi. Et on rappelait bien au spectateur qu'il s'agissait, dans tous les cas, de la perte d'un bienfait de l'État : l'école et l'université étaient publiques, l'emploi était dans l'administration. Au cinéma, c'était aussi un message de résistance au développement d'une culture consumériste qui menaçait la domination de la classe moyenne.

Après la révolution de 2011 [le "printemps égyptien"], le sentiment d'instabilité a produit une forte polarisation, avec un changement de paradigme pour ce qui est du héros au cinéma. Les studios El-Sobky, grands pourvoyeurs de films populaires, ont produit par exemple le film *Al-Chabah* ["Le fantôme"], dont le rôle principal est

Sissi est obsédé par son image. Il essaie d'endosser le rôle du héros des feuilletons égyptiens.

tenu par Mohamed Ramadan, le même à qui Mohamed Ali a vendu une villa "à prix d'ami".

Dans ce film, le héros se situe aux marges de la société, en dehors des cadres de l'État et des classes sociales établies. La nouveauté est qu'il présente la violence comme un moyen normal et légitime pour s'imposer. Dans ce genre de films, l'acceptation du statut social ne signifie plus la résignation, mais au contraire le souhait d'obtenir son dû, par la force s'il le faut. Dans un sens, ces héros traduisent la déconstruction du tropisme du pauvre qui est foncièrement

M. Ramadan. L'autre bad boy richissime

●●● Mohamed Ramadan, né en 1988, est de la même génération que Mohamed Ali. Les deux partagent le goût de l'argent et les postures viriles, mais Ramadan a réussi sa carrière d'artiste. Il passe pour être l'acteur le mieux payé du cinéma égyptien et ses chansons arrivent en tête des ventes. Il aime s'y mettre en scène comme dans les deux tubes de l'été 2018 : *Number One* et *Al-Malak* ("Le Roi"). C'est dans cette chanson qu'il se montre dans une villa à la Scareface, avec une floppée de voitures de sport, plongeant dans une piscine sous les applaudissements de dizaines de créatures blondes. Sa nouvelle chanson est dirigée contre ceux "qui veulent semer le chaos", rappelle **Elaph**. Les paroles sont une défense du régime et une attaque contre Mohamed Ali : "Tu n'es pas un homme. Comment veux-tu proposer un avenir pour le peuple, alors que tout ce que tu a fait a été un échec."

bon, au profit du pauvre qui s'est endurci parce qu'il sait le prix à payer pour défendre sa place, à la force du poignet.

Après le coup d'État du maréchal Abdel Fattah Al-Sissi, à l'été 2013, un nouvel élément s'est ajouté. Le héros populaire en veut encore plus, il veut devenir riche, et vite. C'est la série *La Légende* (2016), là encore avec Mohamed Ramadan dans le rôle principal. Elle montre un héros qui est pauvre, mais qui n'a aucun complexe pour afficher sa soif d'argent. Il n'hésite pas à étaler sa richesse, ni ses attributs d'une virilité tapageuse : il suinte le machisme. Cette vision du monde va contaminer toute la société.

Ce sont précisément ces codes que Mohamed Ali reprend dans les vidéos qu'il poste sur Facebook. Il se présente comme l'homme qui a réussi. C'est-à-dire réussi à devenir riche, alors qu'il vient d'un milieu pauvre, qu'il n'a pas fini l'université, mais qu'il a fini millionnaire en étant pendant quinze ans sous-traitant pour l'armée. Il se fait prendre en photo à cheval, pose dans sa villa habillée d'un costume haute couture. Mais il reste un dur à cuire, un mâle, qui sait se battre.

D'autres vidéos de lui ont fuité, qui le montrent dans une boîte de nuit en compagnie de quelques jeunes créatures qui lui susurrent "je t'aime" dans un arabe appris sur le tas. Cela n'a pas nui à sa popularité.

Au contraire, sa vulgarité décomplexée ne fait qu'accroître la fascination qu'il exerce.

On peut l'entendre dans sa vidéo du 4 septembre s'adresser à son public en ces termes : "Bien sûr, tu es choqué. Tu te dis 'qui est ce type qui parle?' Et je te pose un problème, parce que je ne suis pas un libéral, je ne suis pas non plus un Frère musulman, ni un laïcard. Je suis du peuple."

Soif de pouvoir. Mohamed Ali est en fait le fils d'une Égypte post-2013. C'est un univers de luttes ouvertes, où il n'y a plus d'enjeux symboliques. Quand il entre en conflit, c'est en disant "je veux mon fric". Il ne cherche pas à se consoler avec une rhétorique sur l'honneur, mais veut simplement son argent, et peu importe comment celui-ci a été acquis. Il veut sa part du gâteau. Dieu ne lui a pas assigné une classe sociale. Quand son intérêt matériel est en jeu, il n'hésite pas non plus à chercher la bagarre, fût-ce avec le président.

Mohamed Ali use de tous les moyens pour discréditer son adversaire. "Ta femme ne supporte pas de dormir dans le lit de Suzanne Mubarak [l'épouse de l'ex-président Mubarak]", dit-il à l'adresse de Sissi. "Elle a exigé des modifications [du palais présidentiel] qui coûtent 25 millions de livres", ajoute-t-il pour dénoncer des frais exorbitants du train de vie du couple présidentiel. Il se place sur un registre personnel, pour une bagarre d'homme à homme.

Le régime de Sissi s'obstine à se présenter comme le prolongement de l'État nassérien, et même comme son aboutissement ultime. L'ironie est qu'il en reprend surtout ce qui faisait la faiblesse de celui-ci : une pure et brutale soif de pouvoir. Car ceux qui sont au sommet de ce régime [les militaires] se préoccupent avant tout de tirer profit autant que faire se peut des privilèges que leur offre la situation, pour rafler un maximum de richesses, le plus vite possible. Aussi le pouvoir n'est plus seulement un pouvoir politique, mais est devenu synonyme de richesse. Ce pouvoir ne veut plus partager. Il n'accepte plus autour de lui une classe d'hommes d'affaires. La richesse, c'est lui, et lui seul.

Avec cela, le régime tient un discours moral : oui, le pays est pauvre, mais l'Égypte

demeure Oum El-Dounia ["la mère du monde"]. C'est une tentative de consoler les masses par le nationalisme, en disant que les intérêts matériels n'ont pas d'importance tant qu'il y a la grandeur nationale. Mais dans un monde de lutte impitoyable qui tourne ouvertement autour de la possession de richesses, la médiation symbolique ne porte plus dès lors qu'il y a conflit.

Pour soutenir ses prétentions morales, l'État a lui-même recours massif à l'image. Le régime a compris la révolution du 25 janvier 2011 comme une opération de communication. C'est pourquoi il a conçu le coup d'État du 30 juin 2013 comme une autre opération de communication. Il se targue de réussites qui sont autant de clichés faites pour épater : le "nouveau" canal de Suez, la nouvelle capitale administrative, des "conférences de la jeunesse" qui durent des jours et des jours pour "donner une image honorable des jeunes".

Le régime est obsédé par son image, et il veut la contrôler. Les services du renseignement militaire ont mis la main sur le principal producteur de feuilletons télévisés, ont racheté des chaînes satellitaires, ont fermé des journaux et en ont relancé d'autres, ont rendu inaccessible des sites Internet, placé des présentateurs télévisés inféodés... Sissi aussi est obsédé par son image. Il essaie d'endosser le rôle du héros des feuilletons égyptiens de jadis, de l'époque de Nasser, mais il se trompe d'époque. L'époque est à l'hyperréalisme. "Je ne vais pas faire de la postprod. Je n'en ai rien à faire. Je dis les choses comme elles sont. Je suis un homme de la classe ouvrière, comme tout le monde", assène Mohamed Ali dans sa première vidéo, le 2 septembre.

Gloire de pacotille. Il érige sa lutte personnelle en lutte universelle : mon argent, et par extension l'argent de toute l'Égypte. Il se pose en acteur de feuilleton, puis demande aux Égyptiens de jouer aux héros en sa compagnie, dans un monde où réalité et petit écran se confondent. Et le public répond présent.

En réalité, cette dramaturgie du face-à-face entre l'entrepreneur du BTP dissident et le maréchal à la tête de l'État serait ridicule si elle n'avait pas débordé sur la réalité. Ce qui est une leçon paradoxale : le régime contrôle toute la chaîne de fabrication d'images et voilà qu'un mauvais génie lui saute à la figure sur Facebook. Le régime s'est ingénié à produire une image léchée de lui-même et voilà qu'il est ébranlé par des vidéos tournées "à l'arraché". Il a versé dans une rhétorique d'honneur creuse, se targuant de "réussites" pour épater la foule. En fait, il n'y a rien d'étonnant qu'un régime qui produit une gloire de pacotille engendre un opposant qui est entrepreneur du BTP et acteur de série B.

—Leila Arman

Publié le 24 septembre

festival
international
de littérature
et de traduction
iași

www.filit-iasi.ro

2-6 octobre 2019

Des rencontres internationales exceptionnelles
entre auteurs, traducteurs, éditeurs et journalistes
à Iași, en Roumanie

Avec la participation de Lionel Duroy et
Mathias Énard, Prix Goncourt 2015

Muzeul National
al Literaturii Române
Iași

Courier
international

Inspectoratul Școlar
Județean
Iași

Patrimoniul
pentru
Comunitate

ROLANDO SOLO

.....
Rolando Villazón
17h00-18h00



**RADIO
CLASSIQUE**

et votre journée devient plus belle.

à la une

PORTUGAL LE NOUVEL ELDORADO

Un “paradis fiscal” ensoleillé, ouvert aux autres, peu enclin au populisme, tels sont les atouts qui font du Portugal un objet de convoitise. Touristes, expats et investisseurs s’y bousculent, bouleversant le marché de l’immobilier. Mais d’autres secteurs pourraient eux aussi rapporter gros : l’exploitation du lithium et du cannabis thérapeutique (*lire p. 34*). Gros plan sur cet eldorado européen, à quelques jours des élections législatives, le 6 octobre.

Le pays le plus accueillant d’Europe

Depuis quelques années, le nombre de résidents étrangers au Portugal explose. Les atouts du pays sont connus : fiscalité douce, sécurité, soleil et paix sociale. Mais un certain malaise commence à se faire sentir.

— **Financial Times** Londres

Eduardo Migliorelli a décidé de faire venir sa famille au Portugal le soir où il a découvert qu’il pouvait parcourir à pied, sans crainte de se faire agresser, les quelques centaines de mètres entre un restaurant et son hôtel. “Ce serait hors de question dans mon pays d’origine”, raconte cet homme d’affaires brésilien, qui a été plusieurs fois victime de vols et d’agressions lorsqu’il habitait à São Paulo. “À Lisbonne, on n’a pas besoin de regarder sans arrêt par-dessus son épaule.”

Le taux de criminalité du Portugal, le plus faible de l’Union européenne, n’est pas pour rien dans ce nouveau tropisme. Le pays a attiré récemment des dizaines de milliers d’immigrés du Brésil, pays qui présente l’un des plus forts taux d’homicides de la planète, selon des observateurs.

Ces hommes et ces femmes viennent s’ajouter à un nombre grandissant d’investisseurs venus du monde entier, attirés vers le Portugal par ce qui leur apparaît comme étant une attitude d’ouverture envers les étrangers, et aussi par une société manifestement épargnée par les divisions nées du populisme, du nationalisme et du sentiment anti-immigrés.

À l’heure où la vie politique est de plus en plus marquée par la discorde, la paix sociale du pays apparaît comme un avantage concurrentiel, sans parler de son climat d’affaires, de sa main-d’œuvre qualifiée et de sa qualité de vie attrayante. Selon Florbela Lima, associée de la société de comptabilité EY Portugal, “la stabilité et la paix sociale” figurent parmi les critères les plus importants pour les investisseurs en cette période d’incertitude causée par les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, ainsi que par le Brexit.



↑ **Praça do Comércio (place du Commerce), à Lisbonne.**

Photo Baptiste de Ville d’Avray/Hans Lucas

Tandis que le Portugal a perdu une place dans le classement du Forum économique mondial de 2018 sur la compétitivité, il en a gagné deux dans le Global Peace Index de 2019, devenant le troisième pays le plus pacifique du monde après l’Islande et la Nouvelle-Zélande.

En raison de son faible taux de natalité et de sa population en berne, le Portugal a besoin d’immigrés s’il veut maintenir son taux de croissance naturelle au-dessus de la moyenne de la zone euro, comme c’a été le cas pendant les deux dernières années. Le Premier ministre, António Costa, a déclaré que l’immigration était essentielle pour remédier à la crise démographique du pays, appelant récemment l’Europe à “se mobiliser contre le populisme et la xénophobie”.

Pour attirer les investisseurs étrangers, le Portugal organise un programme de résidence qui propose des abattements fiscaux à des



professionnels qualifiés, alors que les ressortissants de pays hors UE qui dépensent plus de 500 000 euros dans des biens immobiliers ou créent suffisamment d'emplois peuvent demander un "visa doré" – un système controversé, que l'UE a invité les gouvernements à durcir.

L'année dernière – troisième année d'affilée de forte croissance –, le nombre de résidents étrangers au Portugal s'est accru de plus de 93 000, passant à presque un demi-million. Entre-temps, les projets novateurs liés à des investissements étrangers directs ont été évalués à près

de 3,38 milliards d'euros en 2018, leur niveau le plus élevé en presque une décennie. Entre 2015 et 2018, le nombre annuel de tels projets a augmenté de 161 %, de loin le plus haut taux de croissance de toute l'Europe occidentale.

"Le Portugal est la société la plus ouverte, la plus tolérante et la plus libérale où j'aie jamais vécu", commente Chitra Stern, une Singapourienne d'origine indienne qui s'est rendue en Algarve, dans le sud du pays, en 2001, pour y trouver des débouchés commerciaux.

Chitra Stern, citoyenne britannique, et son mari, de nationalité suisse, ont depuis lors construit une chaîne d'hôtels familiaux à Lisbonne et en Algarve. "Les gens ont besoin de se sentir les bienvenus, en particulier dans le monde d'aujourd'hui, et les Portugais accueillent à bras ouverts les gens de différentes religions, croyances et couleurs de peau", se réjouit-elle. → 36

«À Lisbonne, on n'a pas besoin de regarder sans arrêt par-dessus son épaule.»

Eduardo Migliorelli,
HOMME D'AFFAIRES BRÉSILIEN

Repères

Législatives. Le PS aura-t-il la majorité absolue?

●●● Le 6 octobre, le Portugal élira ses députés. À l'occasion des élections législatives, le Premier ministre, António Costa, pourrait obtenir la deuxième majorité absolue du PS (après celle de José Sócrates en 2005) et la troisième de la démocratie portugaise. Pour ça, annonce **Público**, il lui faudrait recueillir non plus 44 % des votes, mais seulement 39 %. Ce seuil à la baisse, précise le quotidien, constitue "le changement le plus profond du système politique portugais" depuis le renversement de la dictature en 1974. Et 39 %, c'est précisément le pourcentage dont est crédité le PS dans les derniers sondages. Loin devant les 23 % du Parti social-démocrate, principale force d'opposition et de centre droit, aujourd'hui fragmenté. Seul enjeu de ces élections, la majorité absolue du PS est redoutée par tous les partis, y compris ses partenaires au Parlement – le Bloc de gauche et le Parti communiste –, dont l'alliance (la fameuse *geringonça*) avait permis aux socialistes de revenir au pouvoir en 2015. Depuis, les relations se sont distendues. Et le PS pourrait cette fois s'allier au PAN, le petit parti animaliste, qui monte, crédité aujourd'hui de 3 à 5 % des intentions de vote. Un pourcentage suffisant pour s'assurer la majorité absolue.

À la une



“LES MILLIONNAIRES FRANÇAIS QUI SONT EN TRAIN DE RACHETER LE PORTUGAL”, titrait le 4 février dernier **Visão**, dont la une donnait à voir des drapeaux tricolores hissés haut sur Lisbonne. Parmi ces "requins", Claude Berda, premier investisseur français privé dans le pays, a acquis cette année la très convoitée Herdade da Comporta, un paradis agricole qui appartenait à la famille Espírito Santo, dont l'empire bancaire s'est effondré en 2014.

Démographie. Opération séduction

●●● En 2012, la crise était telle au Portugal que le Premier ministre Pedro Passos Coelho (droite) avait appelé ses compatriotes à "quitter [leur] zone de confort" pour aller chercher du travail ailleurs. Sept ans plus tard, fort de l'embellie économique, le pays, qui compte 10,3 millions d'habitants selon Eurostat, tente de faire revenir ses émigrés. Sur les 500 000 qui sont partis entre 2010 et 2015 (pour 80 % d'entre eux en Europe), 350 000 seraient déjà rentrés au pays. Ce retour est d'ailleurs incité par le programme gouvernemental Regressar depuis le 22 juillet. L'enjeu : compenser un taux de fécondité faible, de seulement 1,38 enfant par femme. Une enveloppe de 6 536 euros, parmi d'autres avantages, est proposée aux travailleurs qui souhaitent rentrer. Ils sont 175 à avoir déposé une candidature pour le moment.

35 ← Itay Kastel, un Israélien, s'est installé avec sa famille au Portugal en 2016 pour agrandir la société immobilière qu'il avait dirigée pendant dix ans en Angola. "Nous sommes ravis de notre décision, assure-t-il. Il règne ici un climat accueillant, coopératif." Il a demandé un passeport portugais dans le cadre d'une loi de 2015 qui autorise les descendants de Juifs séfarades à obtenir la nationalité, une mesure destinée à racheter la persécution des Juifs des xv^e et xvi^e siècles.

"Le Portugal est la société la plus ouverte, la plus tolérante et la plus libérale où j'aie jamais vécu."

Chitra Stern,
ENTREPRENEUSE BRITANNIQUE

En 2017, Andy Yacoub, un Londonien, a choisi le Portugal pour entamer une nouvelle vie avec sa femme mexicaine et son jeune fils, après avoir décidé qu'il ne pouvait plus tolérer de vivre aux États-Unis tant que le président Trump serait au pouvoir. Il y avait travaillé comme pilote de ligne, mais désormais il s'est reconverti dans l'investissement immobilier. Dégoûté par le Royaume-Uni à cause de l'acrimonie autour du Brexit, il envisageait de déménager à Barcelone, mais il a fini par se dire qu'il ne voudrait pas vivre dans une ville "dont les murs de certaines rues sont couverts de graffitis invitant les touristes à rentrer chez eux".

Il a obtenu en quelques semaines des permis de séjour au Portugal pour sa famille, et il a trouvé des banques locales disposées à lui prêter sur ses propriétés existantes afin qu'il puisse étoffer son portefeuille. "Au Portugal, on se sent accueilli par la population, souligne-t-il. On s'y sent chez soi."

Toutefois, un certain malaise lié à l'afflux de résidents et de visiteurs étrangers commence à se faire sentir. Certains craignent que le développement du tourisme et de l'immobilier, particulièrement attrayants pour les investisseurs étrangers, n'entraîne une hausse des loyers qui finisse par chasser les habitants des centres historiques de Lisbonne et de Porto, où de nombreux bâtiments ne proposent plus que des locations de courte durée et des appartements de luxe.

Le Bloc de gauche, un parti antisystème qui soutient le gouvernement minoritaire socialiste, explique qu'un tel afflux réduit le nombre de logements abordables et favorise une bulle immobilière.

Des tensions ont éclaté en raison d'expulsions : les contestataires accusent les propriétaires de transformer les immeubles des centres-villes pour les proposer aux touristes et à de riches étrangers, l'augmentation des prix des logements étant l'une des plus fortes en Europe.

"Je n'ai jamais été aussi heureux", affirme Nelson Clark, un Américain qui a pris récemment sa retraite au Portugal. Mais il craint que le pays ne finisse par être victime de sa popularité. "Dans un pays si beau, si accueillant, conclut-il, le tourisme de masse peut engendrer de l'exaspération et avoir des conséquences néfastes s'il n'est pas géré de manière durable."

— **Peter Wise**
Publié le 8 août

→ Dans les rues de Lisbonne.

Photo Baptiste de Ville d'Avray/Hans Lucas

L'auteur

NUNO SEVERIANO TEIXEIRA →

Chroniqueur régulier du journal **Público**, Nuno Severiano Teixeira est professeur agrégé de l'Université nouvelle de Lisbonne, dont il a été vice-recteur. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, entre autres sur la construction européenne et l'histoire militaire de son pays. Sa carrière universitaire (notamment aux États-Unis) a connu deux interruptions quand il est devenu ministre au Portugal, d'abord de l'Intérieur de 2000 à 2002, puis de la Défense nationale de 2006 à 2009. À chaque fois sous un gouvernement socialiste.

Ici, le populisme ne prend pas

Les comportements populistes existent au Portugal, comme ailleurs, mais dans ce pays, les conditions pour qu'ils s'expriment dans les urnes ne sont pas réunies, analyse cet ancien ministre de la Défense socialiste.



— **Público** Lisbonne

Le pays où le populisme ne se traduit pas dans les urnes. C'est ainsi qu'António Guterres présente le Portugal, non sans fierté. Et le secrétaire général des Nations unies a sans doute raison. Dans une Europe où les populismes ont partout le vent en poupe, d'est en ouest, dans l'opposition ou même au pouvoir, le Portugal demeure une exception. Mais pourquoi ?

Le populisme n'est pas une idéologie comme les autres. Contrairement au libéralisme, au fascisme ou au communisme, il n'offre pas de vision globale du monde ni de programme politique complet. C'est une idéologie restreinte, qui ne se suffit pas à elle-même et qui donc vient se greffer à d'autres – au socialisme à gauche, ou au nationalisme à droite. Mais quelle que soit sa couleur, le populisme repose sur l'exploitation d'un ensemble de sujets soulevés par les structures sociales et les conjonctures politiques, et qui forme le noyau dur de sa pensée : les inégalités et l'austérité pour la gauche, les réfugiés pour la droite ; et des deux côtés de l'échiquier, la corruption et l'euroscpticisme. Dans tous les cas, les populistes sont toujours

dans la contradiction. Ils sont toujours contre quelque chose. Ils sont fondamentalement "anti" : antiaustérité, anti-immigration, anti-corruption, anti-Europe. Ajoutons à cela les revendications régionalistes, et nous avons un panorama complet des "causes" populistes.

Mais pour que ces "causes" soient crédibles, il faut que des conditions objectives soient réunies. Or, dans le cas du Portugal, elles ne le sont pas. Premièrement, avec ses frontières tracées et stables depuis plus de huit cents ans, sa relative unité ethnique et linguistique, et la question des autonomies régionales résolue, le Portugal ne possède pas d'identités infranationales susceptibles d'ouvrir une brèche à un populisme régionaliste ou séparatiste comme celui de la Ligue de Salvini, en Italie.

Deuxième sujet cher aux populistes, les inégalités. Même si depuis 2005 le Portugal voit baisser son coefficient de Gini (grand indicateur de mesure des inégalités économiques, utilisé par Eurostat), il fait encore partie des cinq pays les plus inégalitaires de l'Union européenne. Voilà une condition socio-économique objective très favorable à l'éclosion du populisme de gauche : les succès de Podemos en Espagne et de Syriza en Grèce en sont les meilleurs exemples. Pourtant, le



OPINION

Portugal échappe à la règle. Pour une raison simple qui est que les partis équivalents sont des représentants du système, qui sont même aujourd'hui dans la sphère du pouvoir à travers la *geringonça* [alliance de gauche].

Troisième sillon du populisme, l'immigration. Le Portugal s'en trouve protégé par sa situation géographique, à l'écart des grands flux qui passent par la Méditerranée et les Balkans. Le taux d'immigrés dans la population totale est l'un des plus bas de l'Union. Mais surtout, le Portugal fait partie avec la Suède des pays les mieux classés sur l'indice des politiques d'intégration en Europe (Mipex, 2015). Le fait que la communauté musulmane, majoritairement originaire de l'Afrique lusophone, est peu nombreuse et bien intégrée et que le pays n'a jamais enregistré d'attentat terroriste réduit la marge de manœuvre du discours d'extrême droite xénophobe et islamophobe qu'on peut entendre en Italie avec Salvini ou en France avec Le Pen.

Sur le quatrième thème cher aux populistes, le Portugal, qui arrive en milieu de tableau sur l'indice de perception de la corruption établi par Transparency International (2018), est même le meilleur élève en Europe du Sud. Pourtant,

L'Europe bénéficie traditionnellement d'un fort soutien dans l'opinion publique portugaise.

ce sujet, ravivé par plusieurs scandales impliquant les milieux bancaire et politique, compte beaucoup pour l'opinion publique, et une certaine presse aux accents populistes, justement, s'emploie à s'en faire l'écho.

Quant à l'Europe, elle bénéficie traditionnellement d'un fort soutien dans l'opinion publique portugaise. Cependant, l'Eurobaromètre témoigne d'inconstances qui sont le reflet du rapport bénéfices/sacrifices ressenti par les Portugais : la cote de l'UE dans notre pays était passée sous la moyenne communautaire pendant la crise et la politique d'austérité pour repasser au-dessus depuis 2016.

Dernier point, la mise en cause du système politique. Une crise de la représentation moins aiguë que dans d'autres pays, une tendance forte à l'abstention et un éventail politique stable ne sont pas favorables à la création de nouveaux partis.

Est-ce à dire que les Portugais ne sont pas racistes et qu'ils tolèrent mieux les inégalités et la corruption ? Qu'ils apportent à l'Europe un soutien inconditionnel et votent systématiquement pour les partis de l'establishment ? Non. La différence du Portugal n'est pas dans les comportements, elle est dans les conditions. Si ces dernières changent, les comportements changeront aussi et feront le lit du populisme. Ce qui, alors peut-être, se traduira dans les urnes.

—Nuno Severiano Teixeira
Publié le 22 mai

économie



Une lueur d'espoir en Europe ?

●●● Le Portugal serait-il une oasis de stabilité et de croissance relative dans une Europe instable, menacée par une nouvelle récession, tel que le présente le **Financial Times** ? Le journal économique britannique ne tarit pas d'éloges sur le redressement économique du pays (malgré une dette "supérieure à 100 % du PIB"), dont "l'avenir prometteur redonne de l'espoir à l'Europe".

En l'occurrence : une croissance qui devrait s'établir à 1,8 % en 2019, avec un taux de chômage au plus bas (6,3 %). Le gouvernement table par ailleurs sur un déficit public proche de zéro, une première depuis le retour de la démocratie, en 1974. Pour le quotidien espagnol **El País**, l'exécutif socialiste portugais vient de signer "la plus grande réussite de la gauche européenne de ces dernières années". Le quotidien lisboète **Jornal de Negócios** tempère : "Le miracle portugais repose sur des fondements très fragiles", notamment le tourisme, qui a explosé ces dernières années.

Le cannabis thérapeutique, l'"or vert" du pays

●●● Comme le lithium (lire pp.38-39), le cannabis pourrait rapporter gros au Portugal. Depuis l'autorisation de sa culture à des fins médicales en janvier, "les entreprises poussent comme des champignons dans le pays", rapporte le **Correio da Manhã**. "Les heures d'ensoleillement, les terrains bon marché et la main-d'œuvre qualifiée", explique le journal, attirent les investisseurs, qui veulent "faire du Portugal la portée d'entrée sur le marché européen du cannabis médical". Au moins 200 millions d'euros ont déjà été investis dans l'arrière-pays portugais par des grands groupes comme Tilray (qui entend devenir le leader mondial de la filière). Lesquels prévoient de créer 1 500 emplois en cinq ans.

70%

C'EST LA HAUSSE DES LOYERS enregistrée à Lisbonne entre 2013 et 2018, selon la société de statistiques Confidencial Imobiliário. "Lisbonne, du boom touristique à la crise du logement", annonçait récemment une dépêche de l'agence de presse portugaise **Lusa**. De fait, la capitale cristallise les tensions. Ponctuellement, des manifestations s'organisent pour dénoncer la spéculation immobilière et les expulsions des habitants. Le gouvernement, qui a recensé l'an dernier plus de 26 000 familles en proie à des difficultés de logement à l'échelle nationale, a mis en place des mesures qui protègent notamment les plus de 65 ans et prévoit des sanctions contre le harcèlement des locataires.

La "porte atlantique" de la Chine

●●● Fin mai, le Portugal appelait la Chine à investir dans le port de Sines, au sud de Lisbonne. Le but ? En faire la "porte atlantique" du projet des "nouvelles routes de la soie" lancé par Pékin. Ce n'est pas la première fois que le pays déroule le tapis rouge aux investisseurs chinois, "les nouveaux propriétaires du Portugal", constate **Sábado** : "De l'électricité aux assurances, de la construction à la santé, ils ont pris d'assaut des entreprises stratégiques." Derrière la Suisse, le Portugal est le deuxième pays européen où la Chine, pourtant un "rival systémique" de l'UE, a investi le plus ces dernières années : 9 milliards d'euros, "sur tous les fronts", précise l'hebdomadaire.

Des visas dorés pour les nantis

●●● Comme 20 des 28 États membres de l'Union européenne, le Portugal vend des permis de séjour permanents à de riches expatriés. Créés en 2012, les "visas dorés" leur sont attribués contre un investissement minimal de 500 000 euros, souvent dans l'immobilier. En sept ans, ce système a permis d'injecter 4,4 milliards d'euros dans l'économie portugaise. Revers de la médaille :

un phénomène de gentrification est en cours. "Le 'marché immobilier le plus chaud d'Europe' devient trop chaud pour certains", constate l'agence **Bloomberg**. Face à la hausse spectaculaire des loyers, "les résidents portugais sont 'expulsés' à la périphérie des villes".

Le paradis des retraités français

●●● "Le Portugal ou le paradis fiscal des retraités étrangers", titrait en avril dernier **Sábado**. L'hebdomadaire portugais précisait : "Le régime des résidents non habituels [RNH, mis en place en 2009 pour attirer les étrangers à fort pouvoir d'achat] leur permet de ne pas payer d'impôts sur leurs pensions durant dix ans, ni au Portugal ni dans leur pays d'origine." Ils sont aujourd'hui près de 10 000 retraités à bénéficier du RNH, dont un tiers de Français. Au total, il y aurait au moins 50 000 Français expatriés au Portugal, où ils sont les premiers acquéreurs de biens immobiliers.



Lithium, un trésor qui divise les Portugais

Dans le nord du Portugal, les habitants d'un petit village s'opposent à l'établissement d'un site d'extraction du minéral. Un projet qui, parce que situé en plein cœur d'une réserve de biosphère classée à l'Unesco, déchaîne les passions.

—**Diário de Notícias** Lisbonne

Nous sommes à Fiães do Rio, un village de 70 habitants dont les maisons de granit ont toutes une vue imprenable sur le barrage de Paradela et les montagnes de la Serra do Gerês. Vítor Barroso Afonso est arrivé ici en 2014 à la veille de son quarantième anniversaire. *“Mes parents sont d'ici, mais comme tous ceux de leur génération, ils ont quitté le village. Je suis né en France, mais j'ai décidé de prendre le chemin du retour pour investir dans cette région.”* Dans sa vie antérieure, il était ingénieur environnemental – et donc particulièrement au fait de l'intérêt économique des prairies d'ici.

Sur des terres où ne paissait plus aucun bétail, Vítor a créé Nomad Planet, un camp d'écotourisme composé de quatre yourtes, et d'une cabane perchée et d'un tipi qui sert d'espace commun. Dans cette aventure, il a embarqué sa femme Marie, puis, il y a six mois, est arrivé Gabriel, dans ce village qui n'avait pas enregistré de naissance depuis bien longtemps. Mais l'annonce de la création d'une mine de lithium dans la région menace ce tableau idyllique. *“Il a été déposé une demande de prospection juste à l'arrière de nos terrains. Entre le bruit et la destruction des paysages qu'entraîne un projet de ce genre, il ne nous reste plus qu'à faire nos valises et partir.”*

Or l'avenir de la région est dans la préservation de ses paysages, Vítor en est convaincu. *“Nous empruntons à nos enfants la terre que nous avons héritée de nos ancêtres”,* rappelle-t-il pour justifier son opposition à l'exploitation du lithium ici, sur la commune de Montalegre. *“Une mine de ce type, quand bien même elle pourrait être exploitée pendant trente ans – ce qui est beaucoup –, elle va créer une balafre qui ne se refermera jamais.”* Vítor sait que ce minéral est une solution de choix pour réduire notre dépendance aux énergies fossiles, mais l'idée que des mines puissent être autorisées n'importe où l'exaspère. *“Quel sens ce genre d'investissement a-t-il ici?”*

Il y a un an, Montalegre et la commune voisine de Boticas ont été classées au patrimoine agricole mondial par la FAO, l'agence des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Une bonne partie de la commune de Montalegre se trouve par ailleurs sur le territoire du parc national de Peneda-Gerês, seul parc national portugais, également classé réserve de biosphère par l'Unesco. Ces terres appartiennent aux loups et aux bouquetins ibériques, aux chevreuils et aux loutres, et sont couvertes d'une végétation dont de nombreuses espèces n'existent plus nulle part ailleurs. *“Il s'agit d'une zone de biodiversité formidable, et la simple idée d'une mine à ciel ouvert, à deux pas du parc national, c'est un scandale”,* résume Miguel Dantas da Gama, président du Fundo Ambiental

SOURCE



DIÁRIO DE NOTÍCIAS

Lisbonne, Portugal
Hebdomadaire

3 900 ex.

dn.pt

Fondé en 1864, le *Diário de Notícias* (“Quotidien des nouvelles”) fut le premier journal moderne du Portugal, puis plus tard, sous l'État nouveau (1933-1974), l'organe officieux du régime d'António Salazar. Après la “révolution des œillets”, sa ligne éditoriale a considérablement évolué. José Saramago, proche du Parti communiste et futur prix Nobel de littérature, en a même assumé la direction quelque temps.

✎ **Montalegre, dans le nord du Portugal.**

Photo Tim Dirven/
Panos-RÉA

para a Proteção dos Animais Selvagens (Fapas, Fonds environnemental pour la protection de la faune sauvage), fer de lance de la lutte contre l'exploitation minière à proximité de zones protégées.

La Liga para Proteção da Natureza (LPN, Ligue de protection de la nature) ne nie pas l'intérêt du lithium : ce minéral essentiel à la fabrication des batteries des véhicules électriques participe à la lutte contre la dépendance planétaire aux combustibles fossiles. *“Mais nous nous inquiétons de voir que le Portugal a défini une stratégie de promotion d'une activité d'extraction à fort impact sans avoir mené au préalable d'évaluation solide des conséquences”,* explique le président de la LPN, Cláudio Heitor. C'est aux entreprises concessionnaires de mener les études d'impact environnemental, répond João Galamba, le secrétaire d'État à l'Énergie, qui précise aussi que l'exploitation est soumise à un avis positif de l'Agence portugaise de l'environnement. *“Si l'étude révèle des conséquences négatives, il n'y aura pas de mine de lithium”,* assure-t-il. *“D'abord on évalue l'impact, et ensuite on distribue les concessions”,* rétorque Cláudio Heitor.

À Montalegre a été signé un permis d'exploitation de lithium, et plusieurs permis de prospection ont été sollicités. Et les passions se déchaînent. L'État portugais considère le lithium comme son grand atout stratégique et met en place des règles

“Une mine comme ça, exploitée pendant trente ans, va créer une balafre qui ne se refermera jamais.”

Vítor Barroso Afonso,
FONDATEUR DE NOMAD PLANET

pour que les mines soient source de richesse pour la population. La mairie, elle, dit être du côté de ses administrés, mais elle estime aussi qu'un investissement créateur d'emplois est une bouffée d'oxygène pour cette région qui, ces cinquante dernières années, est passée de 32 000 à 10 000 habitants. La population, de son côté, s'organise : groupes contestataires, boycott d'élections, souvenir des mines de tungstène voisines, où le mirage du développement n'a laissé derrière lui qu'une terre desséchée. Et il n'est pas question pour les opposants de se laisser spolier leurs paysages, qui sont la dernière richesse de la région.

À l'entrée du village on est accueilli par une énorme pancarte : *“Não à mina, sim à vida”* [“Non à la mine, oui à la vie”]. Dans les rues, la même phrase revient un peu partout, collée sur les poteaux électriques, suspendue aux toits des maisons, affichée aux murs. Elle est apparue le dernier dimanche de mai, jour des élections européennes. Un boycott du scrutin avait été lancé, et le bureau de vote cadencé par les habitants. La gendarmerie est venue le rouvrir de force, mais quatre électeurs seulement ont fait le déplacement. En s'abstenant, les autres ont montré leur opposition aux mines de lithium.

Depuis, la tension n'est pas retombée. *“Les gens n'ont mesuré les conséquences qu'après que Lusorecursos, qui a d'ailleurs déjà reçu sa concession, est venu expliquer ce qui allait se passer, raconte*

José Luís Nogueira, président de *freguesia* ["district", niveau inframunicipal]. D'après les travaux de prospection, on irait vers une mine de 800 hectares, à 350 mètres de profondeur. De quoi signer la fin des exploitations agricoles, soit le gagne-pain de tout le monde par ici."

L'association Montalegre com Vida [Montalegre vit] s'est constituée autour de la lutte contre les mines de lithium. "Pour l'heure, nous ne laissons personne aller dans la montagne, pas même pour une étude d'impact environnemental. Ils ont déjà fait suffisamment de dégâts", explique Armando Pinto, membre de cette association formée en majorité de jeunes gens qui n'ont jamais voulu quitter leur terre ou qui y sont revenus. C'est lui qui nous montre le chemin pour aller voir les effets de la prospection : des tuyaux plantés dans le sol, des sentiers retournés, trois ruisseaux asséchés. Armand est suivi de trois fourgonnettes transportant des habitants qui veulent partager leurs griefs. Bien malin qui parviendra à monter sans se faire voir.

"En 1964, a été construit le barrage de l'Alto Rabagão, et on a perdu nos terres. La moitié de la population du district de Morgade a été touchée", rappelle José Carlos Castro, de la commission foncière. L'engloutissement des terres a été particulièrement dramatique : dans les années 1950, la colonie agricole de Criande a vu le jour, entraînant l'arrivée de dizaines de familles originaires de la région d'Amarante - "Salazar les a envoyés ici, et ensuite il leur a planté un couteau dans le dos." Privés de terres pour leurs vaches, ces paysans se sont tournés vers les chèvres, qu'ils pouvaient faire paître sur les hauteurs. "Et puis il y a quelques années, voilà que sont installées des éoliennes, et que de nouvelles terres sont confisquées. À Montalegre, il y a cinq barrages et des centaines d'éoliennes. On peut dire que la commune fait largement sa part pour le pays, sans rien obtenir en contrepartie. On n'a même pas de tarif réduit sur l'électricité."

Si l'association Montalegre com Vida est si remontée, c'est que l'agriculture commence tout



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com/expat/portugal

Vous voulez en savoir plus sur le quotidien des expats au Portugal ? Retrouvez des articles, des témoignages et des conseils dans notre rubrique Portugal, sur **Courrier Expat.**

juste à trouver des solutions, après des décennies de difficultés. Et voilà qu'arrive un projet qui ne leur apportera rien; pis: qui va détruire tout ce qui a été réalisé. Eduarda Fernandes nous conduit dans un autre hameau du coin, Barracão, où elle est née. Partie faire des études de pharmacie, elle est rentrée au pays au bout de six ans. "J'ai obtenu des financements pour installer 500 ruches, qui en moyenne produisent 4 tonnes de miel par an." Miel qu'elle vend 7 euros le kilo (elle estime son chiffre d'affaires, les bonnes années, à près de 30 000 euros), ce qui lui permet ainsi de vivre à la campagne.

"Tous les experts me l'ont dit : si ça se concrétise, mon affaire est morte. Je n'aurai plus qu'à partir, comme tant d'autres."

Eduarda Fernandes,
APICULTRICE

Sur les terrasses où Eduarda a installé ses abeilles, c'est l'époque de la division des ruches. "Nous avons ici une diversité végétale fantastique - j'adore la bruyère, qui donne un miel plus foncé, de grande qualité." Mais la future mine sera voisine de l'apicultrice, à 500 mètres de ses ruches. "Cela va détruire une bonne partie de la végétation et couvrir ce qui reste de poussière. Tous les experts me l'ont dit : si ça se concrétise, mon affaire est morte. Je n'aurai plus qu'à partir, comme tant d'autres. Il y a ici des jeunes gens qui se démenent pour explorer de nouvelles niches prometteuses sur le marché de l'agriculture, mais ça, c'est un arrêt de mort contre les campagnes."

José Carlos Castro, de la commission foncière, et Vítor Santos, ingénieur électromécanicien, ont décidé de se lancer dans la culture du châtaignier, qui affiche une forte rentabilité tout en contribuant à la préservation de la forêt portugaise d'altitude. Le premier a planté 350 arbres ces cinq dernières années, et le second 400 à la fin 2018. "C'est un gros investissement : chaque plant coûte en moyenne 10 euros. Mais je suis convaincu qu'avec une châtaigneraie on peut mettre en œuvre un modèle d'agriculture bio intégrée, avec des systèmes d'irrigation, de production de miel et de champignons", précise Vítor. "C'est dans la très haute qualité qu'on peut se distinguer, renchérit son comparse, et c'est notre pari, qui donne déjà de bons résultats."

Le lithium, c'est le diable, lâchent-ils. La poussière dégagée par la mine et sa gigantesque consommation d'eau vont tout anéantir, ils n'ont aucun doute là-dessus. Orlando Alves, le maire de Montalegre, rappelle que si la prospection est terminée et le contrat de concession signé, il manque encore l'étude d'impact environnemental et le plan d'extraction - et c'est ce dernier qui déterminera si la catastrophe atteint Morgade ou non. "Nous sommes du côté de la population, nous sommes ses représentants. Mais en tant qu' élu local, je suis favorable aux projets créateurs de richesse, d'emplois et de développement. Quand j'essaie d'imaginer ces terres dans dix ans, je me demande si elles auront encore des habitants. Les créneaux agricoles novateurs ne

Contexte

Des milliards dans le sous-sol

●●● Depuis l'été, pas un journal portugais n'a manqué de consacrer un reportage - comme le fait l'hebdomadaire **Expresso** - à "la course folle au lithium" dans laquelle s'est engagé le Portugal. Car l'enjeu est de taille : le sous-sol du pays regorge de ce métal d'avenir. Ses réserves, estimées à 60 000 tonnes métriques, seraient même les plus importantes d'Europe. Cet enjeu, le vice-président de la Commission européenne en charge de l'Énergie, Maroš Šefčovič, l'a résumé en une simple phrase voici un an : "Le lithium pourrait valoir de l'or pour le Portugal, puisque nous estimons qu'en 2025 le marché européen des batteries vaudra 250 milliards d'euros par an."

Le Premier ministre socialiste António Costa l'a bien compris. À l'aube des législatives du 6 octobre, son gouvernement est sur le point de "clôre un complexe cahier des charges qui va définir la carte de la prospection du minerai le plus recherché par l'industrie mondiale des batteries", rapporte le site **Dinheiro Vivo**. L'appel d'offres international pour l'attribution des licences d'exploitation, qui devait être lancé cet été, le sera finalement lors de la prochaine législature.

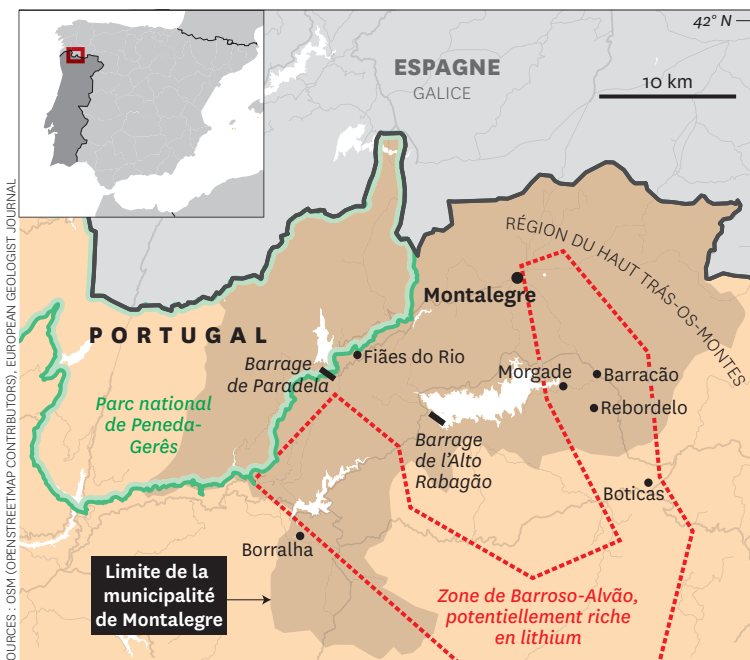
Problème : "le pétrole blanc divise le pays", relève le journal **i**. Huit municipalités se sont déjà opposées aux projets d'extraction du lithium, par crainte des risques environnementaux. La résistance écologiste s'organise.

suffisent pas à empêcher le dépeuplement. Un paysage n'a jamais fixé personne non plus. Je soutiendrai mes administrés s'ils refusent la mine, mais nous avons besoin d'une activité économique qui attire des habitants."

Le secrétaire d'État à l'Énergie se dit conscient des problèmes liés à l'exploitation minière. "C'est pourquoi nous obligeons les concessionnaires à procéder à une restauration écologique en continu, au fil de l'exploitation du sous-sol." João Galamba insiste : le Portugal ne peut ignorer qu'il possède le plus grand gisement de lithium d'Europe, un minerai crucial pour la transition énergétique. Mais le spécialiste de l'environnement Miguel Dantas da Gama ne lâche rien : cela ne doit pas se faire au détriment d'un trésor naturel comme celui de Montalegre. "J'ai parfois le sentiment qu'au Portugal on navigue toujours à vue, à la recherche du bénéfice immédiat et facile, pour ensuite se rendre compte de dommages irréversibles. Notre pays devrait au contraire définir un vrai plan pour ses campagnes, au lieu de profiter du fait qu'elles soient vides pour y commettre le pire."

—Ricardo J. Rodrigues

Publié le 23 juin





PACTE DE MILAN

**WE WILL 200 VILLES
DU MONDE WORK TO
DEVELOP RÉUNIES
SUSTAINABLE FOOD
À MONTPELLIER
SYSTEMS THAT ARE POUR
UNE ALIMENTATION
INCLUSIVE, RESILIENT,
DURABLE
SAFE AND DIVERSE.***

* Extrait du texte officiel du Pacte de Milan : « Nous travaillerons au développement de systèmes alimentaires durables inclusifs, résilients, sûrs et diversifiés » - Just Happiness - Direction de la communication - 09/2019.

DU 7 AU 9 OCTOBRE

#Agirpourunmondedurable

montpellier-milanpact2019.com



5^e Sommet des Maires
et Rencontre Annuelle du Pacte de Milan
de Politique Alimentaire Urbaine





Carnet

*Alimentation
durable*

UNE BOUCHÉE
POUR LA
PLANÈTE

RÉALISÉ PAR L'AGENCE COURRIER INTERNATIONAL INDÉPENDAMMENT DE LA RÉDACTION

UNE ALIMENTATION SAINES POUR UNE PLANÈTE SAINES

La forte consommation de viande de bœuf et de produits laitiers, en particulier dans les pays aux revenus les plus élevés, alimente la crise climatique. Une équipe de scientifiques a mis au point un régime alimentaire universel pour notre santé et la santé de notre planète.

Quels aliments ont le plus d'impact écologique ?
Quel type de poisson choisir ?
Dois-je devenir végétarien ?

Autant de questions dont les réponses sont parfois floues. Le *New York Times* conseille par exemple pour les personnes qui souhaitent continuer à manger de la viande d'essayer de ne consommer qu'une portion de viande rouge par semaine, en la remplaçant par du poulet, du porc, du poisson ou des protéines végétales. Dans un rapport publié dans la revue *The Lancet* 37 scientifiques issus de 16 pays du monde entier ont proposé un régime alimentaire universel afin d'équilibrer son assiette pour préserver sa santé et la planète. Le quotidien *El País* reprend ce rapport et donne les quantités d'aliments à consommer (en grammes par jour) pour répondre à ce régime vertueux. À vos balances !

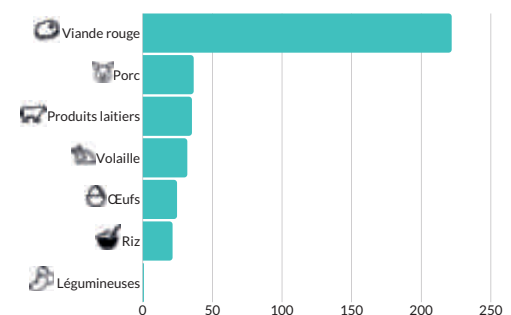
Le régime universel permettrait d'éviter chaque année 11 millions de décès dus à une alimentation malsaine

Pour se conformer aux prescriptions du régime, les Nord-Américains doivent réduire leur consommation de viande rouge de 84 %, contre 77 % pour les Européens, rapporte *The Guardian*. La BBC propose un test pour connaître vos émissions de CO₂ selon votre alimentation. Par exemple, manger une banane par jour revient à ajouter 25 kilos de gaz à effet de serre (GES) à vos émissions annuelles. Cela équivaut à conduire une voiture à essence sur 103 kilomètres. Cette consommation de bananes utilise également 3 334 litres d'eau, soit l'équivalent de 51 averses de huit minutes. Les agrumes ou la pomme, en revanche, émettent deux fois moins de GES que la banane.

Selon les scientifiques, le régime universel est une solution intéressante, car il permettrait d'éviter chaque année au moins 11 millions de décès causés par une alimentation malsaine, tout en assurant le devenir de la planète.

Comparatif de l'impact des aliments sur l'environnement

ÉMISSIONS DE GES PAR GRAMME DE PROTÉINE, PAR TYPE D'ALIMENT (EN GCO₂EQ)



SOURCE : CLARK & TILMAN (2017)

FICHE PRATIQUE

L'ASSIETTE TYPE IDÉALE

Légumes : 300 g/jour
Produits laitiers : 250 g/jour
Graines : 232 g/jour
Fruits : 200 g/jour
Pomme de terre : 50 g/jour

Sources de protéines

Haricots secs, lentilles, pois : 75 g/jour
Noix : 50 g/jour
Poulet et autres volailles : 29 g/jour
Poisson : 28 g/jour
Bœuf, agneau, porc : 14 g/jour
Œufs : 13 g/jour



ISSU DU RAPPORT DE L'EAT-LANCET COMMISSION ON FOOD, PLANET, HEALTH, JANVIER 2019

© FREEPIK

«1% pour la planète, un grand pas pour l'humanité.»

Le Collectif des salariés Jardin BiO®



Si toutes les grandes marques donnaient 1% de leur chiffre d'affaires pour préserver la planète, nous ferions un pas de géant pour les générations actuelles et futures. Les entreprises ou les marques affichant le logo 1 % for the Planet reversent 1 % de leur chiffre d'affaires à des associations environnementales.

Rejoignez les 300 entreprises françaises déjà engagées, pour que l'émerveillement sur notre planète, comme sur la Lune, perdure.

www.onepercentfortheplanet.fr



Jardin BiO donne depuis 2007 1% de son chiffre d'affaires pour financer l'agriculture écologique, les jardins partagés et préserver les semences ancestrales. **Pour une Terre saine, vivante et fertile.** Jardin BiO est une marque de l'entreprise familiale LÉA NATURE.
www.leanature.com

INTERNET OF FOOD : ALLONS-NOUS MANGER NOS DONNÉES ?

Selon l'institut d'études IRI France, 15 % des Français utilisent des applications lors de leurs courses (contre 5 % en mars) pour connaître la composition des aliments. Face à ces exigences de transparence, les grandes marques comme chez les distributeurs procèdent à des changements de recette et de formulation.

Le sachet d'épinards dans votre réfrigérateur peut indiquer qu'il est bio, porter le nom du distributeur et se vanter d'avoir été lavé trois fois, mais vous ne savez toujours pas très bien d'où il vient. Pour suivre chaque produit depuis le lieu de production jusqu'à la table, une étiquette avec un QR code pourrait vous donner des informations sur ce que vous achetez. C'est l'objectif de l'Internet of Food (IoF) : aider tout un chacun à faire des choix plus éclairés en matière de consommation.

Scanner les produits avec son téléphone dans les allées des supermarchés est devenu un geste courant. Yuka est une application vedette qui permet de déterminer la qualité d'un aliment en scannant son code-barres. Elle comptabilise plus de 7,5 millions d'inscrits, une révolution dans nos modes de consommation. D'autres applis détaillent également l'origine et la composition des produits en photographiant votre assiette afin d'équilibrer vos repas. Face à cette vague de transparence, plusieurs industriels et distributeurs bannissent des produits controversés de leurs rayons. Le distributeur français Intermarché a annoncé qu'il allait changer 900 recettes afin que ces denrées obtiennent un meilleur score sur l'application Yuka. En parallèle, l'ANIA, l'Association nationale des industries alimentaires, travaille depuis quatre ans sur une énorme base de données baptisée Num-Alim. Cette "encyclopédie" vise à connaître les conditions de production, la traçabilité, l'impact sanitaire et nutritionnelle... une sorte de carte d'identité d'un produit.



© FREEPIK

TOP 6

DES APPLIS ALIMENTAIRES

ScanUp, en plus des mêmes fonctions que Yuka, permet aux utilisateurs de participer à l'élaboration de nouveaux produits pour améliorer leur qualité. Une pizza de la marque Franprix a ainsi été mise au point.

Maïa Coach : une photo de votre assiette suffit et cette appli analyse vos repas et vous propose des solutions pour les améliorer. C'est la première application de coaching nutritionnel remboursée par les mutuelles.

Too Good To Go vise à manger sans gâcher. L'appli met en relation les consommateurs avec les commerces qui ont des invendus consommables.

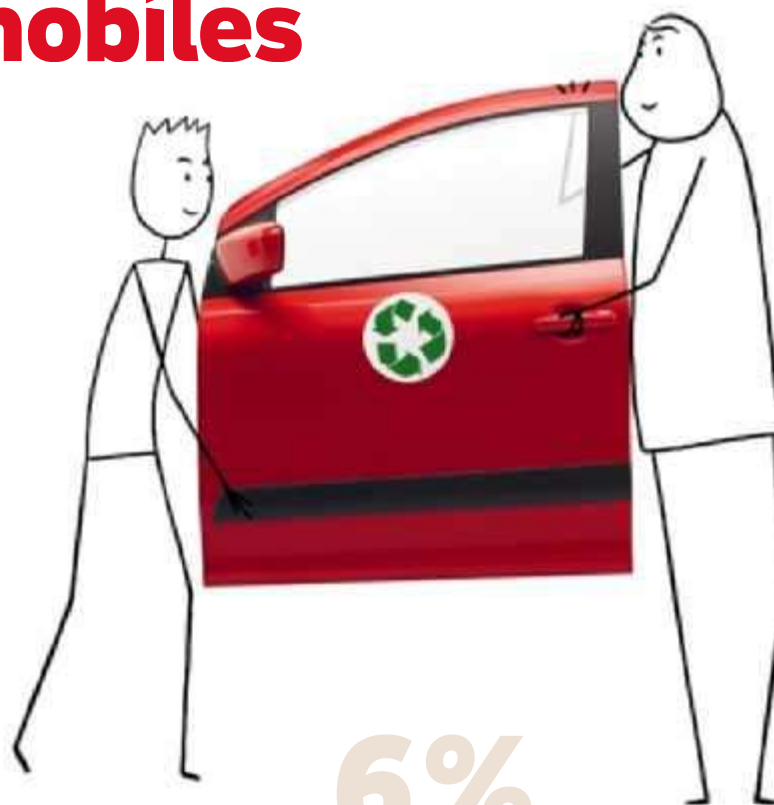
Foodvisor se sert de l'intelligence artificielle pour reconnaître les aliments à partir de photographies et estimer le nombre de calories, de protéines, de fibres de votre assiette.

Vegg'Up propose toutes une série de recettes plaisir et équilibrées à ceux qui se lancent dans un régime végétarien/végétalien.

Kwalito vérifie que la composition des aliments correspond au régime souhaité : sans lactose, sans gluten, sans arachide, pour femmes enceintes.

Pourquoi privilégier les pièces automobiles recyclées ?

En cas d'accident, l'assureur est en première ligne pour prendre en charge la réparation du véhicule. Consciente de l'importance des assureurs sur le marché des pièces automobiles, MAIF a choisi de le rendre plus éthique en contribuant à structurer la filière des pièces recyclées. Une démarche qui profite à tous, et surtout à la planète.



6%

Une pratique utile et engagée

Grâce à un partenariat unique en France avec des recycleurs agréés par les préfectures, MAIF propose depuis 2013 à ses sociétaires - sous réserve de leur accord - des pièces issues de l'économie circulaire. Le groupe mutualiste est ainsi le premier assureur français à avoir lancé une démarche active sur le recyclage des pièces pour soutenir la loi sur la transition énergétique.

Une démarche engagée, quand on sait que donner une seconde vie aux pièces automobiles permet d'économiser des ressources, de l'énergie et des matériaux non-renouvelables dont la planète vient à manquer. Pour l'assureur militant, réutiliser ce qui peut l'être doit devenir le réflexe de chacun. MAIF a ainsi demandé à ses recycleurs agréés de démonter tout véhicule non-réparable

de plus de 8 ans pour alimenter ses circuits en pièces recyclées. Cela représente 18 000 véhicules par an et peut alimenter 90 000 réparations.

Un procédé simple qui profite à tous

Pour les sociétaires, les avantages sont nombreux. En plus de contribuer à créer de l'emploi local et à lutter contre le gaspillage, utiliser des pièces recyclées abaisse le prix des réparations. Cela permet de sauver des véhicules qui seraient autrement « économiquement irréparables » et envoyés à la déconstruction.

Quant au procédé, il est des plus simples : le réparateur partenaire commande les pièces recyclées selon leur disponibilité. Chaque pièce est démontée, nettoyée et référencée par un code barre pour assurer sa traçabilité jusqu'au véhicule source. Les pièces sont préparées

La MAIF réalise 6 % des réparations automobiles avec des pièces recyclées quand le marché se situe autour de 3 %. L'ambition MAIF : atteindre les 10 %.

(ponçage, dégraissage) puis repeintes à la teinte du véhicule. Le résultat final est identique à celui d'une pièce neuve. Une solution économique et responsable que la MAIF garantit à vie.



assureur militant



DEMAIN, DES FERMES SUR NOS BALCONS

En 2050, plus de deux tiers de l'humanité vivra en ville. Il est donc nécessaire de rapprocher l'agriculture des villes et les consommateurs des producteurs. Des initiatives émergent à travers le monde, au sein de villes qui entament ce processus de rapprochement.

Pourquoi le saumon d'Alaska devrait-il être expédié en Chine pour y être fileté, puis renvoyé au-delà du Pacifique en Californie pour être vendu et consommé ? Face aux grands producteurs qui font voyager leurs produits sur de longues distances, plusieurs villes, à travers le monde, organisent d'ores et déjà une réponse locale.

À Montpellier, du 7 au 9 octobre, les 179 villes signataires du Pacte de Milan

vont tenter de trouver des solutions locales à cet enjeu global qu'est le développement d'une alimentation durable et responsable à l'échelle planétaire. Pour y parvenir, l'agriculture urbaine, star des circuits courts, se propage sur toute la planète et raccourcit la distance entre producteur et consommateur. L'objectif : augmenter l'autonomie alimentaire pour développer des villes davantage nourricières. En France, le degré d'autonomie alimentaire moyen des 100 premières

LE SAVIEZ-VOUS ?

San Francisco

C'est la ville où le terme locavore a été utilisé pour la première fois.

23 %

Manger bio diminuerait de 23 % le risque de surpoids.

18 kg d'équivalent CO₂

C'est ce que représente la production de 1 kilo de viande bovine, contre 3 pour le porc et 0,2 pour les légumes secs.

Australie

Il s'agit du pays qui cultive le plus d'aliments bio.

10 fois

Une tomate sous serre chauffée hors saison produit 10 fois plus de GES qu'une tomate de saison.

1/3

Au niveau mondial, un tiers des aliments est jeté chaque année.

aires urbaines est seulement de 2,1 %. À Quito, en Équateur, grâce aux cultures en terrasses et aux grands jardins, l'agriculture urbaine améliore la sécurité alimentaire et préserve autant d'espaces verts que possible. Au cours des dix-sept dernières années, environ 4 000 vergers ont été créés, ainsi que des potagers sur les toits-terrasses et des vastes zones de jardin destinées à la culture de légumes. À Chicago, on estime qu'il y a actuellement quelque 38 fermes urbaines. Tout a commencé il y a quinze ans, lorsque Urban Growers, un organisme à but non lucratif, a sensibilisé les adolescents à l'agriculture. Certains, aujourd'hui devenus agriculteurs, ont transformé d'anciens terrains industriels en fermes agricoles. En Afrique, à Dakar, la ferme Beer Shéba a pour projet de régénérer une

agriculture sans engrais chimiques ni pesticides. Pour contribuer à reverdir le Sahel, Beer Shéba enseigne également à ses étudiants une technique particulière d'agroforesterie. Le but : protéger et stimuler la régénération naturelle des espèces en misant sur les semences qui ont survécu à la saison des pluies. Plus de 60 000 arbres se sont régénérés naturellement sur les 100 hectares du domaine. Autonomie alimentaire, circuits courts, traçabilité des produits, producteurs locaux, l'agriculture urbaine rassemble des solutions de sécurité alimentaire. Attention toutefois aux circuits de proximité qui transportent leur marchandise dans des petits utilitaires peu remplis et aux consommateurs qui utilisent leur voiture. Les émissions de GES peuvent vite grimper.

Le Pacte de Milan

En 2015, à l'occasion de l'Exposition universelle de Milan, en Italie, plus de 200 villes du monde entier ont signé le pacte de politique alimentaire urbaine de Milan. Ce pacte engage les villes signataires à développer des systèmes alimentaires territoriaux durables et équitables, à promouvoir une alimentation saine auprès de leurs citoyens et à garantir le droit à l'alimentation pour tous. Après Milan, Rome, Valence et Tel-Aviv, Montpellier recevra le 5^e Sommet des maires du Pacte de Milan les 6, 7 et 8 octobre prochain.

**10
18**

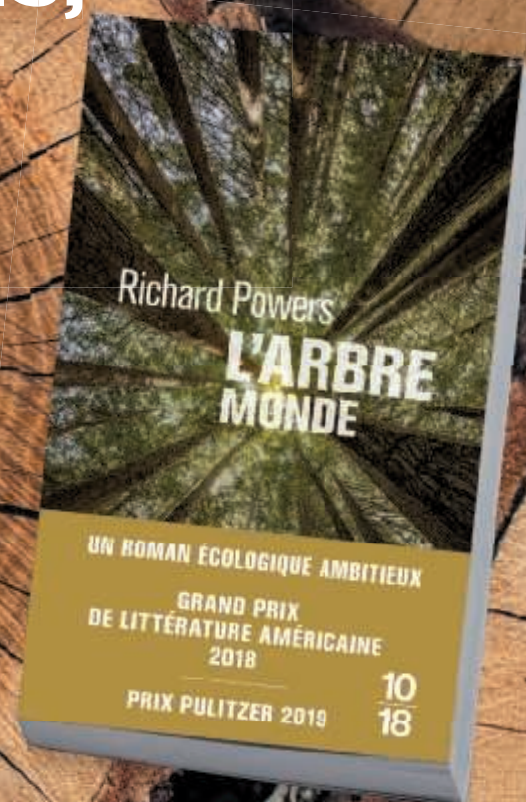
LISEZ
INSPIRÉ

« L'un des écrivains les plus puissants et originaux de la scène littéraire américaine. »

Florence Noiville,
Le Monde des Livres

En suivant une botaniste qui perce le **SECRET** de la **COMMUNICATION** entre les **ARBRES**, **RICHARD POWERS** nous emmène au plus profond de nos **RACINES**.

PROMENONS-NOUS DANS LES BOIS, TANT QUE L'HOMME N'Y EST PAS.



trans- versales.

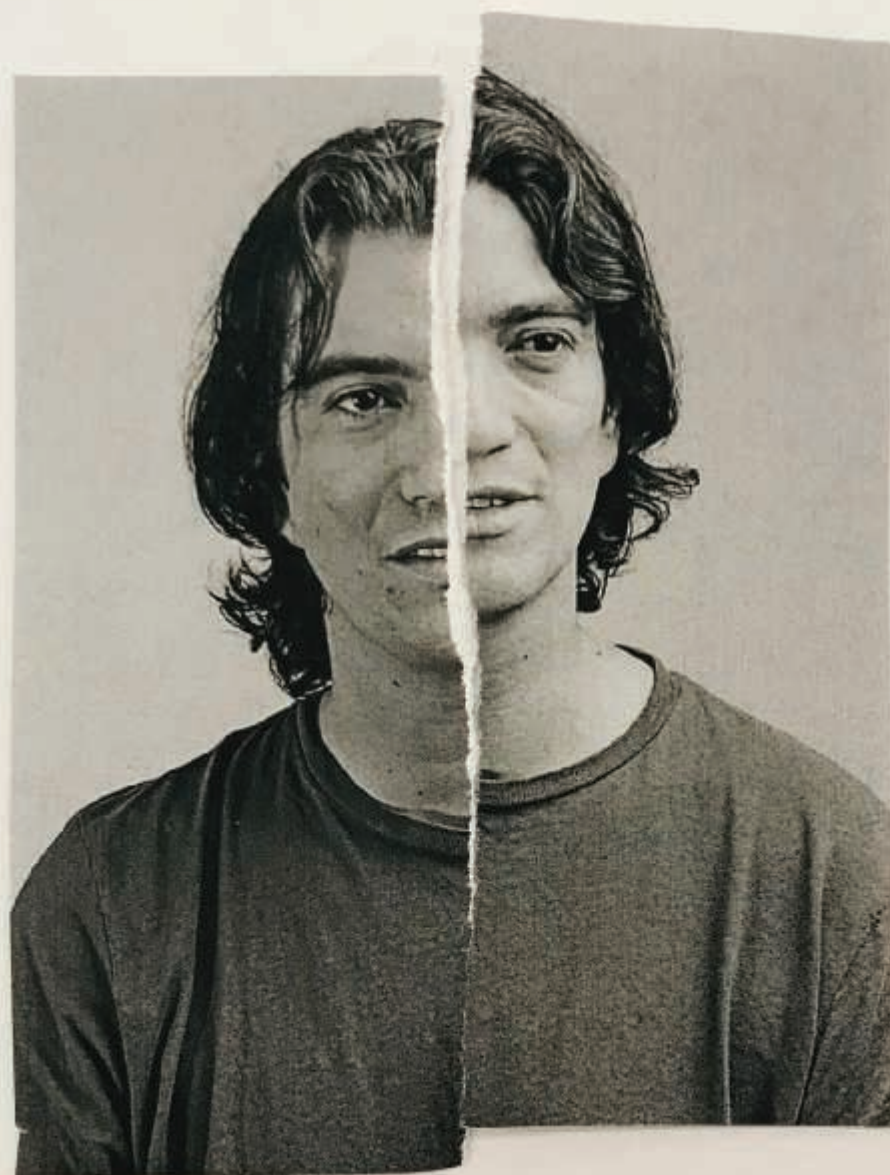
économie



Sciences.....50
Signaux51

Adam Neumann, la chute d'un patron mégalo

Immobilier. Devenu encombrant avant l'introduction en Bourse de sa société de bureaux partagés WeWork, le PDG a dû démissionner. Quelques jours plus tôt, le *Wall Street Journal* dressait son portrait. Décapant.



—The Wall Street Journal (extraits) New York

Adam Neumann planait. Littéralement. C'était l'été 2018. Son entreprise de location de bureaux, WeWork, était sur le point d'être évaluée à 47 milliards de dollars [43 milliards d'euros]. Le chiffre d'affaires doublait d'une année sur l'autre. Et le PDG fumait du cannabis avec ses amis alors qu'ils survolaient l'Atlantique en jet privé.

Quand ils ont atterri en Israël et quitté l'appareil, l'équipage a trouvé dans un paquet de céréales une quantité non négligeable de marijuana, selon des personnes ayant connaissance de cet incident. Le propriétaire de l'avion, craignant qu'on l'accuse de trafic international, a informé Adam Neumann qu'il devrait

se débrouiller pour rentrer à New York.

Depuis qu'il a cofondé WeWork – récemment rebaptisé The We Company – avec Miguel McKelvey en 2010, Adam Neumann dirige le groupe avec un style exubérant qui sort de l'ordinaire. Sa vision entrepreneuriale, son charisme et son goût du risque ont permis à l'entreprise d'enregistrer un chiffre d'affaires annuel supérieur à 2 milliards de dollars, et ont fait de We Co. la start-up ayant la valorisation la plus élevée

aux États-Unis. [Sur la base du prix payé par le japonais SoftBank, quand il a renforcé sa présence au capital, en janvier, We Co. vaudrait 47 milliards de dollars.]

Mais aujourd'hui, les atouts qui ont précisément contribué à la croissance effrénée de WeWork sont perçus comme des risques à l'approche d'une introduction

en Bourse – notamment à cause de son PDG [devenu président non exécutif, le 24 septembre], qui ne correspond guère à l'idée qu'on se fait du patron d'une entreprise cotée.

Les investisseurs se méfient de plus en plus de l'argument qui a fait le succès de Neumann : We serait bien plus qu'une société immobilière. En raison d'une croissance dynamique et d'un recours aux innovations technologiques, elle mériterait une valorisation habituellement réservée aux géants de la tech. Mais de nombreux actionnaires potentiels y voient plutôt une entreprise de sous-location de bureaux, certes en forte croissance, mais qui a perdu plus de 1,6 milliard de dollars en 2018.

Depuis que, en août, We a déposé [auprès de l'autorité des marchés] son document d'introduction en Bourse, la start-up est assaillie de critiques, qui

portent à la fois sur sa gouvernance, son modèle économique et sa rentabilité. Si elle entrait aujourd'hui à Wall Street, le prix de ses actions la valoriserait sans doute à un tiers des 47 milliards de dollars atteints lors du tour de table de janvier – un effondrement quasi inédit. À la mi-septembre, We a d'ailleurs reporté son introduction en Bourse, en octobre au plus tôt.

“Quand je l'ai rencontré, il m'a convaincu d'investir en quelques minutes.”

Joey Low,
STAR FARM VENTURES

À Wall Street et dans la Silicon Valley, les investisseurs ont été atterrés par le nombre de conflits d'intérêts potentiels révélés dans ce document. Par exemple, Neumann loue à son entreprise des biens dont

il est propriétaire, et il emprunte beaucoup d'argent en se servant de ses actions comme garantie.

Même certains investisseurs de We ont exprimé leur mécontentement quand ils ont appris qu'une entité contrôlée par Neumann avait vendu à We Co. les droits du mot “We” [“nous”] pour près de 6 millions de dollars. Après le tollé qui a suivi, il a remboursé cette somme. Le PDG n'a pas souhaité s'exprimer pour cet article.

Kibboutz. Adam Neumann, qui a aujourd'hui 40 ans, a toujours affiché les qualités que recherchent les investisseurs chez un créateur de start-up dans la Silicon Valley, même s'il est installé à New York. Du haut de son mètre quatre-vingt-quinze, l'homme est incroyablement ambitieux, il a un vrai sens du récit et ne manque pas de charisme.

Élevé en Israël dans un kibboutz, il est arrivé aux États-Unis



✎ Illustration de Molly Bedford.
Photo Peter Preto/New York

à 22 ans, où il a étudié à [l'université publique de New York] Baruch College et tenté de créer plusieurs entreprises. Une idée de chaussures pour femmes à talons télescopiques, par exemple, n'a pas décollé. Dans son appartement de Tribeca, dans le sud de Manhattan, il a aussi créé Krawlers, une marque de vêtements pour enfants équipés de genouillères, pour qu'ils soient plus à l'aise en marchant à quatre pattes. *"Ce n'est pas parce qu'ils ne disent rien qu'ils n'ont pas mal"*, affirmait le slogan. Mais le projet n'a pas convaincu.

Il est arrivé que Rebekah Neumann licencie un employé parce qu'elle n'aimait pas son énergie.

Puis, pendant la récession qui a suivi la crise financière de 2008, Neumann et McKelvey ont créé un petit espace de coworking dont le succès les a eux-mêmes surpris. En 2010, ils fondaient WeWork, dont le modèle économique était globalement le même qu'aujourd'hui : ils louent des locaux avec un bail à long terme [une quinzaine d'années], ils rénovent ces espaces pour les rendre modernes et engageants, puis ils y organisent la sous-location à court terme de bureaux et de salles.

À mesure que l'entreprise montait en puissance, Neumann s'efforçait de lui donner une image de start-up technologique. WeWork a ainsi proposé une appli mobile à ses clients, censée favoriser la constitution d'un "réseau social physique". L'entreprise a aussi mis l'accent sur les données collectées et sur son recours à l'intelligence artificielle pour en savoir plus sur les bâtiments.

"Quand je l'ai rencontré, il m'a convaincu d'investir en quelques minutes", raconte Joey Low, dont le fonds Star Farm Ventures a investi plusieurs fois dans l'entreprise depuis 2013. *"Il avait terriblement envie de réussir, ça c'est certain."* Même d'anciens cadres qui n'apprécient pas Neumann lui reconnaissent une capacité extraordinaire de motiver les employés et de mettre en valeur l'entreprise.

L'entrepreneur s'affranchit de nombreuses conventions

habituellement associées au PDG en costume. Il marche souvent pieds nus au bureau. Dans d'anciens locaux, il diffusait à fond des chansons de Rihanna pendant qu'un coach tenait un punching-ball devant lui ; puis, en sueur, il faisait le tour des bureaux. Comme certains patrons très médiatiques de la tech [dont Elon Musk, le fondateur de Tesla], il espère vivre éternellement, si l'on en croit ses connaissances, et il a investi dans une start-up – Life Biosciences – qui vise à prolonger la vie et dont la mission est de *"créer un avenir où le déclin lié à l'âge ne sera plus inéluctable"*.

À mesure que WeWork s'est développé, Neumann a reçu de plus en plus de capitaux, d'abord des dizaines de millions de dollars versés par des investisseurs en capital-risque, puis des centaines de millions apportés par les gestionnaires de fonds T. Rowe Price et Fidelity Investments. Et, surtout, il a veillé à s'arroger le contrôle de l'entreprise en 2014, quand les investisseurs se bousculaient à sa porte, grâce à des actions ayant dix fois plus de droits de vote que les autres.

Grain de folie. Finalement, il a trouvé une âme sœur en la personne de Masayoshi Son, PDG du géant japonais des télécommunications SoftBank, qui, comme lui, aime la prise de risque et les paris démesurés. Masayoshi Son a créé en 2017 le plus grand fonds mondial d'investissement dans les nouvelles technologies [le Vision Fund, avec des capitaux saoudiens]. En 2017, SoftBank a injecté 3,1 milliards de dollars dans WeWork. Neumann raconte que Masayoshi Son aimait son grain de folie et l'encourageait à aller encore plus loin. Une porte-parole de SoftBank n'a pas souhaité s'exprimer à ce sujet [le groupe japonais est l'un des actionnaires qui, le 24 septembre, a poussé Neumann à abandonner son poste de directeur général].

Parmi les anciens employés, beaucoup admettent qu'ils ne savaient pas toujours dans quelle mesure il fallait prendre au sérieux les propos de Neumann. Il a confié à au moins une personne qu'il espérait devenir Premier ministre d'Israël. Plus

Retour à la réalité

●●● Il y a quelques semaines, l'arrivée à Wall Street de The We Company, la maison mère de WeWork, était attendue comme l'une des plus importantes introductions en Bourse de l'année. Mais le 16 septembre, le groupe a suspendu in extremis l'opération, qui risquait de faire un bide. Les investisseurs avaient en effet découvert l'ampleur des pertes du groupe de coworking, ainsi que les pratiques, notamment un conflit d'intérêts, de son PDG, Adam Neumann. Ils avaient peut-être aussi réalisé que cette prétendue start-up technologique était une société immobilière au modèle économique fragile.

récemment, il a déclaré que, s'il se lançait en politique, ce serait pour devenir président du monde, d'après une autre source. Depuis deux ans, il a plusieurs fois annoncé qu'il voulait devenir le premier au monde à détenir au moins 1 000 milliards de dollars.

"Nous aurons sur cette Terre une influence et un impact phénoménaux", a-t-il déclaré en 2018 lors d'une retraite organisée pour ses équipes dans le sud-est de Londres. Un jour, a-t-il ajouté, l'entreprise saura *"résoudre le problème des enfants sans parents"*, puis s'attaquera à d'autres fléaux comme la faim dans le monde. L'alcool coulait à flots, les bouteilles de rosé étaient distribuées gratuitement. Des salariés venus du monde entier se faisaient prendre en photo avec Neumann. Certains ateliers avaient une composante spirituelle, notamment celui qui était animé par un spécialiste de la santé holistique, Deepak Chopra, qui encourage une pratique régulière de la méditation et du yoga.

S'il se lançait en politique, ce serait pour devenir président du monde.

Neumann a créé une culture d'entreprise à son image, qui s'exprime notamment par des tee-shirts arborant les slogans "Bosses plus" et "Dieu merci c'est lundi". Dans cette ambiance jeune et branchée, on travaille à fond et on s'amuse à fond. L'alcool a été une composante essentielle de cette culture, surtout les cinq premières années. Pour Neumann, l'alcool rassemble les gens. Sa boisson préférée, la tequila, est toujours à disposition en grandes quantités.

Cette culture s'est un peu estompée au fil des ans et, en 2019, la retraite estivale a été annulée. Neumann s'est également adouci, disent ses amis. Une évolution à laquelle a contribué sa femme. Rebekah Neumann, cousine de l'actrice et gourou du bien-être Gwyneth Paltrow, raconte qu'elle et Adam se sont tout de suite plu quand ils se sont rencontrés, à une époque où il était fauché et peinait à faire décoller ses projets d'entreprise. *"J'ai eu l'impression que le temps s'était arrêté"*, racontait-elle dans un podcast en 2018. *"J'ai su immédiatement que cet homme réussirait, avec un peu de chance, à sauver le monde."*

D'anciens employés qui ont côtoyé Rebekah soulignent qu'elle cherche à insuffler une certaine spiritualité à We – qui se donne pour mission d'*"élever la conscience du monde"*. Elle bénéficie par ailleurs d'une grande autonomie dans l'entreprise, et devait présider au choix du successeur de son mari au cas où il ne pourrait plus travailler, mais, sous la pression des investisseurs, ce pouvoir lui a tout récemment été retiré. Elle est la directrice chargée de l'image de la marque et la responsable de WeGrow [*"Nous grandissons"*] l'école maternelle et primaire dont les frais de scolarité peuvent atteindre 42 000 dollars par an. Le couple partage son temps entre ses nombreuses résidences (au moins cinq), notamment un domaine de 24 hectares dans le style Tudor, au nord de New York. Il a créé WeGrow car il jugeait insatisfaisante l'offre de scolarisation pour ses cinq enfants.

Adam et Rebekah sont parfois impulsifs, affirment d'anciens cadres. Il est arrivé plusieurs fois qu'elle licencie un employé quelques minutes après l'avoir

rencontré, parce qu'elle n'aimait pas son énergie.

Quand Adam Neumann a annoncé en juillet 2018, par vidéoconférence depuis Israël, que l'entreprise interdisait désormais la consommation de viande, les directeurs au siège new-yorkais ont été pris au dépourvu. Un groupe de travail s'est formé pour déterminer le motif de l'interdiction (ils ont choisi le développement durable) ainsi que les détails de son application. Il a été décidé que les employés ne pourraient plus faire passer en note de frais des repas carnés, mais qu'ils pourraient consommer de la viande dans les locaux tant que ce n'était pas l'entreprise qui payait. D'anciens employés affirment que depuis ils ont vu Neumann manger de la viande.

Objectifs délirants. Malgré tout, d'anciens cadres sont convaincus que les objectifs délirants fixés dans certains domaines, notamment la baisse des coûts de construction, ont abouti à de meilleurs résultats que si les objectifs avaient été réalistes – et contribuent à la croissance ininterrompue de l'entreprise.

De fait, le chiffre d'affaires double pratiquement tous les ans. C'est le principal argument de vente auprès des investisseurs et Adam Neumann s'attendait à ce qu'il soit aussi bien accueilli par les marchés boursiers. Mais après la publication de son document d'introduction en Bourse, à la mi-août, la société est devenue la cible de moqueries. Les analystes et les concurrents ont critiqué l'imprécision du modèle économique. Les tenants de la bonne gouvernance ont été horrifiés par la liste des conflits d'intérêts potentiels. Et beaucoup ont ricané en découvrant que le PDG tirait un profit personnel de la marque We [*"nous"*].

Après des années passées à la tête d'une entreprise non cotée en Bourse, Adam Neumann n'était pas préparé à ces réactions négatives. Lors d'une vidéoconférence avec l'ensemble du personnel, le 17 septembre, il a déclaré que les équipes avaient *"maîtrisé la perfection les rouages du marché privé"*. Mais, a-t-il ajouté, l'entreprise doit encore apprendre les règles du jeu des marchés boursiers.

— Eliot Brown

Publié le 18 septembre

SCIENCES



Le casse-tête du dingo

Écologie. En Australie, les scientifiques se déchirent : faut-il considérer le dingo comme une espèce ou comme un chien sauvage ? L'avenir de cet animal pourrait bien en dépendre.



—Undark (extraits) Cambridge (Massachusetts)

Le dingo est peut-être l'animal australien le plus sujet à polémique. D'un côté, il y a les défenseurs de ce chien errant, membre emblématique de la faune unique du pays, et, de l'autre, il y a ceux qui n'y voient qu'un chien sauvage et un fléau pour l'agriculture.

Cette ambivalence se retrouve dans la loi. Au niveau fédéral, le dingo est considéré comme une espèce autochtone, au même titre que le kangourou, le koala. Mais dans la plupart des États et territoires australiens où vivent des dingos, les propriétaires fonciers sont autorisés par la loi (voire obligés, dans certains secteurs) à tuer les “chiens sauvages” – une catégorie qui inclut les dingos ainsi que des chiens domestiques retournés à l'état sauvage et leurs hybrides.

Face aux efforts concertés des autorités locales pour débarrasser les régions d'élevage de moutons et de chèvres des animaux susceptibles de faire des ravages, certains spécialistes veulent mettre fin au massacre. Ils font valoir que, dans ce pays ayant le plus fort taux d'extinction d'espèces de mammifères du monde, le dingo – le seul grand prédateur du continent – occupe une niche écologique cruciale en protégeant les petits mammifères des chats sauvages et des renards et en

évitant le surpâturage de leur habitat par les kangourous.

S'il est reconnu comme espèce, il pourra, en cas de déclin de sa population, figurer parmi les animaux menacés aux termes de la loi pour la préservation de l'environnement et la conservation de la biodiversité. Dans le cas contraire, il ne sera pas protégé.

En comparaison d'animaux autochtones comme le kangourou et l'ornithorynque, qui ont évolué pendant plus de 125 millions d'années, le dingo est un animal relativement jeune, introduit en Australie il y a environ 3500 ans par des marchands d'Asie du Sud-Est. Mais aucun musée ne détient un spécimen type originel avec lequel les scientifiques pourraient comparer des dingos.

En 2014, Mike Letnic, biologiste de la conservation à l'université de Nouvelle-Galles du Sud à Sydney, et ses collègues ont donc décidé d'y remédier. Les caractéristiques du dingo qu'ils ont citées dans un article paru en 2014 dans le *Journal of Zoology* – une tête plus plate et large et un museau plus allongé que ceux d'un chien – sont suffisantes, selon eux, pour qu'un nom d'espèce puisse être attribué à l'animal. Ils ont retenu celui de *Canis dingo*, l'appellation

choisie en 1793 par le zoologiste allemand Friedrich Meyer : *Canis*, comme le loup, le coyote, le chacal ou le chien domestique, et *dingo*, le nom employé par les tribus aborigènes dharawals, près de Sydney.

L'article a suscité une onde de choc dans le milieu australien de la taxonomie, car il remettait en cause un autre classement du dingo basé sur sa place dans l'arbre généalogique désordonné des canidés. En 2017, Kristofer Helgen, taxonomiste des mammifères à l'université d'Adélaïde, et d'autres scientifiques ont rédigé une réfutation formelle de l'article de Mike Letnic. Selon eux, le dingo devrait être appelé *Canis familiaris*, comme le caniche, le rottweiler et d'autres races de chien domestique.

Fin 2018, les défenseurs de l'environnement se sont alarmés quand l'État d'Australie-Occidentale, se basant sur la classification du dingo par Helgen dans la famille des *Canis familiaris*, a annoncé qu'après l'amendement de sa loi sur la conservation de la biodiversité, l'animal ne serait plus considéré comme un membre de la faune autochtone. Certains craignaient que cette initiative, destinée à assurer aux fermiers qu'ils pourraient continuer à abattre les chiens sauvages, ne crée un précédent dont d'autres États pourraient s'inspirer.

“La façon dont nous nommons les choses a son importance d'un point de vue politique et probablement aussi dans la manière dont nous les percevons”, observe Euan Ritchie, qui enseigne l'écologie de la faune sauvage à l'université Deakin de Melbourne. Comme un nombre croissant de scientifiques favorables à l'appellation *Canis dingo*, il craint que, si le dingo n'est pas considéré comme une espèce à part entière, il ne bénéficie guère de protections légales, si ce n'est d'aucune.

Les dingos ne sont pas menacés d'extinction imminente : selon des estimations très approximatives, le pays en abriterait entre 10000 et 50000. Mais certaines populations, en particulier dans le Sud-Est, où ils sont plus nombreux, sont en train de décliner et de perdre leur pureté génétique.

Avec un poids moyen de 15 kilos, le dingo ne pèse que le tiers de la masse du loup. Mais à l'instar de ce dernier et d'autres grands prédateurs, il est de plus en plus considéré comme un rouage essentiel de l'équilibre naturel. Au-delà du débat sur son importance écologique se pose la question sous-jacente de savoir s'il doit être considéré comme sauvage ou domestique. “C'est un autre taxon. Autre chose. On est tous d'accord là-dessus. Pour moi, ça signifie que c'est une espèce distincte”, insiste Mike Letnic.

Pas selon le biologiste Stephen Jackson, du Département des industries primaires de l'État de Nouvelle-Galles du Sud, qui a participé à la réfutation de son article. Dans un courriel, il écrit : “Le fait qu'un

chien (y compris le dingo) soit errant (c'est-à-dire qu'il vive à l'état sauvage) n'est pas un critère pertinent pour déterminer sa classification taxonomique.” Si le dingo est classé comme “une espèce distincte”, poursuit-il, “toutes les races anciennes devraient l'être également”.

Des études génétiques montrent que le dingo s'est différencié assez tôt des chiens modernes, vers la même époque que les races de chien dites “anciennes”. Alors que les races modernes sont apparues au cours des derniers siècles, les anciennes comme le basenji africain, le chow-chow et le malamute de l'Alaska remontent à plusieurs milliers d'années. Mais “dans le long processus de l'évolution, note Kristofer Helgen, ça ne fait pas une grande différence”.

“Certains pourraient se dire que si ce sont des chiens sauvages, il n'y a aucun mal à vouloir les exterminer.”

Euan Ritchie, CHERCHEUR

Pour lui, même sur le plan morphologique, le dingo ne constitue pas une espèce distincte. “Il n'a pas une seule caractéristique héritée de l'évolution qui le distinguerait de tous les autres chiens domestiques”, affirme-t-il.

Euan Ritchie et d'autres partisans de l'appellation *Canis dingo* ripostent en mettant l'accent sur des enjeux plus importants. “Des gens pourraient se dire que puisqu'il s'agit de chiens sauvages, il n'y a aucun mal à vouloir les exterminer”, remarquent-ils. Mais pour Stephen Jackson, “il faut savoir que le but de la taxonomie est d'abord de comprendre sur quoi on travaille et ensuite de parvenir à un résultat. Elle n'est pas effectuée à des fins de préservation de l'environnement”. Selon Kristofer Helgen, c'est aussi de la mauvaise science. L'opinion doit pouvoir être sûre que les scientifiques “jouent franc-jeu” au lieu de se laisser influencer par des plaidoyers.

Il serait crucial que des échanges constructifs aient lieu entre les scientifiques et les décideurs politiques, insiste Euan Ritchie. “Dans l'idéal, dit-il, les taxonomistes et les écologistes devraient travailler séparément et les politiques être suffisamment intelligents pour décider des mesures à prendre. Mais ce n'est pas toujours le cas.”

Pour Ben Allen, qui enseigne l'écologie de la faune sauvage à l'université du Southern Queensland et collabore étroitement avec le secteur de l'élevage, toutes ces querelles sont stériles. “Les gens continueront à abattre les chiens [sauvages] comme ils le font avec d'autres espèces autochtones qu'ils n'aiment pas, souligne-t-il. C'est une perte de temps de continuer sur cette voie. Cela ne permettra jamais d'obtenir le résultat escompté en matière de préservation de l'environnement.”

—Dyani Lewis
Publié le 12 août

Le dingo protège les petits mammifères des chats sauvages et des renards.



signaux

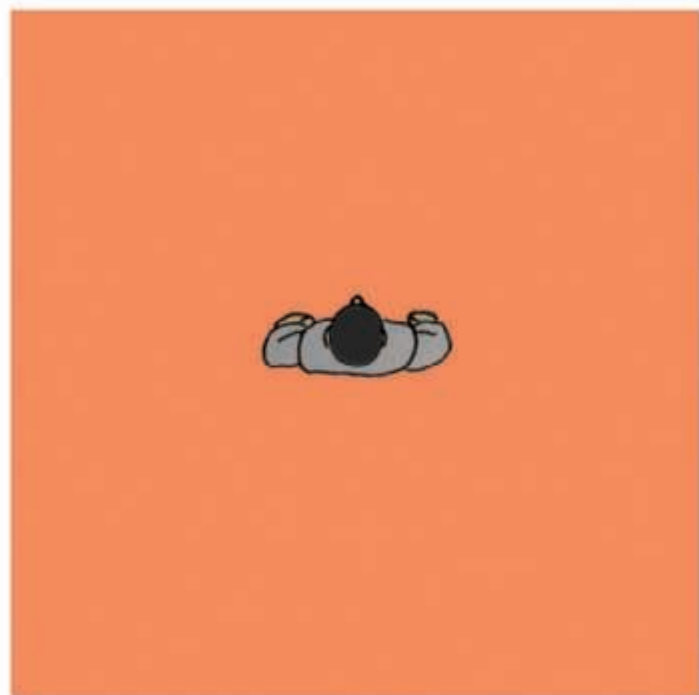
Chaque semaine, une page
visuelle pour présenter
l'information autrement

Quel espace pour les détenus ?

Aux États-Unis, mieux vaut être incarcéré dans une prison qu'être un migrant retenu à un poste-frontière.

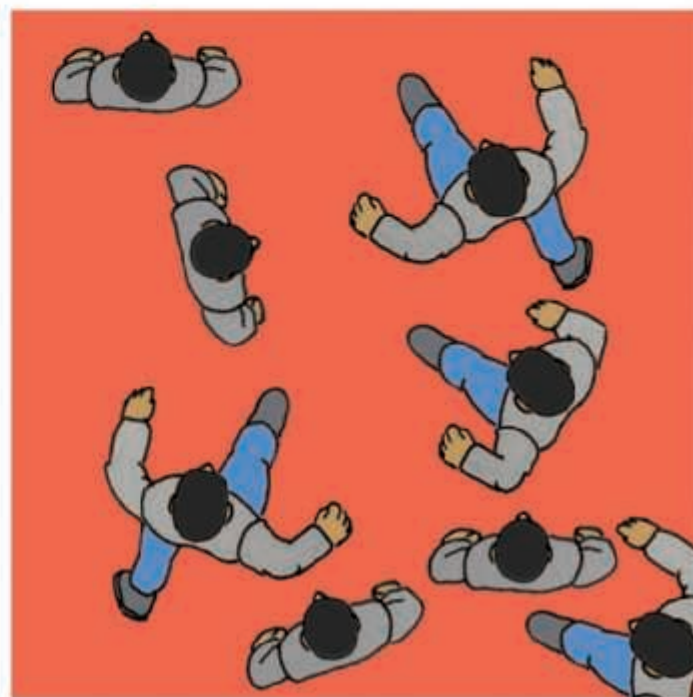


= 0,09 M²



SURFACE MINIMALE REQUISE
PAR PERSONNE DANS
LES PRISONS AUX ÉTATS-UNIS

SURFACE ACCORDÉE
AUX IMMIGRÉS DÉTENUS PAR
LA POLICE AUX FRONTIÈRES
DES ÉTATS-UNIS



La source



THE GUARDIAN. Cette infographie est parue le 5 juillet sur le site du quotidien britannique, après la publication d'une photo montrant des migrants détenus au poste-frontière de Fort Brown, au Texas, pressés contre les parois de la cellule. Selon le Bureau

de l'inspecteur général, 88 hommes adultes étaient entassés dans une pièce d'une capacité maximale de 41 personnes. Les conditions de détention dans ce centre de rétention pour migrants ne respectent pas les normes de l'American Correctional Association.

360



MAGAZINE

Les nouveaux hérétiques • Gastronomie 56
 Heureux hasards • Tendances 58
 Birgit Breuel, femme politique allemande • Entretien . 60

TRIPOLI, JOURS DE GUERRE ORDINAIRE

En mai, le photographe Lorenzo Tugnoli a séjourné au cœur de la capitale libyenne, en pleine offensive des forces du maréchal Haftar. Il a découvert une ville où la violence la plus extrême côtoie le quotidien le plus banal.



↑ Dans le centre de Tripoli, en mai. À quelques kilomètres des combats, les habitants n'ont pas renoncé à sortir et à se divertir le soir.

Il y a les images tristement familières des migrants rescapés des geôles des milices qui gangrènent la côte tripolitaine, dans le nord-ouest de la Libye; celles des civils fuyant les combats qui se déroulent autour et au sein de la capitale, Tripoli, depuis le 4 avril 2019, date du début de l'offensive du maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'est libyen, contre les forces loyales au gouvernement d'union nationale (GNA); celles des combattants qui se réimplantent au gré des déplacements incessants de la ligne de front; et, enfin, les images d'une vie quotidienne étonnamment banale, où les familles vont au parc pendant la journée et où les hommes fument la chicha le soir au café. Tout cela, dans le périmètre d'une seule agglomération.

Lorenzo Tugnoli connaît très bien le terrain libyen, où il fait *“des allers-retours fréquents”* depuis 2015. Comme il le souligne, la situation qu'il a observée durant son séjour à Tripoli en mai dernier est surréaliste (et elle n'a, d'après lui, *“pas beaucoup évolué”* depuis) : un mélange de populations et d'histoires qui cohabitent à quelques kilomètres de zones de guerre, et où l'aberration est devenue la norme. *“À Tripoli, en vous rendant sur la ligne de front, vous pouvez vous retrouver coincé dans un bouchon avec des gens qui se déplacent pour leurs trajets quotidiens, raconte le photographe. Les habitants se sont habitués depuis plusieurs années à côtoyer la violence. Ils font avec et continuent à vivre.”*

Une absurdité que l'on retrouve au cœur même des combats : *“Pendant ce reportage, j'ai interviewé le chef d'une milice qui se bat aux côtés du GNA, raconte Lorenzo Tugnoli. L'année précédente, il combattait le gouvernement; désormais, il dirige la milice sur laquelle il tirait un an avant.”*

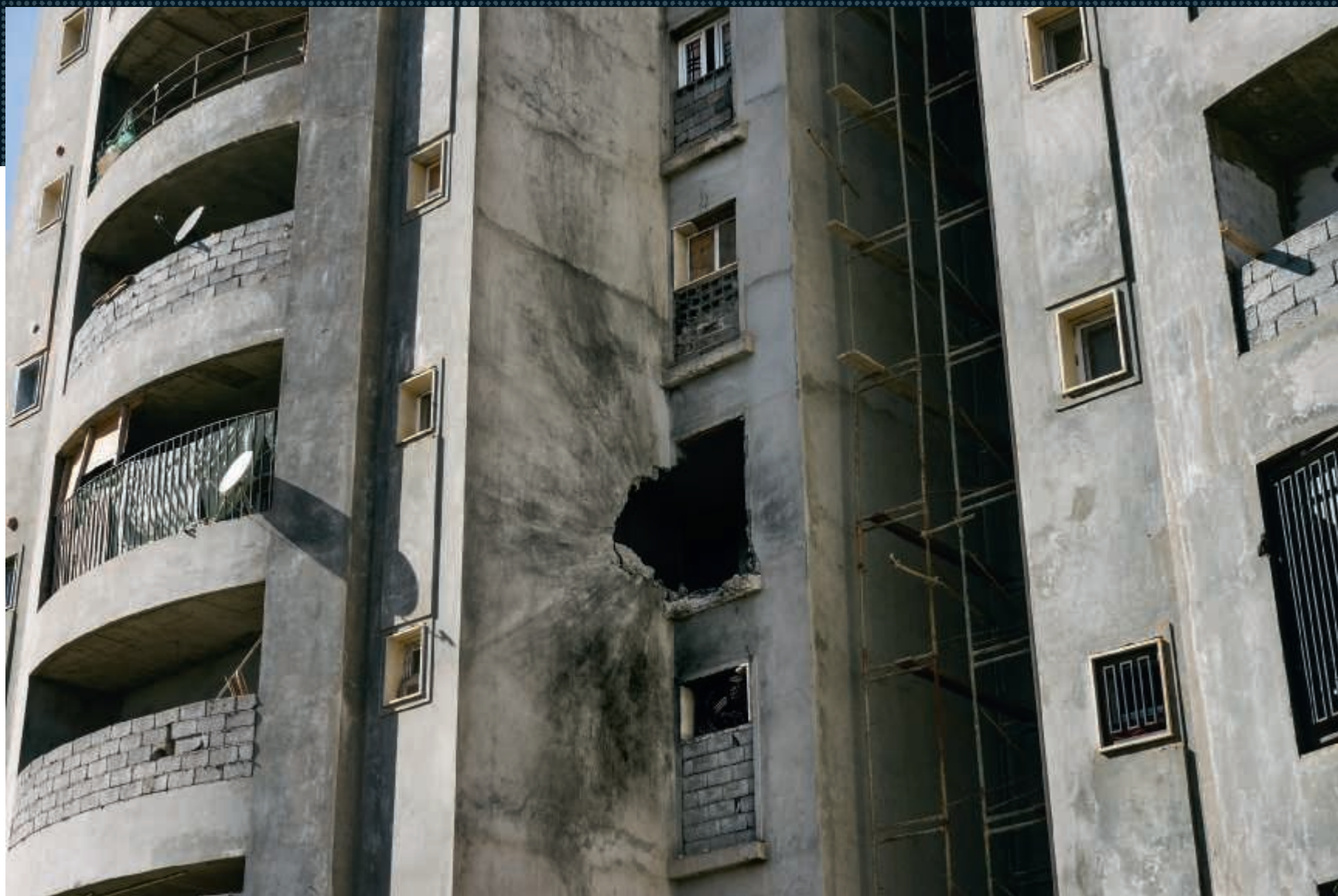
Fin connaisseur du Moyen-Orient et de l'Asie centrale, qu'il sillonne depuis près de quinze ans, l'Italien porte aussi un intérêt particulier à l'architecture, cette *“empreinte que laisse l'histoire dans les lieux”*. Une empreinte que Lorenzo Tugnoli restitue de façon magistrale avec ses images tout en contraste des grands ensembles de béton de l'ère Kadhafi et de certains quartiers du centre de la ville, bâtis du temps de la colonisation italienne et encore marqués par une architecture *“que l'on pourrait facilement retrouver à Rome”*.

— **Courrier international**

Le photographe

Lorenzo Tugnoli est né à Lugo (en Émilie-Romagne) en 1979. Après plusieurs années de reportage à travers le Moyen-Orient, il s'est établi en 2009 à Kaboul, la capitale de l'Afghanistan, où il a vécu plus de cinq ans. Aujourd'hui installé à Beyrouth (Liban), Lorenzo Tugnoli voyage régulièrement dans les pays de la région et collabore avec de nombreux journaux, parmi lesquels *The Washington Post* et *The New York Times*. Représenté par l'agence Contrasto, il a remporté en 2019 le premier prix de la catégorie General News Stories (Reportages) du concours World Press Photo pour son travail sur la guerre au Yémen.





↑ Cette résidence abrite des réfugiés de Benghazi, une ville de l'est du pays. Plusieurs habitants ont été blessés par un tir de roquette qui a détruit un appartement au troisième étage, en avril.



↑ Un combattant blessé par un tir de mortier est pris en charge dans un hôpital de fortune sur la ligne de front d'Aïn Zara, dans la banlieue sud de la capitale.



↑ Des membres d'une milice observent la ligne de front depuis une maison évacuée près du camp de Yarmouk, à une vingtaine de kilomètres du centre-ville.



↑ Le membre d'une milice près de la ligne de front d'Aïn Zara.



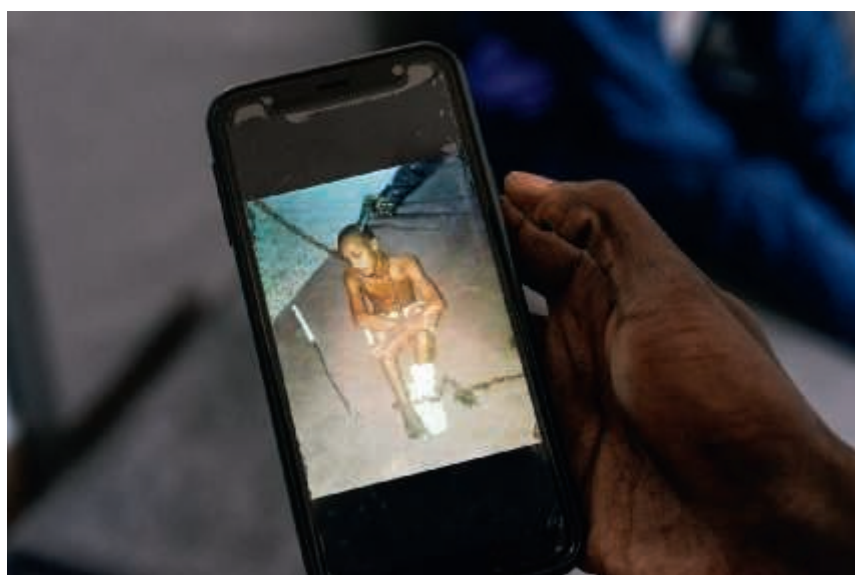
↑ Une famille fuit des tirs dans la banlieue sud de Tripoli. Ses membres ont profité d'une accalmie pour venir récupérer des effets personnels au domicile que des combats les avaient contraints à évacuer.



↑ Des enfants jouent près d'une résidence touchée quelques semaines auparavant par un tir de roquette.



↑ Un groupe de migrants réfugiés dans une école de Tripoli. Certains d'entre eux sont des rescapés de Qasr Ben Ghashir, un centre de détention qui s'est retrouvé en avril sur la ligne de front entre les forces loyales au gouvernement d'union nationale et celles du maréchal Haftar.



↑ Munir Abdallah, 27 ans, a fui l'Érythrée. Il montre une photo de lui utilisée par des trafiquants pour extorquer de l'argent à sa famille.



↑ Abdullah Al-Taïb, 27 ans également, vient du Soudan. Arrivé en Libye, il a été vendu et torturé à plusieurs reprises par des trafiquants. Il réside désormais dans une école convertie en centre d'hébergement pour les migrants.



Les nouveaux hérétiques

Aux États-Unis et ailleurs, de jeunes chefs réinventent la cuisine nipponne, bousculant les notions de tradition et d'authenticité.

—The New York Times Style Magazine (extraits) New York

En 1906, Kakuzo Okakura, érudit originaire de Yokohama, publiait *Le Livre du thé*, bref traité à l'intention des Occidentaux sur le *chanoyu*, rituel séculaire et parfaitement réglé de la cérémonie du thé japonaise. Élevé au rang de religion esthétique sous le terme de "théisme", le service du thé devait se comprendre, expliquait-il, comme une philosophie étayant toute une culture, de ses arts et de sa littérature jusqu'à sa "cuisine raffinée". Il espérait faire œuvre de démythification, mais son ouvrage eut pratiquement l'effet inverse, nimbant d'un brouillard encore plus épais l'approche japonaise de la gastronomie.

Plus de soixante ans après le traité d'Okakura, le sémioticien français Roland Barthes décrivait dans *L'Empire des signes*

(1970) la cuisine japonaise en des termes encore plus ésotériques, assurant qu'elle inscrivait l'aliment "dans un espace profond qui dispose en étagement l'homme, la table et l'Univers". Aujourd'hui, les Occidentaux sont encore prisonniers de cette vision du *washoku*, la cuisine traditionnelle japonaise, perçue comme un art d'une précision extrême, consistant à présenter chaque ingrédient en quantité infime au moment exact où il a accompli sa pleine maturité, afin de refléter le caractère éphémère de la vie (un principe philosophique qui, en réalité, ne s'est jamais appliqué qu'au *kaiseki*, la forme la plus élevée de la gastronomie japonaise [qui consiste à servir une succession de petits plats tous différents en ingrédients, goûts, couleurs et textures]).

On pourra donc s'étonner de trouver un sachet de bagels industriels au cheddar et piment jalapeño dans la cuisine du Hannaytatu, minuscule bar à saké de Seattle

dirigé par la chef cuisinière Mutsuko Soma. Les bagels sont ici traités comme un ingrédient de choix : écrasés et additionnés de sel et de *koji* (des céréalesensemencées de spores d'*Aspergillus oryzae*, champignon microscopique proche des moisissures nobles qui transforment le caillé en fromages à pâte persillée), ils sont ensuite laissés à mariner plusieurs semaines jusqu'à libérer une odeur âcre et fétide. Élevée dans le nord de Tokyo, Mutsuko Soma est arrivée aux États-Unis à 18 ans. Elle fait partie de cette poignée de chefs résidant hors du Japon – des expatriés, émigrés, *nisei* ou *sansei* (enfants des deuxième et troisième générations d'émigrés) ou même *gaijin* (étrangers) – qui réinventent la gastronomie japonaise de façon inattendue, voire improbable.

"C'est la cuisine des déplacés et de la diaspora."

Patch Troffer CHEF DU MARLOW & SONS, NEW YORK

Les puristes trouveront sans doute à redire à l'interprétation très personnelle du *kaiseki* proposé par l'établissement haut de gamme Odo, à Manhattan, où, au chapitre des *agemono* (fritures), Hiroki Odo a eu l'audace de remplacer le tempura par une croquette enrobée de béchamel. Au Konbi de Los Angeles, le *dashi* promet d'alimenter le débat, puisque les maîtres du lieu, Akira Akuto et Nick Montgomery, laissent macérer et mijoter les copeaux de bonite plus longtemps que ne l'exige la coutume, préférant un bouillon sombre et corsé à un bouillon clair. De même, le chocolat en

poudre suisse fondu incorporé à la recette de curry du bar de Tatsuo Aikawa, effrontément baptisé Domo Alley-Gato, à Austin, risque fort d'être accueilli avec perplexité.

Rien de radical. Or, si décalé ou hérétique qu'il puisse paraître, le travail de ces chefs s'inscrit résolument dans la technique japonaise. Mutsuko Soma prépare ses bagels au jalapeño et cheddar comme elle le ferait des pois de soja destinés au miso. Rien de radicalement novateur non plus dans le soin que mettent les chefs du Rigmarole à utiliser des produits de saison locaux, puisque c'est là l'un des grands principes au cœur du *washoku*. Il se trouve simplement que cet établissement n'est pas au Japon mais dans le XI^e arrondissement de Paris, où le chef franco-américain Robert Compagnon et sa femme américano-taïwanaise Jessica Yang ont adopté le yakitori [des brochettes de poulet] comme "mécanisme de base pour tous les légumes de saison" et déclinent des variantes du *yuzu kosho* (condiment acide et épicé) où le zeste de divers agrumes français fraîchement récoltés remplace celui du yuzu nippon.

À Brooklyn, le chef américain d'origine japonaise Patch Troffer, qui a repris l'an dernier la cuisine de Marlow & Sons, substitue au wasabi le radis noir cultivé dans l'État de New York. "C'est la cuisine des déplacés et de la diaspora", explique-t-il. Celle que l'on fait lorsque l'on ne dispose pas des bons ingrédients." Une leçon héritée de sa grand-mère japonaise, qui a épousé un marin américain pendant la guerre de Corée et s'est retrouvée en Caroline du Sud, où elle préparait son *dashi* à partir de palourdes en boîte.

← Nick Montgomery et Akira Akuto, les chefs du Konbi, à Los Angeles.
 ▸ Leur sandwich aux œufs, inspiré des en-cas proposés dans les supérettes japonaises, rencontre un vif succès sur Instagram. Photos Lisa Corson/The New York Times

Hiroki Odo, originaire de l'île de Kyushu, a dû s'adapter aux ingrédients du Nouveau Monde, ainsi qu'au palais américain, plus sensible aux saveurs parfumées. Il se fait livrer une fois par semaine des légumes cueillis de frais en Pennsylvanie ou dans les campagnes de l'État de New York. En avril dernier, il y avait ainsi dans son panier de l'ail des bois (*Allium tricoccum*), dont ses maîtres de Kyoto, où il a fait son apprentissage, jugeraient le goût trop incisif pour la cérémonie du thé. «*Mais c'est un kaiseki new-yorkais*», rappelle-t-il, choisissant de provoquer les papilles en associant l'intensité de l'ail des bois au saumon royal d'Alaska, mariné non dans le saké mais dans un bourbon de la distillerie Kings County, à Brooklyn.

Pour Tatsuo Aikawa, qui à l'âge de 10 ans a quitté Tokyo pour suivre sa mère dans un village rural du Texas, la cuisine raconte l'histoire de l'immigration et de la rencontre des cultures. Au Kemuri Tatsu-Ya, l'izakaya-grill qu'il a ouvert à Austin en 2017 avec le chef Takuya Matsumoto, il distingue deux qualités de poitrine de bœuf : maigre ou *toro* – empruntant ce dernier terme au vocabulaire du sushi désignant le thon gras. Il s'accommode d'une conception classique

Ces plats déconcertent les Occidentaux, qui ne savent plus trop à quoi ressemble la cuisine japonaise.

du barbecue texan («*par respect*»), mais ajoute une pointe de miso à la sauce et, en hommage à ses voisins mexicains, frotte ses yakitoris de peau de poulet avec du sel à l'ail et du citron vert.

Ces plats déconcertent les Occidentaux, qui ne comprennent plus trop à quoi devrait ressembler la cuisine japonaise. Ce nouveau mouvement empruntant des ingrédients et techniques à d'autres cultures pourrait même évoquer la fameuse mode fusion lancée à la fin des années 1980 par des chefs d'origine européenne, mais alors que ces derniers revisitaient la cuisine japonaise en l'occidentalisant, les chefs actuels font le contraire : ils envisagent les traditions culinaires occidentales à travers un prisme japonais. À l'heure où l'image de la diversité en Amérique n'est plus le melting-pot mais la mosaïque, le concept même de «fusion» a laissé place à une conception plus organique des traditions culinaires : on admet qu'elles évoluent nécessairement lorsque les gens émigrent et doivent s'adapter aux ingrédients qu'ils ont sous la main.

En refusant une orthodoxie rigide, ces chefs nous rappellent que la cuisine japonaise n'est pas un réceptacle immuable de règles anciennes mais une tradition vécue et vivante, et aussi un pastiche qui, tout au long de l'histoire et en dépit du long repli du pays sur lui-même, a audacieusement



emprunté à d'autres cultures. Le tempura – le plat comme le terme – fut ainsi un apport des Portugais, dont la langue est accidentellement arrivée au Japon en 1543, quand trois Portugais à bord d'un navire chinois ont accosté dans le sud de l'archipel. Les missionnaires jésuites ont suivi, qui ont transmis la recette des *peixinhos da horta* («petits poissons du potager») : des haricots verts enrobés de farine et frits.

La tradition veut qu'avant de prendre en main leur propre cuisine, les chefs japonais fassent plusieurs années d'apprentissage, mais Shigetoshi Nakamura n'avait qu'une vingtaine d'années lorsqu'il a monté à Tokyo le restaurant de ramens qui lui a valu sa réputation. Il a ouvert une boutique à son nom dans le Lower East Side de Manhattan, et il a tout récemment inauguré dans le local mitoyen son annexe, Niche, consacré exclusivement au *mazemen*, version sèche du ramen – sans bouillon. En hommage aux anciens traiteurs juifs du quartier, Nakamura fume sur place son saumon à froid qu'il présente sur un lit de nouilles mouillées d'une sauce fluide d'œufs de cabillaud et huile d'olive.

Style libre. Avec l'élargissement des contours et définitions de la cuisine japonaise, nombre de grands noms de la cuisine japonaise d'origine étrangère ont à leur tour adopté ce style libre et contemporain, contribuant à remettre en question les frontières entre Orient et Occident. Robert Compagnon et Jessica Yang considèrent leur restaurant parisien comme un compromis idéal entre deux cultures tout aussi soucieuses l'une que l'autre de perfection. «*La France et le Japon sont les deux seules cultures culinaires qui se respectent sans mépriser toutes les autres*», commente Robert Compagnon. Il a découvert la cuisine japonaise en étudiant la langue et la littérature nipponnes, tout comme l'Américain Ivan Orkin, qui a grandi à Long Island et a vécu plusieurs années à Tokyo. Ces

chefs reconnaissent leur statut de *gaijin* et d'élèves, sans prétendre être passés maîtres dans la confection des plats qu'ils en sont venus à tant aimer.

Patch Troffer – dont la mère à demi japonaise avait toujours des algues nori et une casserole de riz cuit à portée de main – réfute l'idée d'un fossé entre Orient et Occident. «*Dans mon esprit, il est évident que je ne fais pas de la cuisine japonaise*», affirme-t-il. *Ce qui m'intéresse, c'est d'explorer ce qu'être américano-nippon signifie.* Il superpose et intensifie les saveurs en remplaçant l'eau par du dashi, «cherchant à saisir le moindre instant fugace où un ingrédient peut se sublimer pour ajouter quelque chose», explique-t-il. Sa grand-mère n'a pourtant pas été convaincue lorsqu'il lui a montré une photo de son *okononiyaki*, qu'il décrit dans son menu comme une crêpe de chou saumuré – censé rendre hommage à celle qu'elle préparait avec du chou en lamelles et de la farine – sur laquelle il retourne un œuf frit. «*Elle m'a jeté un regard noir*», avoue-t-il.

Cela n'aurait pourtant rien d'hérétique au Japon. L'improvisation est inscrite dans le nom même de ce mets : *okononon* signifie

«ce que vous voulez», et *yaki* «grillé». Bien que l'*okonononiyaki* le plus communément servi au Japon soit celui d'Osaka, il en existe plusieurs variantes régionales, dont celle de Hiroshima, préparée par couches successives : on dépose d'abord la pâte, puis le chou, les pousses de soja, le porc, les nouilles et enfin, effectivement, un œuf frit, sur lequel on place l'ensemble avant de le retourner de sorte que l'œuf se retrouve sur le dessus.

Impertinence. Les clients japonais de la table de Hiroki Odo, à Manhattan, se plaignent parfois de ne pas retrouver chez lui les saveurs plus douces du *kaiseki* classique. Il en faudrait davantage pour détourner le chef de sa mission. Même au Japon, le *kaiseki* peut intimider les convives. Pour remédier à ces réticences, Zaiyu Hasegawa, chef du Den, restaurant spécialisé dans le *kaiseki* moderne qui a ouvert ses portes en 2008 à Tokyo, sert au début de chaque repas un *monaka*, banale pâtisserie composée de gaufrettes de *mochi* fourrées d'une pâte de haricots rouges. Si la garniture, piquée de foie gras et de kaki, est savamment élaborée, extérieurement, le *monaka* est on ne peut plus ordinaire : il est présenté à table tel qu'on le trouverait dans n'importe quelle épicerie, emballé dans du papier. Puis arrive une salade avec des carottes taillées en émoji et une boîte évoquant le Kentucky Fried Chicken qui contient des ailes désossées et fourrées de riz gluant, sur un lit de paille. Le plat est si délicieusement impertinent que, de prime abord, on ne remarque pas à quel point il approche la perfection. On rit, puis le silence s'installe et la réaction initiale de ravissement le cède à la richesse des saveurs et à quelque chose de plus fugace – le sentiment que ce que l'on a en bouche est à la croisée des chemins entre passé et présent, entre réminiscence et banalité du quotidien. La tradition côtoie l'innovation non dans un affrontement mais dans la continuité.

—Ligaya Mishan

Publié le 2 septembre

NANCY JAZZ
PULSATIONS

9>19 OCT. 2019

YOUN SUN NAH TRIO · RAPHAEL SAADIQ

JEAN-LUC PONTY 5^{TET} · METRONOMY

ANGÉLIQUE KIDJO · KYLE EASTWOOD 5^{TET}

CATHERINE RINGER · KEREN ANN

ANGELO DEBARRE & GISPY UNITY 5^{TET} ...

tendances.

ILS FONT BOUGER
LES LIGNESYUSEF AKBAR,
couturier, 34 ans

De fil en aiguille

Originaire d'Arabie Saoudite, Yusef Akbar a une trajectoire improbable, raconte le **Sydney Morning Herald**. Il étudie la logistique pour faire plaisir à ses parents, mais sa passion est la mode. Qualité inattendue chez celui dont le rêve est de se

tailler la veste parfaite : il joue très bien au bowling. Et il remporte une compétition qui "lui vaut d'être reçu en audience par le roi saoudien",

ce qui lui permet de formuler une demande. Son vœu ? Une bourse d'études, direction l'Australie et le prestigieux Fashion Design Studio. La critique parle de lui comme d'un jeune talent prometteur à la Fashion Week de Sydney en 2017 et il devient un nom en vue. Mais son succès lui vaut l'appétit d'escrocs. Un attaché de presse lui ment sur les chiffres de ses ventes, et il doit attaquer en justice un styliste parti avec des ébauches de ses modèles. Ruiné, il rentre en Arabie Saoudite : "J'ai vécu beaucoup de leçons et, même si cela a été douloureux, j'en ai tiré des enseignements." Deux ans plus tard il revient peu à peu sur le devant de la scène, déterminé. Et le voilà nommé pour un prix qui sera décerné ce mois-ci dans le cadre des Australia Fashion Laureate Awards.



YUSEF AKBAR.COM



JONATHAN HIGBEE



Heureux hasards

Jonathan Higbee arpente les rues de New York depuis dix ans. Il s'amuse des perspectives naturelles qu'il rencontre, quand les sujets s'alignent par chance avec le reste de leur environnement, créant des illusions d'optique drôles et absurdes. "Ce que j'aime dans la photographie de rue, c'est qu'on a le sentiment d'entretenir une collaboration constante avec la ville qui vit, qui respire", confie-t-il à **Digital Trends**. Sa série *Coincidences* va faire l'objet d'un livre publié aux éditions Anthology, à Brooklyn (sortie le 5 novembre).

PHOTO

Un labo hallucinant



KOPELITSKY, ÉTATS-UNIS

JAMAÏQUE — Les champignons du genre *Psilocybe* n'ont pas livré tous les secrets de leurs propriétés hallucinogènes. L'université des Indes occidentales de Jamaïque ouvre "le premier centre de recherche du monde consacré à ces organismes [aux effets] psychédéliques", rapporte **Quartz**. Contrairement à l'institut récemment ouvert à l'université Johns Hopkins de Baltimore, son but n'est pas seulement d'étudier les molécules contenues dans les *Psilocybe* mais bien les champignons eux-mêmes. Et ce notamment afin de mieux renseigner les consommateurs, la vente de ces produits étant légale en Jamaïque. "Les recherches sont entièrement financées par une start-up canadienne spécialisée dans la médecine psychédélique, *Field Trip Ventures*, qui compte utiliser les résultats pour son profit."



C'EST LE NOMBRE DE MINUTES que les Espagnols passent, chaque semaine, à chercher des objets perdus. Soit cinq mille heures de leur vie, en moyenne. Un temps difficile à rattraper. **La Vanguardia** relaie la vaste étude menée par Ikea et l'institut Sigma Dos sur le sujet. Sans grande surprise, on retrouve dans le palmarès des objets perdus les stylos, les téléphones et les clefs. Plus étonnant, la force de la dimension affective associée à la perte d'un objet, détaille Ana García, responsable Ikea des études : "Lorsque nous perdons quelque chose, nos relations avec autrui s'en ressentent : la moitié des personnes interrogées reconnaissent s'être disputées avec un proche à cause de la perte d'un objet."

Profitez de cette **offre d'abonnement**
12,40 € par mois

Près de
45%*
réduction

VOTRE ABONNEMENT COMPREND



1 an (52 numéros)



6 hors-séries à paraître



l'accès au **site Internet**
et au **Réveil Courrier** sur tous
vos supports numériques

EN CADEAU

**L'agenda
2019-2020
de Courrier
international**

Format : 145 x 210 mm • Ruban
marque-page • Couverture
rigide • De septembre 2019 à
décembre 2020

Valeur
9,90 €



Bon d'abonnement

à retourner à : *Courrier international* - Service Abonnements A2100 - 62066 ARRAS Cedex 9

Oui, je m'abonne à *Courrier international* + ses hors-séries

RCO19BA1509

☐ **Je règle par prélèvement mensuel 12,40 €** au lieu de ~~22,48 €~~ + **en cadeau** l'agenda 2019-2020 de *Courrier international*.

Les hors-séries seront expédiés au fur et à mesure de leur parution.

Je complète le mandat SEPA ci-dessous.

☐ **Je préfère régler en une fois 149 €** au lieu de ~~269,80 €~~ + **en cadeau** l'agenda 2019-2020 de *Courrier international*,

par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site : <https://boutique.courrierinternational.com/auto4>
ou téléphonez au 03-21-13-04-31 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h)

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

*Prix de vente au numéro. Offre valable jusqu'au 31/12/2019 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Etranger nous consulter. En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre Délégué à la protection des données - 80, bd Auguste-Blanqui - 75707 Paris Cedex 13 ou dpo@groupelemonde.fr. Vous acceptez que vos données de contact soient partagées par *Courrier International* avec sa sélection de partenaires français afin de recevoir des informations sur leurs actions et/ou leurs offres de produits et services. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces sociétés, merci de cocher la case ci-contre ☐

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez *Courrier international* SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de *Courrier international* SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements ainsi que du droit de donner des instructions sur le sort des données après décès.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

.....
Sera rempli par *Courrier international*

Paiement récurrent

Fait à :

Le :

Signature obligatoire

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire
.....

BIC - Code international d'identification de votre banque
.....

Organisme créancier :
Courrier international
ICS : FR11ZZZ396542
80, bld Auguste-Blanqui 75013 Paris

l'entretien.



“J’ai toujours voulu défendre les intérêts des Allemands de l’Est”

—Birgit Breuel

—Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung
(extraits) Francfort

FAS. Madame Breuel, des responsables politiques de l’est de l’Allemagne veulent rouvrir le dossier de la Treuhand [l’organisme de privatisation et de restructuration des entreprises d’État de l’ancienne RDA]. Les comprenez-vous ?

BIRGIT BREUEL. Je comprends parfaitement leur démarche. Mais il faut regarder l’ensemble du processus de transition, et pas uniquement l’histoire de la Treuhandanstalt. Si importante qu’elle fût, la Treuhand n’était qu’un des rouages d’un changement de système difficile, à savoir le passage d’une économie planifiée à une économie de marché. Nous avons besoin en Allemagne d’un grand débat sociétal sur les difficultés que ce changement a entraînées. Et nous avons besoin pour ce faire d’une méthode appropriée.

La Treuhand, c’était la salle des machines de la réunification, le lieu où l’on travaillait – avec plus ou moins de succès – à sa mise en œuvre.

Et on lui associe désormais les bouleversements auxquels les Allemands de l’Est ont dû faire face. Je crois que les Allemands de l’Est se faisaient alors une idée plus simple de la liberté : avec moins de complexité et moins de concurrence. C’est la raison pour laquelle, rétrospectivement, la RDA est souvent perçue comme plus égalitaire.

À l’Est, la Treuhand est considérée comme le “mythe fondateur négatif” de la République de Berlin, pour reprendre la formule de certains chercheurs. Est-ce exact ?

Il fallait exiger énormément des habitants, et c’est ce que nous avons fait, sans aucun doute. Nous n’avions pas le temps de nous préoccuper suffisamment de leurs parcours. Ça a été parfois très dur. Ils ont à l’évidence énormément souffert et nous ont aussi détestés. Ils m’ont aussi détestée. Bien sûr. J’étais un objet de haine dans tout le pays.

Directrice, de 1991 à 1994, de la Treuhand, l’organe de privatisation des entreprises d’ex-RDA, Birgit Breuel, la femme la plus haïe d’Allemagne, revient sur cette mission majeure dans le processus de réunification. Avec émotion mais sans regrets.



BIO EXPRESS

Issue d’une famille de négociants et de banquiers privés de Hambourg, Birgit Breuel poursuit des études de science politique à Hambourg, Oxford et Genève, avant de s’intéresser à l’économie d’entreprise. En 1966, elle adhère à la CDU, l’Union chrétienne-démocrate, parti de centre droit. Elle est ministre de l’Économie et des Transports, puis des Finances, dans le Land de Basse-Saxe de 1978 à 1990, date à laquelle elle intègre la direction de la Treuhand, l’organisme de privatisation des entreprises d’ex-RDA. Un an plus tard, elle en devient présidente, après l’assassinat de Detlev Rohwedder. En 1995, sa mission prend fin. Birgit Breuel a aujourd’hui 82 ans.

Est-ce la raison pour laquelle la démocratie et l’économie de marché sont plus mises à mal à l’Est qu’à l’Ouest aujourd’hui ?

En Allemagne de l’Ouest, la démocratie et l’économie sociale de marché sont arrivées dans un contexte de miracle économique après 1945. En Allemagne de l’Est, à l’inverse, elles sont arrivées après 1989 dans le cadre d’un changement structurel brutal. En Allemagne de l’Ouest, la démocratie et l’économie de marché ont pu être immédiatement associées à une augmentation du niveau de vie. En Allemagne de l’Est, ça n’a pas été le cas. L’introduction de ces deux principes fondamentaux de la République fédérale s’y est accompagnée dans un premier temps de coups de rabot très durs, avec l’effondrement de l’économie et surtout la création de millions de chômeurs.

Helmut Kohl avait promis aux Allemands de l’Est des “paysages florissants”. Pensiez-vous également à l’époque que la restructuration de l’économie porterait plus rapidement ses fruits ?

Quand je suis devenue membre du directoire de la Treuhand, en septembre 1990, nous n’avions guère de temps à accorder à la réflexion. Nous partions littéralement d’une page blanche. La Treuhand, qui était une idée est-allemande au départ, comptait à l’époque 100 ou 200 employés, originaires pour la plupart de l’Est. Elle n’avait pas de structure et aucune information sur les milliers d’entreprises dont elle était désormais responsable, depuis sa création en mars 1990. Nous n’avions pas assez de chaises dans les bureaux et pas de téléphone. Au début, nous passions notre temps à courir à la cabine téléphonique de la porte de Brandebourg. Le 1^{er} juillet 1990, l’union monétaire est entrée en vigueur [le Deutsche Mark, monnaie de la RFA, devient également la monnaie des cinq Länder de l’Est]. Les entreprises devaient verser les salaires en Deutsche Marks, ce qu’elles ne pouvaient pas faire. Tous les matins à partir de 6 heures, les chefs d’entreprise nous demandaient comment ils étaient censés procéder. La plupart d’entre nous, moi comprise, restions entre 6 et 7 heures du matin dans les bureaux – sans cela, ce n’était pas viable. Il fallait répondre aux gens, ou au moins les écouter. C’était le moins que l’on pût faire.

Réaliser l’union monétaire si tôt n’était-il pas une mauvaise idée ? Après tout, comme vous le dites, la plupart des entreprises se sont retrouvées en situation de cessation de paiements du jour au lendemain. 1990, c’était l’année de la politique – et l’union monétaire fut une décision politique. Je ne me suis jamais exprimée publiquement sur le sujet. Pour autant, je me disais à l’époque que c’était une bonne décision, et je le pense toujours aujourd’hui. Parce que cela envoyait un message crédible aux Allemands de l’Est, qui les incitait à rester à l’Est. Sans le Deutsche Mark, l’émigration de l’Est vers l’Ouest aurait été beaucoup plus massive qu’elle ne l’a été.

Quelles étaient vos responsabilités au sein du directoire de la Treuhand ?

Dans un premier temps, je dirigeais les 15 antennes installées dans les anciens chefs-lieux de district et à Berlin-Est. Elles avaient la responsabilité de toutes les entreprises qui comptaient moins de 5 000 salariés à l’époque. Avec le temps, ce sont devenues de petites Treuhand qui s’occupaient d’un peu tout ce qui se présentait : les privatisations, les restructurations, les liquidations... Elles organisaient aussi la municipalisation et la vente des biens fonciers.

QUE RESTE-T-IL
DE L'ESPRIT DE 1989 ?

À cela s'est ajouté un accroissement considérable des effectifs de la Treuhand.

Nous cherchions désespérément des gens. Surtout de l'Ouest, évidemment, parce qu'ils savaient ce que l'économie de marché et la concurrence impliquaient pour des entreprises. J'ai commencé par nommer de nouveaux chefs d'agence. Ils étaient envoyés dans leur agence dès le lendemain, accompagnés chacun d'un expert-comptable, pour voir ce qui s'y passait. Ils faisaient état de situations parfois dramatiques et d'une pagaille indescriptible. Certains bureaux étaient vides, beaucoup d'employés étaient partis. Il n'y avait pas de moyens de communication, de toute manière. Les chefs d'agence ont vraiment débarqué en terra incognita. À Berlin, nous avons commencé à recenser nos entreprises et surtout à dresser un état des lieux, dans un premier temps.

La plupart des postes clés de la Treuhand ont été confiés à des Allemands de l'Ouest. Est-ce à partir de ce moment-là que l'Ouest a commencé à faire main basse sur l'Est ?

C'est ce qu'on entend souvent : dès que nous autres, les Allemands de l'Ouest, avons mis le pied dans la Treuhand, les richesses de l'Est ont été livrées à l'Ouest. C'est une vision totalement erronée des choses. Les 230 milliards de Deutsche Marks, ou 110 milliards d'euros, de pertes qu'avait enregistrées la Treuhand [à sa dissolution] en 1994 sont restés à l'Est. À quoi il faut ajouter les investissements de l'Ouest – à hauteur de plusieurs centaines de milliards – qui sont également revenus à l'Est.

Des millions de personnes ont très vite perdu leur travail. Était-ce également dû à la campagne de privatisations à marche forcée de la Treuhand ?

Les pertes d'emploi n'étaient pas uniquement liées aux privatisations, mais aussi aux restructurations, et surtout aux liquidations.

N'aurait-on pas pu procéder autrement ?

Après l'introduction du Deutsche Mark [à l'Est] selon un taux de change de un pour un, beaucoup de produits sont devenus inabornables en raison des coûts salariaux. Y compris ceux que la RDA exportait à l'international. Avec le Deutsche Mark, ils n'étaient plus compétitifs. À quoi s'ajoutaient la disparition des débouchés commerciaux en Europe de l'Est mais aussi et surtout l'état général de l'économie de la RDA. Le chef de la Commission nationale de planification avait publié un rapport confidentiel sur l'état de l'économie est-allemande peu de temps avant la chute du mur. Il y faisait état d'une situation catastrophique. La RDA était de facto insolvable, les équipements étaient totalement obsolètes. Et puis les citoyens de RDA ne voulaient plus de leurs propres produits. Ils n'achetaient plus que des produits de l'Ouest et participaient ainsi au naufrage des entreprises locales.

Detlev Rohwedder, le directeur de la Treuhand, avait évalué le poids de l'économie est-allemande à 600 milliards de Deutsche Marks. Était-ce judicieux ?

C'était une estimation hasardeuse. Personnellement, je n'ai jamais pris part à ce type de spéculations. Ce qui m'importait, c'était d'apporter le plus vite possible des capitaux frais et de l'innovation dans les entreprises de l'Est. Or ça ne pouvait se faire qu'à la faveur d'une privatisation menée tambour battant.

Detlev Rohwedder passait plutôt pour un partisan de la restructuration. Aviez-vous des divergences ?

À l'Ouest, la démocratie et l'économie sociale de marché sont arrivées avec le miracle économique, après 1945 ; à l'Est, après 1989, avec des millions de chômeurs.

8 500

ENTREPRISES est-allemandes employant plus de 4 millions de salariés ont été placées entre les mains de la Treuhand, sous le contrôle du ministère fédéral des Finances, le 1^{er} juillet 1990, date de la mise en place de l'Union monétaire. L'objectif : "Si possible privatiser, si possible assainir, et sinon fermer et liquider les combinats." En l'espace de vingt mois, relatait quelques années plus tard le magazine économique **WirtschaftsWoche** dans un bilan critique, le nombre des actifs employés dans les combinats a chuté de 4,1 à 1,24 million, 3 713 entreprises ont été fermées, et le taux de chômage a grimpé dans les nouveaux Länder à 14,2 %. Finalement, moins de 10 % des "biens du peuple" sont restés la propriété des Allemands de l'Est.

Nous avons âprement discuté lorsqu'il s'est agi de déterminer la marche à suivre pour nos entreprises. J'estimais que la privatisation devait jouer un rôle égal à celui de la restructuration. Ensemble, nous avons sillonné les Länder d'Allemagne de l'Est. Après quoi nous nous sommes mis d'accord sur une ligne de conduite – selon la formule suivante : privatiser promptement, restructurer énergiquement, liquider en douceur. Ce fut également le fil rouge de mon action à la tête de la Treuhand.

Ces directives que Detlev Rohwedder fait parvenir par courrier à Pâques à ses collaborateurs seront son testament. Le lundi de Pâques 1991, il est abattu par la Fraction armée rouge dans son salon. Comment l'avez-vous appris ?

Je me trouvais à Hambourg, en famille. Le soir, des policiers sont venus à mon domicile. Ils m'ont informée de son assassinat et m'ont dit qu'ils allaient renforcer drastiquement ma protection. Je me suis immédiatement rendue à Berlin. Au directoire de la Treuhand, nous nous sommes tout de suite mis d'accord pour continuer de travailler dans le sens qu'il avait fixé. C'était une perte effroyable, non seulement pour la Treuhand, mais aussi pour moi, à titre personnel. Detlev Rohwedder était un entrepreneur d'exception, c'est lui qui a tout mis en mouvement à la Treuhand.

À la tête de la Treuhand, on ne pouvait pas gagner. Pourquoi avoir accepté de reprendre le poste de Detlev Rohwedder, quand tous les autres disaient non ?

Je ne me suis pas du tout posé la question de savoir si ça allait marcher ou non. Je voulais apporter ma pierre à la transition. À la mort de Detlev Rohwedder, ça m'est tombé dessus. Au directoire, j'étais déjà devenue son bras droit. J'ai senti que c'était pour moi un devoir d'accomplir cette mission.

À la Treuhand, vous étiez la seule femme parmi des hommes. Était-ce difficile ?

C'était inhabituel. Quand je suis devenue ministre de l'Économie, le mot *Ministerin* ["ministre" au féminin, en allemand] n'existait même pas. Mais je ne me suis guère posé de questions. J'avais droit sans arrêt à des réflexions machistes, du genre : "C'est dur de comprendre les femmes, il faut juste les aimer ; quand on les aime, on n'a plus besoin de les comprendre." Un homme politique m'a écrit un courrier maladroit adressé à "Madame le Ministre et Madame l'Épouse". Mais je m'y suis faite assez vite et les hommes autour de moi se sont habitués aussi.

Dès l'époque où vous étiez ministre de la CDU [Union chrétienne-démocrate], vous aviez la réputation d'être l'une des avocates les plus ferventes de l'économie de marché. En Basse-Saxe, vous vouliez même privatiser la participation du Land au capital de Volkswagen. D'où viennent vos convictions libérales, qui plus tard ont imprégné votre stratégie à la tête de la Treuhand ?

J'ai étudié quelque temps à Genève, où enseignait Wilhelm Röpke, un des pères spirituels de l'économie sociale de marché. J'étais alors étudiante et je ne le connaissais pas personnellement, mais son enseignement me fascinait, cette idée de faire confiance à la responsabilité propre de chacun, mais en même temps de venir en aide aux plus faibles. Quand je suis entrée en politique, plus tard, il y avait cependant des défenseurs de l'économie de marché plus engagés que moi encore – Otto Graf Lambsdorff [grande figure du Parti libéral-démocrate, FDP], par exemple, avec lequel je me suis toujours bien entendue. → 62

☞ **“Jusqu’où la Treuhand va-t-elle jouer avec nos emplois ?”**

Photo Klaus Franke/Bundesarchiv

61 ← Sous votre direction, la cadence de privatisation des entreprises de la Treuhand s’est accélérée. Tout n’est-il pas allé un peu trop vite ?

Nous avons mis en place des procédures pour les privatisations, les restructurations et les liquidations, des instructions très rigoureuses pour nos collaborateurs, des dispositifs de contrôle. Ces bases étant posées, nous pouvions privatiser plus efficacement et plus rapidement. Nous voulions essayer de sauver un maximum d’entreprises. C’était notre unique but. J’étais convaincue que la privatisation était le seul moyen d’obtenir les capitaux et les innovations nécessaires à la survie de ces entreprises.

Pour s’associer à une opération de privatisation, un investisseur devait être solvable et posséder des capitaux. Les Allemands de l’Est n’avaient pu en acquérir sous le socialisme, ils n’avaient donc aucune chance, et 80 % des entreprises privatisées sont allées à des investisseurs de l’Ouest. N’en aviez-vous pas conscience ?

Dès la deuxième année de la Treuhand, nous avons créé une “Initiative PME” pour intéresser les Allemands de l’Est aux petites et moyennes entreprises, ce qui a fonctionné en partie. En RDA, il n’y avait pas de PME, les entrepreneurs avaient tous été expropriés en 1972. Il convient de regarder secteur par secteur : le commerce de détail, par exemple, est revenu à des Allemands de l’Est. Par ailleurs, nous avons encouragé les salariés à racheter leur entreprise. Là aussi, ça a fonctionné en partie.

La politique de la Treuhand a conduit à une désindustrialisation de l’Allemagne de l’Est dont les répercussions sont encore visibles aujourd’hui. Cela n’aurait-il pas pu être évité ?

Peu après ma prise de fonctions, je me suis rendue à Leuna, une région [de Saxe-Anhalt] avec un important site industriel chimique. Je me suis retrouvée devant un monde qui avait oublié de périliter. Ça fumait, ça sifflait, ça sentait mauvais, au milieu de tout ça on voyait des gens qui manifestement devaient y travailler. La vieille raffinerie de Leuna n’existe plus aujourd’hui : on a reconstruit une usine chimique flamboyante neuve avec des subventions de l’État. Il y a beaucoup d’entreprises qu’on ne pouvait tout simplement pas sauver. Avec le gouvernement fédéral, nous avons mis au point la “stratégie des centres industriels”, afin de maintenir au moins une partie de l’industrie dans les nouveaux Länder.

Vos détracteurs affirment que le retard économique de l’Est s’explique par les ratés de la Treuhand.

L’Est a vu certaines régions prospérer économiquement. Ça n’a pas été le cas partout. Mais, à l’Ouest non plus, ce n’est pas florissant partout. Je dirais que notre politique d’alors a clairement une part de responsabilité dans les réussites constatées.

Étiez-vous consciente des répercussions de la transformation économique sur la vie sociale ?

Il a fallu du temps. Je ne connaissais jusque-là le fonctionnement d’un régime d’économie planifiée que par les livres. J’ignorais comment il était vécu. Je n’oublie pas les mots d’une ouvrière textile de Lusace. “On ne perd pas que notre emploi”, disait-elle. Les combinats, c’était beaucoup plus que ça pour les gens : ils organisaient les vacances, la vie culturelle, la prise en charge des enfants. “Du jour au lendemain, tout cela avait disparu. On était complètement seuls, livrés à nous-mêmes.” J’ai compris alors qu’il fallait faire des propositions aux gens et avant



LE DIFFICILE HÉRITAGE DE LA TREUHAND

Présenté en avant-première à Leipzig en juillet dernier, le film documentaire d’Inge Kloepper et Jobst Knigge *D-Mark, Einheit, Vaterland* (“Deutschemark, Unité, Patrie”) dresse le bilan, trente ans après la chute du mur, du “difficile héritage de la Treuhand”.

Comme en témoignent les réactions du public, la simple évocation de ce nom suscite toujours la colère à l’Est, souligne la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**. “De cette tempête qui a soufflé sur l’Allemagne de l’Est, les Länder orientaux ne se sont jamais relevés. Ils sont quasiment désindustrialisés à 100 %”, résumant les réalisateurs.

toute chose créer des entreprises de réinsertion afin qu’ils ne perdent pas complètement pied.

Les Allemands de l’Ouest qui se rendaient en Allemagne de l’Est passaient souvent pour arrogants. Comment l’avez-vous vécu ?

Je ne peux ici parler que pour moi-même : dans mon cas, j’ai éprouvé très vite du respect pour les Allemands de l’Est, qui avaient fait tomber le mur dans un élan de courage incroyable. Nous, les Allemands de l’Ouest, n’y avons pas participé. Cet exploit formidable n’a pas été salué comme il se devait, de même que les efforts consentis par la population durant la transition. En Allemagne de l’Ouest, ça n’aurait pas été possible de faire vivre un bouleversement de cette ampleur aux gens. Ils n’auraient pas supporté, j’en suis convaincue. Je trouve d’autant plus regrettable de constater que de nombreux Allemands de l’Est n’apprécient plus à sa juste valeur une liberté conquise de haute lutte. L’égalité compte aujourd’hui davantage à leurs yeux.

L’attitude des Allemands de l’Est n’a pas entamé votre empathie à leur égard. Pourtant, ils ont été des milliers à manifester contre la stratégie de la Treuhand. Ils ont même organisé des grèves de la faim.

La grève de la faim par laquelle les mineurs de Bischofferode [en Thuringe] ont manifesté contre la fermeture du site en 1993 m’a ébranlée. Nous étions convenus de fermer quatre mines de potasse, deux à l’Est et deux à l’Ouest. Je trouvais ça équitable. Mais Bischofferode a sans doute été la goutte d’eau qui a fait déborder le vase. Nous avons déjà pris de trop nombreuses décisions dont les gens ne voulaient pas entendre parler, tout simplement. Cette grève de la faim nous a beaucoup marqués. La police m’a interdit de me rendre sur place. Sans doute aurais-je dû passer outre.

La Treuhand devait faire en sorte que les Allemands de l’Est conservent des droits sur les richesses de la région. Cela figure non seulement dans le traité d’unification, mais aussi dans le contrat de la Treuhand. Pourquoi cela n’a-t-il pas été suivi d’effet ?

Tout simplement parce que la Treuhandanstalt a achevé le processus de privatisation avec des milliards de pertes.

Il existe deux grilles de lecture du bouleversement qui a suivi la réunification : beaucoup d’Allemands de l’Est disent que l’Ouest les a envahis, voire écrasés. Beaucoup d’Allemands de l’Ouest soutiennent à l’inverse qu’il n’y avait pas d’autre option qu’une stratégie de privatisation à marche forcée. Qui a raison ?

L’Ouest a toujours considéré les dirigeants de la Treuhand comme des paniers percés, et l’Est nous a toujours considérés comme des rouleaux compresseurs. Je me suis toujours efforcée de défendre les intérêts des Allemands de l’Est. Même quand ils ne me croyaient pas. Nous étions les seuls à pouvoir intervenir en leur faveur. Que ça n’ait pas été vécu ainsi à l’Est, je n’en veux à personne. En revanche, les Allemands de l’Ouest m’ont beaucoup agacée à l’époque, à tenir des propos malhonnêtes à notre sujet.

Je vous repose la question : quelle grille de lecture est la bonne ?

Il va de soi que nous avons commis des erreurs. C’était très dur à admettre. Mais, sur le fond, je trouvais que l’Allemagne unifiée avait choisi le bon cap. Et je le pense encore aujourd’hui.

— **Propos recueillis par Inge Kloepper**

Publié le 21 juillet

En Allemagne de l’Ouest, ça n’aurait pas été possible de faire vivre un bouleversement de cette ampleur aux gens. Ils n’auraient pas supporté.



Szeged sauvée des eaux

XIX^e siècle — Hongrie

Située dans le sud du pays, Szeged a été presque entièrement détruite par des inondations en mars 1879. La rapidité de sa reconstruction a fait de cette bourgade de province l'une des villes les plus modernes du royaume.



—Index.hu Budapest

Szeged et ses environs ont toujours dû composer avec les inondations. Cette région, située à la confluence des rivières Tisza et Maros, a longtemps été recouverte en partie par des marais. Les crues étaient régulières et plus ou moins dévastatrices. Il faut attendre l'époque de la Réforme pour que la régulation du débit de la Tisza soit enfin entreprise. Si les premiers travaux amorcés pendant la guerre d'indépendance contre l'Autriche (1703-1711, remportée par les Habsbourg) avançaient convenablement sur la partie haute, la portion basse n'était pas entretenue et les inondations se multipliaient. L'idée d'un détournement vers le sud de la rivière Maros est rapidement tombée aux oubliettes au profit de la construction de digues servant des intérêts privés. Le danger planant sur Szeged et l'état désastreux des digues étaient connus de tous, mais personne n'avait anticipé la catastrophe de 1879.

Les signes d'une inondation imminente se manifestent dès Noël 1878, mais le gel solidifie l'eau et des blocs de glace s'accumulent autour du pont de chemin de fer. Ils sont morcelés par les troupes des autorités fluviales et rejetés à l'eau. Face à l'abondance des précipitations et des inondations en amont de la Tisza, les travaux se révèlent inutiles. *"Le destin de Szeged se joue demain ! Nos espoirs sont aussi ténus qu'un cheveu. L'accablement est de mise"*, écrit le *Szegedi Hirado* dans son édition du 12 mars. Cette nuit-là, la Tisza brise la dernière ligne de défense et déferle à près de 350 mètres cubes par seconde sur Szeged. Le flot atteint d'abord Rokos, que ses habitants avaient heureusement déjà fui. La ville haute, le centre-ville et la ville basse sont engloutis à leur tour. Seule la plus ancienne partie de la localité (autour de l'ancien château), plus élevée, reste au sec.

"Szeged n'est plus. Ses églises et ses tours ne servent plus qu'à indiquer où se tenait la ville. Sa

population est dispersée entre Ujszeged, Szoreg, Hodmezovasarhely, Timisoara et Budapest. On la trouve aussi sur des embarcations, sur des îles, dans les décombres de fermes. Mais plus à Szeged. Seul le souvenir d'une grande ville prospère anéantie par la puissance des profondeurs y repose", relate le correspondant local de l'hebdomadaire *Vasarnapi Ujsag*. Même si la catastrophe était redoutée depuis des jours, nombre d'habitants ont attendu les ultimes instants pour se réfugier en lieu sûr. Beaucoup ont été extirpés in extremis de leurs habitations sur le point de sombrer par des soldats, des pompiers et des civils naviguant sur des barques et des bateaux à vapeur. Les bâtisses en torchis du vieux Szeged rural plient sous le poids de l'humidité qui ronge leur structure.

Dans un élan international de générosité, plusieurs grandes villes étrangères collectent des fonds pour la reconstruction.

Plusieurs sources s'accordent à parler de 200 morts. Le niveau du fleuve ne diminuera qu'après trois mois de pompage. Avec ses 70 000 âmes et ses 6 000 habitations, Szeged était la seconde agglomération du pays, derrière Budapest. La monarchie et le monde entier se mobilisent. Plusieurs grandes villes étrangères collectent des fonds pour rebâtir Szeged.

Lors de son déplacement dans la ville inondée, l'empereur François-Joseph essuie quelques larmes, selon les correspondances de l'époque. *"Les sommes recueillies par la Hongrie et l'ensemble du monde civilisé ne couvriront qu'une infime partie des dégâts provoqués, et des années de travail seront nécessaires. Mais Szeged sera plus belle que jamais !"* déclare le souverain, dont la dernière phrase restée

célèbre a vraisemblablement été imaginée par les journalistes. Lajos Tisza, frère du Premier ministre Kalman Tisza, assume la direction de ce chantier colossal, épaulé dans cette tâche par l'ingénieur Lajos Lechner.

Les constructions en torchis se voient interdites dans le centre-ville, ainsi que les toitures de bardeaux et de roseaux. Des donations publiques permettent le reboisement et l'émergence de parcs à partir d'arbrisseaux, d'arbres décoratifs et d'arbres fruitiers plantés sur les boulevards, les avenues et les esplanades. C'est là que le parc d'Ujszeged et la place Szechenyi voient le jour.

Les quais, rudimentaires avant la catastrophe, sont reconstruits en brique pour mieux protéger la ville. Ils joueront un rôle primordial dans l'économie fluviale de la ville. La majeure partie des travaux s'achève en 1884.

Szeged devient en quatre ans l'une des villes les plus modernes de Hongrie. En hommage à ses bienfaiteurs internationaux, elle accole les noms de plusieurs capitales européennes à des sections de son grand boulevard circulaire.

Cette année, Szeged célèbre le cent quarantième anniversaire de l'inondation. Sa réussite est celle d'une ville sauvée par un élan international de générosité. Un Chicago de la Grande Plaine rebâti en un temps record. *"L'inondation ouvre une nouvelle page pour Szeged. Ce drame est l'occasion pour la nation de montrer son appartenance européenne, sa modernité à l'américaine et sa spécificité culturelle. Nous avons besoin d'une grande localité capable de repartir de zéro en quelques années. Cette ville pourrait incarner le niveau de notre progrès et de notre civilisation. Sa planification ciblée et raisonnée doit rivaliser avec celle de Chicago, voire la rendre obsolète. Donnons à la Grande Plaine un miroir, un musée vivant reflétant non pas le passé, mais l'avenir de la Hongrie"*, proclamait un journal de l'époque.

—Eszter Kiss

Publié le 5 septembre

➤ L'empereur François-Joseph se rend à Szeged inondée. Gravure publiée dans *The Illustrated London News*, le 5 avril 1879. Photo12/Alamy

NOUVEAU ŠKODA — KAMIQ

LE SUV URBAIN POUR VOIR
LE MONDE À VOTRE MANIÈRE



ŠKODA



À PARTIR DE

159€ / MOIS⁽¹⁾

1^{ER} LOYER DE 2500€ ILLD SUR 37 MOIS
SANS CONDITIONS DE REPRISE

Avec son habitabilité remarquable, sa garde au sol surélevée et ses nouvelles technologies, le ŠKODA KAMIQ vous offre une nouvelle manière de voir la ville. Ses projecteurs avant full LED avec clignotants à défilement*, sa capacité intérieure de 1395L, sa navigation 100% connectée*, sa protection des arêtes de portes*, son digital cockpit*... Autant d'atouts qui font de lui votre meilleur allié du quotidien.

252€/mois

Modèle présenté : KAMIQ Style 1.0 TSI 95ch BVM5 avec options, 1^{er} loyer de 2500€ puis, remise de 4 000 € déduite.

Offre valable du 02/09/2019 au 31/12/2019, pour une livraison avant le 31/12/2019 et dans la limite des stocks disponibles.

(1) Location Longue Durée 30 000 km max, offre à particuliers dans le réseau ŠKODA participant en France métropolitaine, hors assurances facultatives, sous réserve d'acceptation par Volkswagen Bank GmbH – ORIAS 08 040 267. Ex pour KAMIQ Ambition 1.0 TSI 116ch BVM6, remise de 4 000 € déduite, sans conditions de reprise (conditions sur skoda.fr).

Gamme KAMIQ (hors : 1.5 TSI 150ch BVM, 1.5 TSI 150ch DSG en cours d'homologation) : consommation en cycle mixte (l/100 km) min - max : NEDC corrélé : 4,2 - 7,1. WLTP : 5,1 - 9,3. Rejets de CO₂ (g/km) min - max : NEDC corrélé : 110 - 161. WLTP : 135 - 210. CO₂ carte grise : 103 - 156.

À partir du 1^{er} septembre 2017, certains véhicules neufs sont réceptionnés sur la base de la procédure d'essai harmonisée au niveau mondial pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai plus réaliste permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO₂. À partir du 1^{er} septembre 2018, la procédure WLTP remplace complètement le nouveau cycle européen de conduite (NEDC), procédure d'essai utilisée précédemment. Les conditions d'essai étant plus réalistes, la consommation de carburant et les émissions de CO₂ mesurées selon la procédure WLTP sont, dans de nombreux cas, plus élevées que celles mesurées selon la procédure NEDC.

*De série, en option ou indisponible selon version. Les outils d'aide à la conduite ne dispensent pas le conducteur d'être vigilant.

ŠKODA recommande **Castrol EDGE Professional**.

Volkswagen Group France – S.A. – Capital : 198 502 510 € – 11, av. de Boursonne – 02600 Villers-Cotterêts – R.C.S. Soissons 832 277 370.

www.skoda.fr